

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1960 — Les bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1960 ⁽¹⁾

Le matériel statistique qui sert de base à l'établissement de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise est constitué par les règlements financiers avec l'étranger effectués par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois. Ces données que recueille l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change sont complétées et rectifiées par d'autres informations. Elles sont ensuite réparties entre différentes rubriques, de telle manière que leur nomenclature et leur contenu se rapprochent, autant que la documentation utilisée le permet, du schéma type de balance des paiements que le Fonds Monétaire International a présenté dans une brochure intitulée *Balance of Payments Manual*. Cette publication a fait l'objet récemment d'une troisième édition qui s'écarte, sur un certain nombre de principes et de points de détail, de l'édition précédente. Par suite de ces modifications, la balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1960 diffère, dans sa structure, des balances des paiements précédemment publiées, particulièrement en ce qui concerne les opérations en capital. Toutefois, pour que la comparaison des balances des paiements des dernières années ne soit pas contrariée par une solution de continuité, on a inséré dans les tableaux de cette chronique, outre la balance des paiements de l'U.E.B.L. pour 1960, des balances des paiements établies en fonction des mêmes critères pour la période 1955-1959.

L'adoption de nouvelles bases de classification des paiements n'influe en rien sur le degré de précision des chiffres : comme par le passé, ceux-ci doivent

être tenus plus pour des ordres de grandeur que pour des données exactes. A ce propos, on notera le maintien, dans la balance des paiements de 1960, d'une rubrique intitulée « Opérations non déterminées ». Il s'agit là d'un ensemble de recettes et de dépenses non ventilables avec une précision suffisante, mais dont on sait qu'elles trouvent surtout leur origine dans les trois groupes de transactions suivants : opérations sur marchandises, déplacements à l'étranger, mouvement des capitaux.

BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

1. Opérations sur marchandises.

Les chiffres des opérations sur marchandises ont été calculés en apportant aux règlements financiers recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change un certain nombre de rectifications; les plus importantes d'entre elles sont effectuées comme suit :

— l'accroissement des exportations et des importations à crédit est ajouté aux chiffres des règlements financiers — la diminution en est soustraite — dans la mesure où ces opérations ont donné lieu à une modification de l'encours des actifs ou des passifs financiers ci-après : acceptations en francs belges visées représentatives d'exportations, effets non visés

(1) Signes conventionnels utilisés dans les tableaux :
— la donnée n'existe pas;
... la donnée est inférieure à 0,05 milliard de francs.

Tableau I.

Balance générale des paiements de l'U.E.B.L.

(Milliards de francs)

	1955	1956	1957	1958	1959			1960		
					1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
A. Transactions sur biens et services :										
1. Opérations sur marchandises ¹										
1.1 Exportations et importations f.o.b. ²	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 1,5	- 2,7	- 4,2	+ 1,1	- 3,0	- 1,9
1.2 Travail à façon	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,8	+ 1,1	+ 1,5	+ 2,6
1.3 Opérations d'arbitrage	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,6
2. Or non monétaire	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,4	- 0,2	- 0,6	...	- 0,6	- 0,6
3. Transports ²	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,5	+ 1,4	- 0,2	+ 1,2
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,4	- 0,3	- 0,7	- 0,4	- 0,5	- 0,9
5. Déplacements à l'étranger ¹	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 0,7	- 0,7	- 1,4	- 0,4	- 1,0	- 1,4
6. Revenus d'investissements	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,1	+ 2,4	- 0,1	+ 2,3
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 1,0	- 1,2	- 2,2	- 1,0	- 1,4	- 2,4
8. Autres	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 2,1	+ 2,2	+ 4,3	+ 2,6	+ 2,8	+ 5,4
Total des transactions sur biens et services ...	+ 9,8	+12,0	+ 8,5	+17,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 1,2	+ 7,2	- 2,3	+ 4,9
B. Transferts :										
9. Transferts privés	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,6	+ 1,6	+ 3,2	+ 2,0	+ 1,1	+ 3,1
10. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	...	- 0,3	- 0,5	- 0,3	- 1,7	- 0,8	- 2,5
Total des transferts ...	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,1	+ 2,4	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6
C. Mouvement des capitaux :										
11. Etat	+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ³	+ 1,2	- 0,3	- 2,9	- 3,2	- 0,9	+ 4,1	+ 3,2
12. Autres pouvoirs publics	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	...	- 0,8	- 0,8	+ 1,5	+ 0,2	+ 1,7
13. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	...	...	...	+ 1,8	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7	...	- 0,1	- 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit .....	...	...	+ 0,8	- 0,6	...	- 0,2	- 0,2	...	+ 0,1	+ 0,1
15. Autres :										
15.1 Papier commercial	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,3	+ 0,1	- 1,2	- 1,3	+ 1,5	+ 0,2
15.2 Autres ¹	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ³	- 4,9	- 1,7	+ 0,8	- 0,9	- 1,5	- 1,2	- 2,7
Total du mouvement des capitaux ...	- 5,2	-11,6	- 6,1	- 2,6	- 2,8	- 2,8	- 5,6	- 2,2	+ 4,6	+ 2,4
D. Opérations non déterminées ¹	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 0,6	- 1,3	- 1,9	- 1,1	- 1,0	- 2,1
E. Erreurs et omissions .....	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,9	- 0,5	+ 0,4
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+15,9	- 1,4	- 2,7	- 4,1	+ 5,1	+ 1,1	+ 6,2

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.2), sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.
² Pour les années 1955 à 1960, la rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend en principe les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation de marchandises.
³ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11. « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.2 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de 30 millions de dollars de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

finançant des exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit, engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger. La contrepartie de la rectification apportée à la rubrique 1. « Opérations sur marchandises » est constituée par une correction du « Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires », lorsque s'est produite une modification du montant des acceptations visées représentatives d'exportations financées par des ressources du système bancaire. Elle réside dans un ajustement de la rubrique 15.1 « Mouvement des capitaux. Papier commercial », dans le cas où l'on constate une variation d'un des facteurs ci-après : montant des acceptations visées représentatives d'exportations logées dans le marché, montant des effets non visés finançant des exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit,

montant des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger;

— les dépenses de transports enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change sont ajoutées aux règlements financiers à l'importation de marchandises; du total ainsi obtenu est déduit, pour être comptabilisé parmi les transactions sur services, le montant estimé des frais de transports et d'assurances payés à des non-résidents pour l'importation de marchandises.

Les chiffres des règlements financiers des opérations sur marchandises, tels qu'ils se dégagent des paiements rectifiés, sont présentés dans le tableau II, où ils sont subdivisés en trois rubriques : les exportations et les importations, le travail à façon, les opérations d'arbitrage. Contrairement à ce qui a été fait dans les balances des paiements précédemment publiées, les opérations sur or non monétaire ne sont

ERRATUM

Veuillez lire, p. 2, au tableau I « Balance générale des paiements de l'U.E.B.L. », dans la colonne 1959 Année, sous la rubrique B. Transferts : 10. Transferts de l'Etat : « - 0,3 » au lieu de « - 0,3 ».

plus comprises cette année parmi les opérations sur marchandises, mais elles font l'objet d'une rubrique distincte. Cette classification répond aux desiderata exprimés par le Fonds Monétaire International dans son schéma type de balance des paiements.

Pendant l'année 1959, qui correspondait dans sa plus grande partie à une phase de reprise pour l'économie belge, les dépenses d'importations avaient,

selon le processus classique, progressé plus que les recettes d'exportations. Ce rapport s'est tout aussi classiquement inversé en 1960, année d'expansion conjoncturelle; pendant cette période, les recettes d'exportations ont augmenté de 20,9 milliards et les dépenses d'importations de 18,6 milliards. Finalement, les importations de marchandises ont atteint en 1960 un montant absolu supérieur de 1,9 milliard

Tableau II.

Rubrique 1. « Opérations sur marchandises »

(Milliards de francs)

Périodes	1.1 Exportations et importations f.o.b.			1.2 Travail à façon			1.3 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes	Dépenses ¹	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes ²	Dépenses	Solde
1955	123,3	121,8	+ 1,5	2,7	0,7	+ 2,0	+ 1,4	127,4	122,5	+ 4,9
1956	140,1	139,1	+ 1,0	3,5	0,9	+ 2,6	+ 1,9	145,5	140,0	+ 5,5
1957	141,8	148,2	- 6,4	3,7	1,1	+ 2,6	+ 2,6	148,1	149,3	- 1,2
1958	133,0	132,1	+ 0,9	3,7	1,3	+ 2,4	+ 1,2	137,9	133,4	+ 4,5
1959 1 ^{er} semestre	66,3	67,8	- 1,5	1,3	0,5	+ 0,8	+ 0,2	67,8	68,3	- 0,5
2 ^e semestre	72,1	74,8	- 2,7	1,6	0,6	+ 1,0	+ 0,4	74,1	75,4	- 1,3
Année	138,4	142,6	- 4,2	2,9	1,1	+ 1,8	+ 0,6	141,9	143,7	- 1,8
1960 1 ^{er} semestre	80,0	78,9	+ 1,1	1,6	0,5	+ 1,1	+ 0,4	82,0	79,4	+ 2,6
2 ^e semestre	79,3	82,3	- 3,0	2,1	0,6	+ 1,5	+ 0,2	81,6	82,9	- 1,3
Année	159,3	161,2	- 1,9	3,7	1,1	+ 2,6	+ 0,6	163,6	162,3	+ 1,3

¹ Y compris, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation de marchandises.
² Y compris le solde positif des opérations d'arbitrage.

à celui des exportations; en 1959, l'écart dans le même sens avait été de 4,2 milliards. L'amélioration de ce solde aurait été plus accusée si les exportations de marchandises à destination du Congo avaient pu être maintenues en 1960 au niveau des années antérieures.

Les recettes brutes résultant des opérations de travail à façon sont passées de 2,9 milliards en 1959 à 3,7 milliards en 1960; cette progression situe les recettes brutes de travail à façon enregistrées en 1960 au niveau des années 1957 et 1958. Comme, en 1960, les paiements de résidents de l'U.E.B.L. pour des travaux à façon exécutés à l'étranger ont porté sur le même montant qu'en 1959, le solde positif des opérations de travail à façon s'est accru de 1959 à 1960 parallèlement aux recettes brutes.

Les opérations d'arbitrage couvrent, en recettes, les ventes à des pays tiers de marchandises achetées à l'étranger, en dépenses, les achats de ces marchandises et les frais qu'entraîne leur revente.

Dans les balances des paiements de l'U.E.B.L. établies précédemment, les recettes, les dépenses et le solde de ces opérations étaient mentionnés. Dans le tableau II de cette chronique, seul le solde de ces opérations a été indiqué, pour se conformer aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual*. Ce montant, qui couvre en principe la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents pour réaliser leurs opérations, est nette-

ment inférieur en 1960 à ceux des années antérieures à 1959. La plus grande partie de cet écart provient de ce que, avant 1959, des achats à l'étranger de marchandises destinées à être revendues dans des pays tiers ont été confondus avec les dépenses d'importations; de ce fait, le solde bénéficiaire des opérations d'arbitrage a été surévalué.

Dans leur ensemble, les opérations sur marchandises ont donné lieu en 1960 à un boni de 1,3 milliard, alors qu'elles s'étaient soldées en 1959 par un déficit de 1,8 milliard.

2. Transactions sur services.

Dans le tableau III, les transactions sur services ont été réparties en six rubriques respectivement libellées comme suit : transports, primes et indemnités d'assurances, déplacements à l'étranger, revenus d'investissements, transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs et autres services. Cette répartition correspond à celle qui était publiée antérieurement sous réserve que les recettes et dépenses résultant des prestations d'ouvriers frontaliers et de travailleurs étrangers ne forment plus une rubrique distincte, mais sont englobées dans les « autres services »; le détail de ceux-ci, et notamment la sous-rubrique « Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers », est donné au tableau V.

Les chiffres des recettes, des dépenses et des soldes des transactions sur services qui figurent au

Rubriques 3 à 8. « Transactions sur services »
(Milliards de francs)

Tableau III.

Périodes	3. Transports		4. Primes et indemnités d'assurances		5. Déplacements à l'étranger		6. Revenus d'investissements		7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs		8. Autres		Total							
	Recettes	Dé-penses	Recettes	Dé-penses	Recettes	Dé-penses	Recettes	Dé-penses	Recettes	Dé-penses	Recettes	Dé-penses	Recettes	Dé-penses						
															1	1	1	1	1	1
1955	10,1	9,0	0,7	1,4	0,7	0,3	3,0	2,7	6,6	4,5	2,1	2,4	2,6	0,2	10,5	8,1	2,4	33,3	28,3	5,0
1956	12,8	12,0	1,1	1,7	0,6	1,0	3,8	2,8	8,4	4,9	3,5	3,0	4,0	1,0	12,5	8,9	3,6	41,6	34,8	7,3
1957	14,4	11,4	1,2	1,8	0,6	1,1	4,3	3,2	8,1	4,8	3,3	3,1	3,0	0,1	13,3	9,4	3,9	44,4	33,6	10,8
1958	12,2	9,4	1,4	2,1	0,7	3,3	6,2	2,9	7,5	5,0	2,5	3,7	4,3	0,6	15,1	9,4	5,7	46,1	33,1	13,0
1959 1 ^{er} semestre	5,7	4,7	0,6	1,0	0,4	0,7	1,9	2,6	4,2	3,5	0,7	1,4	2,4	1,0	6,8	4,7	2,1	20,6	18,9	1,7
2 ^e semestre	6,6	5,1	0,7	1,0	0,3	3,3	2,6	3,3	3,3	2,9	0,4	1,2	2,4	1,2	6,9	4,7	2,2	21,3	19,4	1,9
Année	12,3	9,8	1,3	2,0	0,7	1,4	4,5	5,9	7,5	6,4	1,1	2,6	4,8	2,2	13,7	9,4	4,3	41,9	38,3	3,6
1960 1 ^{er} semestre	6,4	5,0	0,7	1,1	0,4	0,4	2,1	2,5	5,9	3,5	2,4	1,4	2,4	1,0	8,0	5,4	2,6	24,5	19,9	4,6
2 ^e semestre	5,5	5,7	0,6	1,1	0,5	1,0	3,4	4,4	3,0	3,1	0,1	1,2	2,6	1,4	8,0	5,2	2,8	21,7	22,1	0,4
Année	11,9	10,7	1,3	2,2	0,9	1,4	5,5	6,9	8,9	6,6	2,3	2,6	5,0	2,4	16,0	10,6	5,4	46,2	42,0	4,2

¹ Uniquement les dépenses afférentes à l'importation de marchandises, les autres dépenses de transports étant confondues avec les importations.

tableau III doivent être utilisés avec beaucoup de prudence. Parmi les réserves à formuler à leur propos, on rappellera entre autres que le solde positif des transports est surestimé du fait que, parmi les dépenses, seules celles afférentes aux importations sont recensées sous cette rubrique; on rappellera également que, dans le domaine des primes et indemnités d'assurances et des déplacements à l'étranger, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées et ne donnent lieu à aucun enregistrement dans les statistiques des règlements financiers.

Les opérations incluses dans la rubrique *transports* se sont soldées en 1960 par un boni inférieur de moitié à celui de 1959. Cette évolution provient de deux facteurs : d'une part, une diminution des recettes résultant d'une réduction des transports effectués ou payés pour compte de sociétés congolaises, d'autre part, un accroissement des dépenses lié à une augmentation du volume des importations belgo-luxembourgeoises et à une légère hausse de certains taux de fret.

Le solde négatif enregistré en 1960 au titre des *primes et indemnités d'assurances* est supérieur de 0,2 milliard à celui de 1959; cette différence provient exclusivement d'une augmentation des dépenses.

Les *déplacements à l'étranger* ont laissé en 1960 le même solde négatif qu'en 1959, en l'occurrence 1,4 milliard. On notera cependant que la stabilité de ce solde couvre en fait une progression de même ampleur des dépenses et des recettes. L'accroissement des dépenses d'étrangers en U.E.B.L. qui apparaît en 1960 par rapport à 1959 dans la statistique des règlements financiers est confirmé, dans son principe, par l'augmentation, d'une année à l'autre, des nuitées des étrangers en Belgique. De 3.134.000 en 1959, le nombre de ces nuitées est passé à 3.781.000 en 1960.

Les *revenus d'investissements* rapatriés par des résidents de l'U.E.B.L. ont atteint 8,9 milliards en 1960 contre 7,5 milliards en 1959. Le développement de ces rapatriements, qui n'est probablement pas sans rapport avec les sorties continues de capitaux privés, provient en ordre principal d'investissements et de placements effectués dans des pays autres que le Congo et le Ruanda-Urundi. Quant au montant global payé à des étrangers en rémunération de leurs investissements en U.E.B.L., il est passé de 6,4 milliards en 1959 à 6,6 milliards en 1960. Cette progression a été influencée par l'augmentation des intérêts payés sur la dette en monnaies étrangères de l'Etat belge. Par solde, les recettes et dépenses de l'U.E.B.L. au titre des revenus d'investissements ont laissé, en 1960, un boni de 2,3 milliards contre un boni de 1,1 milliard l'année précédente.

En recettes, les *transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs* sont demeurées en 1960 au même niveau qu'en 1959; en dépenses, elles ont progressé de 0,2 milliard.

Tableau IV.

Nombre de nuitées des étrangers en Belgique

(Milliers d'unités)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total ¹
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	Allemagne fédérale	Suisse	Etats-Unis	Divers ¹	
1955	812	714	395	269	61	226	493	2.970
1956	846	796	420	276	61	227	528	3.154
1957	972	853	392	304	64	222	566	3.373
1958	1.224	1.003	440	828	222	616	1.132	5.465
1959	986	663	354	321	51	239	520	3.134
1960	1.185	828	395	390	61	296	626	3.781

¹ Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

La rubrique *autres transactions sur services* du tableau III est subdivisée au tableau V en cinq sous-rubriques : redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur; courtages et commissions; opérations avec des institutions européennes; ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers; services divers. Depuis 1955, chacune de ces sous-rubriques s'est généralement soldée par un surplus en faveur de l'U.E.B.L., exception faite des redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur. En 1960, le déficit de cette dernière sous-rubrique s'est accru de 0,2 milliard par rapport à 1959. Toutefois, cette détérioration a été plus que compensée par un accroissement des recettes nettes au titre des prestations d'ouvriers frontaliers et de travailleurs étrangers, ainsi qu'au titre d'un ensemble d'autres opérations qui, trop hétérogènes pour pouvoir être classées sous un libellé synoptique, ont été amalgamées dans la sous-rubrique « Services divers ». Lorsqu'on interprète l'accroissement de 1959 à 1960 des revenus encaissés par les ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois, il convient de se rappeler qu'au début de 1959, l'évolution de cette catégorie de recettes a subi l'incidence de la grève d'ouvriers belges occupés en France.

3. Total des transactions sur biens et services.

De 1,2 milliard en 1959, le solde bénéficiaire des transactions sur biens et services est passé à 4,9 milliards en 1960; dans cet accroissement de 3,7 milliards, les opérations sur marchandises interviennent pour 3,1 milliards et les transactions sur services pour 0,6 milliard.

Le développement plus important des exportations que des importations explique, à concurrence de 2,8 milliards, l'amélioration du solde des opérations sur marchandises; de leur côté, les recettes nettes au titre du travail à façon se sont accrues de 0,8 milliard.

L'accroissement du boni des transactions sur services résulte de ce que l'augmentation des recettes nettes au titre des revenus d'investissements, des ouvriers frontaliers et des travailleurs étrangers

ainsi que des services divers, a excédé, en valeur absolue, la diminution des recettes nettes de transports et l'aggravation du déficit lié aux paiements de primes et indemnités d'assurances et aux dépenses dans le domaine des transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs. En 1960, le solde déficitaire des déplacements à l'étranger a été du même ordre de grandeur qu'en 1959.

4. Transferts ⁽¹⁾.

Les apports nets en U.E.B.L. au titre des *transferts privés* se sont élevés à 3,1 milliards en 1960, soit à quelque 0,1 milliard près, au même montant qu'en 1959.

Les envois d'économies, pendant les premiers mois de l'année, par des Belges et des étrangers résidant au Congo n'ont été que partiellement compensés par le déficit résultant des transactions en matière de dons et soutiens avec d'autres pays; il faut noter cependant que ce déficit est sous-évalué, car il ne tient pas compte des soutiens et secours versés à leur famille par les travailleurs étrangers occupés en U.E.B.L., ces soutiens et secours étant recensés sous la rubrique 8. « Autres transactions sur biens et services ».

Pour l'ensemble de l'année 1960, les *transferts de l'Etat* en faveur du Congo se sont élevés à 1,5 milliard. En outre, le Trésor a effectué deux versements pour un montant global de 1 milliard au bénéfice du Fonds de Développement des Pays et Territoires d'Outre-Mer de la Communauté Economique Européenne.

5. Mouvement des capitaux.

Les opérations en capital étaient ventilées comme suit dans les balances de paiements de l'U.E.B.L. qui ont été publiées dans le *Bulletin* et dans le *Rap-*

(¹) Dans la troisième édition du *Balance of Payments Manual*, le Fonds Monétaire International, pour se conformer à la terminologie de la comptabilité nationale, appelle « Transferts » la rubrique qu'il désignait précédemment sous le nom de « Donations ».

Tableau V.

Rubrique 8. « Autres » des transactions sur services

(Milliards de francs)

Périodes	Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Opérations avec des institutions européennes			Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ¹	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1955	0,5	1,5	- 1,0	3,4	3,4	...	0,4	0,4	...	2,5	1,4	+ 1,1	3,7	1,4	+ 2,3	10,5	8,1	+ 2,4
1956	0,6	1,6	- 1,0	3,1	3,2	- 0,1	0,4	0,3	+ 0,1	3,2	1,4	+ 1,8	5,2	2,4	+ 2,8	12,5	8,9	+ 3,6
1957	0,8	1,8	- 1,0	3,3	2,9	+ 0,4	0,5	0,3	+ 0,2	3,9	1,7	+ 2,2	4,8	2,7	+ 2,1	13,3	9,4	+ 3,9
1958	0,9	1,6	- 0,7	3,6	2,9	+ 0,7	1,0	0,2	+ 0,8	5,1	1,9	+ 3,2	4,5	2,8	+ 1,7	15,1	9,4	+ 5,7
1959 1 ^{er} semestre	0,5	0,8	- 0,3	1,6	1,5	+ 0,1	0,7	0,1	+ 0,6	1,7	0,9	+ 0,8	2,3	1,4	+ 0,9	6,8	4,7	+ 2,1
2 ^e semestre	0,5	0,9	- 0,4	1,6	1,4	+ 0,2	0,9	0,2	+ 0,7	1,6	1,0	+ 0,6	2,3	1,2	+ 1,1	6,9	4,7	+ 2,2
Année	1,0	1,7	- 0,7	3,2	2,9	+ 0,3	1,6	0,3	+ 1,3	3,3	1,9	+ 1,4	4,6	2,6	+ 2,0	13,7	9,4	+ 4,3
1960 1 ^{er} semestre	0,6	1,0	- 0,4	1,6	1,6	...	0,8	0,1	+ 0,7	2,2	0,9	+ 1,3	2,8	1,8	+ 1,0	8,0	5,4	+ 2,6
2 ^e semestre	0,7	1,2	- 0,5	2,1	1,8	+ 0,3	0,8	0,1	+ 0,7	2,1	1,4	+ 0,7	2,3	0,7	+ 1,6	8,0	5,2	+ 2,8
Année	1,3	2,2	- 0,9	3,7	3,4	+ 0,3	1,6	0,2	+ 1,4	4,3	2,3	+ 2,0	5,1	2,5	+ 2,6	16,0	10,6	+ 5,4

¹ Les chiffres des dépenses de l'U.E.B.L. au profit des institutions européennes, tels qu'ils figurent dans ce tableau, diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement. L'écart provient de ce que, dans ce tableau, on a inclus dans les transactions sur services certaines dépenses d'entreprises belges au profit d'institutions européennes classées auparavant parmi les donations.

Tableau VI.

Rubriques 9 et 10. « Transferts »

(Milliards de francs)

Périodes	9. Transferts privés									10. Transferts de l'Etat			Total		
	Opérations dans le cadre des institutions européennes			Autres opérations			Total			Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
	Recettes	Dépenses ¹	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde						
1955	0,6	...	+ 0,6	1,3	0,8	+ 0,5	1,9	0,8	+ 1,1	...	...	...	1,9	0,8	+ 1,1
1956	0,5	...	+ 0,5	1,6	0,8	+ 0,8	2,1	0,8	+ 1,3	...	...	...	2,1	0,8	+ 1,3
1957	0,3	...	+ 0,3	1,8	0,6	+ 1,2	2,1	0,6	+ 1,5	...	...	...	2,1	0,6	+ 1,5
1958	0,1	...	+ 0,1	2,0	0,9	+ 1,1	2,1	0,9	+ 1,2	...	...	...	2,1	0,9	+ 1,2
1959 1 ^{er} semestre .....	...	...	...	2,1	0,5	+ 1,6	2,1	0,5	+ 1,6	...	0,3	- 0,3	2,1	0,8	+ 1,3
2 ^e semestre .....	...	...	...	2,0	0,4	+ 1,6	2,0	0,4	+ 1,6	...	0,5	- 0,5	2,0	0,9	+ 1,1
Année .....	...	...	...	4,1	0,9	+ 3,2	4,1	0,9	+ 3,2	...	0,8	- 0,8	4,1	1,7	+ 2,4
1960 1 ^{er} semestre .....	...	...	...	2,4	0,4	+ 2,0	2,4	0,4	+ 2,0	...	1,7	- 1,7	2,4	2,1	+ 0,3
2 ^e semestre .....	...	...	...	1,7	0,5	+ 1,2	1,7	0,6	+ 1,1	...	0,8	- 0,8	1,7	1,4	+ 0,3
Année .....	...	...	...	4,1	0,9	+ 3,2	4,1	1,0	+ 3,1	...	2,5	- 2,5	4,1	3,5	+ 0,6

¹ Dans les balances qui ont été publiées antérieurement, un montant figurait, en regard de chacune des années 1955 à 1959, dans la colonne « Dépenses » de la rubrique « Opérations dans le cadre des institutions européennes ». Dans les tableaux de la présente chronique, ces montants ont été transférés dans la colonne « Dépenses » de la rubrique « Autres » des transactions sur services.

port de la Banque au cours des années récentes : a) mouvement des capitaux privés : papier commercial, autres capitaux privés; b) mouvement des capitaux officiels : long terme, court terme. Conformément aux prescriptions de la deuxième édition du *Balance of Payments Manual*, les dettes contractées à l'étranger avec la garantie de l'Etat belge ou luxembourgeois étaient considérées comme capitaux officiels, tandis que les dettes des pouvoirs publics subordonnés, lesquelles ne bénéficient pas en Belgique d'une telle garantie, étaient considérées comme capitaux privés.

Dans la troisième édition de son *Manual*, le Fonds Monétaire International a abandonné la garantie de l'Etat en tant que critère de ventilation et a prévu une rubrique distincte pour le mouvement des capitaux des pouvoirs publics subordonnés. S'inspirant de ces nouvelles prescriptions, la présente chronique répartit le mouvement des capitaux en cinq rubriques : 11. « Etat », 12. « Autres pouvoirs publics », 13. « Organismes paraétatiques d'exploitation », 14. « Organismes paraétatiques de crédit », 15. « Autres », dont papier commercial et autres. Les rubriques 13, 14 et 15 auraient pu, semble-t-il, en vertu du dernier *Manual*, être confondues en une seule rubrique intitulée « Mouvement des capitaux privés »; il a paru intéressant de les distinguer. La rubrique 12 comprend, outre les pouvoirs publics subordonnés, les fonds autonomes et les organismes paraétatiques administratifs, ainsi que certaines opérations spécifiques effectuées par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie dans le cadre des accords qu'elle a conclus avec l'Etat belge; le contenu de cette rubrique ainsi que celui de la rubrique 11. « Etat » sont de la sorte comparables à ceux des rubriques correspondantes des statistiques monétaires et notamment des colonnes (7) et (6) respectivement du tableau XIII-5 « Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires » de la partie statistique du présent *Bulletin* (1); le Fonds Monétaire International attache une grande importance à une telle cohésion entre la balance des paiements et les statistiques monétaires nationales, car il suggère que, dans les cas limites, les pays membres lui donnent la préférence lorsqu'ils établissent le classement de leurs opérations en capital pour la balance des paiements, plutôt qu'à la préoccupation de faciliter les comparaisons internationales.

Les opérations en capital de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit ont été ventilées selon qu'elles sont à long terme ou à court terme et comptabilisées séparément suivant qu'elles donnent lieu à une modification des créances

ou des engagements de l'U.E.B.L. Les recettes au titre des créances sont constituées par les amortissements sur les créances que l'U.E.B.L. possède sur l'étranger, et les dépenses, par les prêts et avances que l'U.E.B.L. consent à l'étranger, ainsi que par les participations que l'U.E.B.L. prend dans les organismes internationaux. Les recettes au titre des engagements représentent le montant brut de la dette émise à l'étranger par l'U.E.B.L. et les dépenses, les remboursements effectués sur cette dette.

Pour l'ensemble de l'année 1960, le mouvement des capitaux de l'Etat s'est clôturé par une recette nette de 3,2 milliards; des créances ont été constituées pour 1,8 milliard, mais les engagements ont augmenté par solde de 5 milliards.

La plus grande partie de l'accroissement des créances est imputable à des opérations avec le Congo et le Ruanda-Urundi ou pour compte du Congo. Il s'agit, en ordre principal, de souscriptions par le Trésor belge de certificats de trésorerie émis par le Trésor congolais, d'octrois d'avances en francs belges au Ruanda-Urundi et de remboursements par le Trésor belge de dettes en monnaies étrangères contractées par le Congo avant le 30 juin 1960 avec la garantie de l'Etat belge. Par ailleurs, la Belgique a libéré en 1960 la dernière tranche de sa souscription au capital appelé de la Banque Européenne d'Investissement et le Grand-Duché de Luxembourg a accru sa participation au Fonds Monétaire International.

En 1960, les dettes contractées par le Trésor se sont élevées à 11,2 milliards et les remboursements à 6,2 milliards. D'une part, le Trésor a tiré parti de la liquidité de certains marchés financiers étrangers pour s'y procurer des ressources; d'autre part, il a remboursé des certificats de trésorerie souscrits antérieurement par le Congo et le Ruanda-Urundi, des banques étrangères et la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement et procédé aux amortissements contractuels de la dette publique en monnaies étrangères.

En 1960, le mouvement des capitaux des autres pouvoirs publics a donné lieu à une recette nette pour l'U.E.B.L. de 1,7 milliard; dans ce total, l'emprunt que le Fonds des Routes a placé en République Fédérale d'Allemagne au début de l'année intervient pour 1,4 milliard; le solde est constitué par des remboursements encaissés par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie sur des créances consolidées en accords de paiement qu'elle détenait pour les avoir rachetées à la Banque Nationale conformément à la Convention du 1^{er} juillet 1959.

En 1960, le mouvement des capitaux des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit a porté sur des montants peu élevés.

Parmi les organismes paraétatiques d'exploitation, seule la Société Nationale des Chemins de fer belges a effectué en 1960 des opérations en capital avec l'étranger. Celles-ci ont eu pour effet de réduire son endettement en Deutsche Mark et

(1) Il faut noter toutefois que les chiffres des colonnes (6) et (7) du tableau XIII-5 ne comprennent pas les opérations en capital des pouvoirs publics luxembourgeois, mais comprennent, par contre, celles des pouvoirs publics belges avec le Grand-Duché de Luxembourg et les transferts (donations) de l'Etat belge. Il existe en outre de légères différences d'ordre comptable entre ces chiffres et ceux de la balance des paiements.

Tableau VII.

Rubrique 11. Mouvement des capitaux de l' « Etat »

(Milliards de francs)

		Long terme			Court terme ¹		Total
		Participations à des organismes internationaux		Prêts et emprunts	Certificats de trésorerie remis au F.M.I.	Autres	
		F.M.I.	Autres				
1955 :							
Créances	Recettes	...	...	0,1	...	...	0,1
	Dépenses	...	...	0,8	...	...	0,8
	Solde	...	...	- 0,7	...	...	- 0,7
Engagements	Recettes	...	...	4,0	...	3,1	7,1
	Dépenses	...	...	1,6	...	2,5	4,1
	Solde	...	...	+ 2,4	...	+ 0,6	+ 3,0
Solde général .....		...	...	+ 1,7	...	+ 0,6	+ 2,3
1956 :							
Créances	Recettes	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	...	1,9	...	...	1,9
	Solde	...	...	- 1,9	...	...	- 1,9
Engagements	Recettes	...	...	0,9	...	...	0,9
	Dépenses	...	...	0,9	...	1,9	2,8
	Solde	...	...	...	...	- 1,9	- 1,9
Solde général .....		...	...	- 1,9	...	- 1,9	- 3,8
1957 :							
Créances	Recettes	...	...	0,1	...	...	0,1
	Dépenses	...	0,1	0,5	...	...	0,6
	Solde	...	- 0,1	- 0,4	...	...	- 0,5
Engagements	Recettes	...	...	2,1	2,5	3,6	8,2
	Dépenses	...	...	1,4	...	5,5	6,9
	Solde	...	...	+ 0,7	+ 2,5	- 1,9	+ 1,3
Solde général .....		...	- 0,1	+ 0,3	+ 2,5	- 1,9	+ 0,8
1958 :							
Créances	Recettes	...	...	0,1	...	...	0,1
	Dépenses	...	0,5	0,4	...	1,4	2,3
	Solde	...	- 0,5	- 0,3	...	- 1,4	- 2,2
Engagements	Recettes	...	...	0,2	...	9,1	9,3
	Dépenses	...	...	1,3	2,5	2,1	5,9
	Solde	...	...	- 1,1	- 2,5	+ 7,0	+ 3,4
Solde général .....		...	- 0,5	- 1,4	- 2,5	+ 5,6	+ 1,2
1959 1^{er} semestre :							
Créances	Recettes	...	...	...	...	1,4	1,4
	Dépenses	...	0,2	0,1	...	...	0,3
	Solde	...	- 0,2	- 0,1	...	+ 1,4	+ 1,1
Engagements	Recettes	...	...	1,4	...	2,1	3,5
	Dépenses	...	...	0,7	...	4,2	4,9
	Solde	...	...	+ 0,7	...	- 2,1	- 1,4
Solde général .....		...	- 0,2	+ 0,6	...	- 0,7	- 0,3

¹ Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie.

Tableau VII (suite).

Rubrique 11. Mouvement des capitaux de l' « Etat »

(Milliards de francs)

		Long terme		Prêts et emprunts	Court terme 1		Total
		Participations à des organismes internationaux			Certificats de trésorerie remis au F.M.I.	Autres	
		F.M.I.	Autres				
1959 2^e semestre :							
Créances	Recettes	...	...	0,1	...	...	0,1
	Dépenses	4,2	0,2	1,1	...	...	5,5
	Solde	- 4,2	- 0,2	- 1,0	...	...	- 5,4
Engagements	Recettes	...	...	0,2	4,2	2,4	6,8
	Dépenses	...	...	0,7	...	3,6	4,3
	Solde	...	...	- 0,5	+ 4,2	- 1,2	+ 2,5
Solde général		- 4,2	- 0,2	- 1,5	+ 4,2	- 1,2	- 2,9
1959 Année :							
Créances	Recettes	...	...	0,1	...	1,4	1,5
	Dépenses	4,2	0,4	1,2	...	...	5,8
	Solde	- 4,2	- 0,4	- 1,1	...	+ 1,4	- 4,3
Engagements	Recettes	...	...	1,6	4,2	4,5	10,3
	Dépenses	...	...	1,4	...	7,8	9,2
	Solde	...	...	+ 0,2	+ 4,2	- 3,3	+ 1,1
Solde général		- 4,2	- 0,4	- 0,9	+ 4,2	- 1,9	- 3,2
1960 1^{er} semestre :							
Créances	Recettes	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	0,2	0,4	...	0,3	0,9
	Solde	...	- 0,2	- 0,4	...	- 0,3	- 0,9
Engagements	Recettes	...	...	0,6	...	3,5	4,1
	Dépenses	...	...	1,4	...	2,7	4,1
	Solde	...	...	- 0,8	...	+ 0,8	...
Solde général .....		...	- 0,2	- 1,2	...	+ 0,5	- 0,9
1960 2^e semestre :							
Créances	Recettes	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	...	0,3	...	0,6	0,9
	Solde	...	...	- 0,3	...	- 0,6	- 0,9
Engagements	Recettes	...	...	...	...	7,1	7,1
	Dépenses	...	...	0,4	...	1,7	2,1
	Solde	...	...	- 0,4	...	+ 5,4	+ 5,0
Solde général .....		...	...	- 0,7	...	+ 4,8	+ 4,1
1960 Année :							
Créances	Recettes	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	0,2	0,7	...	0,9	1,8
	Solde	...	- 0,2	- 0,7	...	- 0,9	- 1,8
Engagements	Recettes	...	...	0,6	...	10,6	11,2
	Dépenses	...	...	1,8	...	4,4	6,2
	Solde	...	...	- 1,2	...	+ 6,2	+ 5,0
Solde général .....		...	- 0,2	- 1,9	...	+ 5,3	+ 3,2

1 Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie.

Tableau VIII.

**Rubriques 12 à 14. Mouvement des capitaux des « Pouvoirs publics autres que l'Etat »,
des « Organismes paraétatiques d'exploitation » et des « Organismes paraétatiques de crédit »**

(Milliards de francs)

	12. Pouvoirs publics autres que l'Etat				13. Organismes paraétatiques d'exploitation			14. Organismes paraétatiques de crédit			
	Long terme		Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total	
	Contribution au Fonds européen ¹	Autres									
1955 :											
Créances	Recettes	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	—	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	—	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...
	Dépenses	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	—	+ 0,2	...	+ 0,2	...	...	...	...	...
Solde général	—	+ 0,2	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...
1956 :											
Créances	Recettes	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	—	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	—	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...
	Dépenses	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	—	...	+ 0,2	+ 0,2	...	...	...	...	...
Solde général	—	...	+ 0,2	+ 0,2	...	...	...	...	...	...
1957 :											
Créances	Recettes	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	—	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	—	...	...	...	...	...	...	0,8	0,8
	Dépenses	—	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...
	Solde	—	...	- 0,2	- 0,2	...	...	...	+ 0,8	+ 0,8
Solde général	—	...	- 0,2	- 0,2	...	...	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8
1958 :											
Créances	Recettes	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	—	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	—	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	—	1,2	0,6	1,8	...	0,2	0,2
	Dépenses	—	0,8	0,8
	Solde	—	+ 1,2	+ 0,6	+ 1,8	...	- 0,6	- 0,6
Solde général .....	—	...	...	...	+ 1,2	+ 0,6	+ 1,8	...	- 0,6	- 0,6
1959 1^{er} semestre :											
Créances	Recettes	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	...	...	...	...	0,5	...	0,5	0,1	0,1
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1
	Solde	...	...	...	...	+ 0,5	...	+ 0,5	+ 0,1	- 0,1
Solde général .....	...	...	...	...	+ 0,5	...	+ 0,5	+ 0,1	- 0,1	...

¹ Institué dans le cadre de l'Accord Monétaire Européen.

Tableau VIII (suite).

**Rubriques 12 à 14. Mouvement des capitaux des « Pouvoirs publics autres que l'Etat »,
des « Organismes paraétatiques d'exploitation » et des « Organismes paraétatiques de crédit »**

(Milliards de francs)

	12. Pouvoirs publics autres que l'Etat				13. Organismes paraétatiques d'exploitation			14. Organismes paraétatiques de crédit		
	Long terme		Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
	Contribution au Fonds européen ¹	Autres								
1959 2 ^e semestre :										
Créances	Recettes	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	0,2	...	0,8	1,0	...	...	...	0,1	0,1
	Solde	- 0,2	...	- 0,6	- 0,8	...	...	...	- 0,1	- 0,1
Engagements ...	Recettes	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
	Solde	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	- 0,1
	Solde général	- 0,2	...	- 0,6	- 0,8	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,1
1959 Année :										
Créances	Recettes	...	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...
	Dépenses	0,2	...	0,8	1,0	...	...	...	0,1	0,1
	Solde	- 0,2	...	- 0,6	- 0,8	...	...	...	- 0,1	- 0,1
Engagements ...	Recettes	...	...	...	...	0,6	0,1	0,7	0,1	...
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
	Solde	...	...	...	...	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	+ 0,1	- 0,2
	Solde général	- 0,2	...	- 0,6	- 0,8	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	...	- 0,2
1960 1 ^{er} semestre :										
Créances	Recettes	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	...	...	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	...	1,4	...	1,4	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	...	+ 1,4	...	+ 1,4	...	...	...	...	...
	Solde général .....	...	+ 1,4	+ 0,1	+ 1,5	...	...	...	...	...
1960 2 ^e semestre :										
Créances	Recettes	...	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	...	...	+ 0,2	+ 0,2	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1
	Dépenses	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
	Solde	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,1
	Solde général .....	...	...	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,1
1960 Année :										
Créances	Recettes	...	...	0,3	0,3	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	...	...	+ 0,3	+ 0,3	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	...	1,4	...	1,4	...	...	...	0,1	0,1
	Dépenses	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
	Solde	...	+ 1,4	...	+ 1,4	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,1
	Solde général .....	...	+ 1,4	+ 0,3	+ 1,7	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,1

¹ Institué dans le cadre de l'Accord Monétaire Européen.

d'accroître ses engagements envers « Eurofima ». Quant aux opérations rangées sous la rubrique « Organismes paraétatiques de crédit », elles concernent également un seul organisme qui a augmenté en 1960 ses engagements à court terme envers l'étranger de 0,1 milliard.

Les chiffres de la rubrique 15.1 *Papier commercial* couvrent une série d'éléments dont les principaux sont le mouvement des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger, celui des acceptations en francs belges visées représentatives d'exportations et financées en dehors d'organismes monétaires belges, celui des effets non visés représentatifs d'exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit et celui du portefeuille commercial en francs belges de certaines institutions étrangères, notamment de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi; pendant les années antérieures à 1960, l'évolution du portefeuille commercial en francs belges de la Banque Centrale a souvent influencé de façon déterminante le chiffre de cette rubrique. En 1960, l'évolution des placements en « papier commercial » a donné lieu à une entrée nette de capitaux de 0,2 milliard.

Grâce à des informations fournies volontairement par des agents de change, on a pu éliminer de la rubrique 15.2 *Autres* de la balance des paiements relative à l'année 1960 des opérations qui, faute d'indications chiffrées suffisantes, sont incluses dans cette rubrique les années précédentes, bien qu'elles soient sans rapport avec le mouvement des capitaux. Nonobstant cette amélioration du matériel statistique, le chiffre pour 1960 de la rubrique 15.2 « Autres » demeure affecté d'une marge d'erreur nullement négligeable; en particulier des opérations en capital peuvent, comme les années précédentes, figurer parmi les « opérations non déterminées ». Sous réserve donc que le chiffre de 1959 et celui de 1960 ne sont pas strictement comparables et qu'ils sont l'un et l'autre très approximatifs, on constatera que le solde négatif de la rubrique 15.2 « Autres » est passé, d'une année à l'autre, de 0,9 à 2,7 milliards. En 1960, les opérations sur valeurs mobilières qui ont pu être relevées ont porté sur 8,9 milliards en recettes et sur 12,9 milliards en dépenses.

6. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires.

Dans les tableaux relatifs à la balance générale des paiements de l'U.E.B.L. qui ont été publiés antérieurement, le mouvement global des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. était ventilé entre deux rubriques. La première couvrait les mouvements des avoirs extérieurs nets détenus par la Banque Nationale de Belgique, à l'exclusion des variations des effets commerciaux en francs belges sur l'étranger logés à la Banque et de la créance sur le Fonds Moné-

taire International que la Banque a été autorisée à comptabiliser comme avoir propre. Les fluctuations des créances de la Banque exclues de la première rubrique étaient comprises, avec le mouvement des avoirs extérieurs nets des autres organismes monétaires belges et luxembourgeois, dans la seconde rubrique intitulée « Autres avoirs extérieurs nets ».

Dans la présente chronique, les fluctuations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires font l'objet d'un tableau *ad hoc* (1). Deux caractéristiques de ce tableau retiennent particulièrement l'attention. En premier lieu, il permet de prendre une vue détaillée de la structure et de l'évolution des créances et des engagements sur et envers l'étranger de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics belges et des banques de dépôts belges. En second lieu, il réconcilie le mouvement des avoirs extérieurs nets, tel qu'il apparaît, d'une part, dans la statistique des organismes monétaires belges et, d'autre part, dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. (2). L'écart entre les deux séries tient essentiellement à ce que la première ne comprend pas le mouvement net des actifs et passifs énumérés ci-après, qui est, par contre, inclus dans la seconde : engagements des banques de dépôts belges envers les sociétés congolaises, avoirs et engagements des organismes monétaires luxembourgeois sur et envers des résidents de pays autres que la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, en ce compris les engagements des banques luxembourgeoises envers des institutions européennes établies en U.E.B.L.

Les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. ont augmenté de 6,2 milliards en 1960, alors qu'ils avaient diminué de 4,1 milliards en 1959. Cette évolution favorable est imputable, en ordre principal, au fait que les opérations sur marchandises, le mouvement des capitaux de l'Etat et celui des autres pouvoirs publics, qui avaient laissé en 1959 des soldes négatifs, se sont clôturés par des bonis en 1960.

Du 31 décembre 1959 au 31 décembre 1960, les avoirs extérieurs nets de la *Banque Nationale de Belgique* ont progressé de 8,4 milliards. Dans ce total, le mouvement de l'encaisse en or intervient pour 1,8 milliard, celui des acceptations visées en francs belges représentatives d'exportations pour 0,4 milliard et celui des avoirs en monnaies étrangères convertibles, c'est-à-dire en dollars américain

(1) Les chiffres de ce tableau sont repris d'une nouvelle statistique relative aux bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires belges et des banques de dépôts belges. Cette statistique est présentée dans une information publiée à la page 18 de ce *Bulletin* où l'on trouvera des chiffres à fin d'année pour la période 1950-1957 et à fin de trimestre pour la période 1958-1960. Des chiffres à fin de trimestre seront désormais publiés régulièrement dans la partie statistique du *Bulletin* (tableau XIII-2).

(2) Cette réconciliation n'est pas donnée par la nouvelle statistique dont il est question à la note (1) ci-dessus, mais on la trouvera, pour chaque trimestre depuis 1954, au tableau XIII-5 « Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires » de la partie statistique du présent *Bulletin*.

Tableau IX.

Créances et engagements des organismes monétaires de l'U.E.B.L. sur et envers l'étranger

(Milliards de francs)

	Au 31-12-1959	Au 31-12-1960	Evolution en 1960 ¹
A. Créances de :			
1. Banque Nationale de Belgique :			
1.1 Or	56,7	58,5	+ 1,8
1.2 Participation au F.M.I.	4,4	4,4	...
1.3 Actions et obligations	0,1	0,1	...
1.4 Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	2,0	2,4	+ 0,4
1.5 Créance sur l'U.E.P. ²	5,5	3,5	- 2,0
1.6 Autres :			
16.1 En monnaies étrangères convertibles ...	4,4	12,6	+ 8,2
16.2 En francs belges convertibles .....	...	...	...
16.3 Autres .....	...	...	...
1.7 Total	73,1	81,5	+ 8,4
2. Organismes publics belges : Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	0,2	0,4	+ 0,2
3. Banques de dépôts belges :			
3.1 Actions et obligations	0,6	0,9	- 0,1
3.2 Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	0,7	0,7	...
3.3 Autres :			
33.1 En monnaies étrangères convertibles ...	9,1	11,3	+ 2,2
33.2 En francs belges convertibles	1,3	1,9	+ 0,6
33.3 Autres	0,4	0,5	+ 0,1
3.4 Total	12,1	15,3	+ 2,8
Total des créances des organismes monétaires belges	85,4	97,2	+11,4
B. Engagements de :			
1. Banque Nationale de Belgique :			
1.1 Envers le F.M.I.	0,2	0,2	...
1.2 Autres :			
12.1 En monnaies étrangères convertibles ...	...	...	...
12.2 En francs belges convertibles	0,3	0,3	...
12.3 Autres ³	0,4	0,4	...
1.3 Total	0,9	0,9	...
2. Organismes publics belges	0,3	1,3	+ 1,0
3. Banques de dépôts belges ⁴ :			
3.1 En monnaies étrangères convertibles	4,8	9,2	+ 4,4
3.2 En francs belges convertibles	6,1	7,0	+ 0,9
3.3 Autres ³	2,7	4,2	+ 0,6
3.4 Total	13,6	20,4	+ 5,9
Total des engagements des organismes monétaires belges ⁴	14,8	22,6	+ 6,9
C. Créances nettes sur l'étranger des organismes monétaires belges ⁴ (A - B)	70,6	74,6	+ 4,5
D. Engagements des banques de dépôts belges envers les sociétés congolaises (augmentation : - ; diminution : +) et créances nettes des organismes monétaires luxembourgeois sur l'étranger			+ 1,7
E. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. (C + D)			+ 6,2

¹ Après élimination des mouvements ne résultant pas d'opérations avec l'étranger.

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs, sous déduction de la dette bilatéralisée vis-à-vis de l'Allemagne lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P. et, pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les institutions européennes établies en U.E.B.L.

⁴ Non compris les engagements des banques de dépôts belges envers les sociétés congolaises.

et canadien et en monnaies de la plupart des pays membres de l'Accord Monétaire Européen, pour 8,2 milliards. L'augmentation de l'ensemble de ces actifs a été compensée à concurrence de 2 milliards par une réduction du solde des créances et de la dette bilatérales résultant pour l'U.E.B.L. de la liquidation de l'Union Européenne de Paiements : d'une part, l'U.E.B.L. a reçu des amortissements courants pour 2 milliards et des amortissements anticipés pour 1,4 milliard sur les créances bilatéralisées dont elle était titulaire; d'autre part, en effectuant trois versements pour un montant global de 1,4 milliard, elle a complètement apuré la dette qui lui avait été imputée à l'égard de la République Fédérale d'Allemagne. Les chiffres des avoirs extérieurs de la Banque qui viennent d'être cités ne tiennent pas compte des monnaies étrangères et de l'or achetés et vendus à terme; l'excédent des montants à livrer sur les montants à recevoir a progressé de 10,7 milliards en 1960 par suite des ventes de monnaies étrangères faites à terme au Trésor pour lui permettre de faire face aux échéances des dettes à court terme qu'il a contractées.

Les engagements nets des *organismes publics belges* ont augmenté de 0,8 milliard en 1960; le portefeuille commercial sur l'étranger s'est gonflé, mais les engagements se sont accrus davantage encore.

L'évolution en 1960 des créances et engagements des *banques de dépôts belges* sur et envers l'étranger se caractérise principalement par une contraction de 2,2 milliards des créances nettes en monnaies étrangères convertibles. Les engagements en ces monnaies des banques belges se sont accrus de 4,4 milliards par suite surtout d'une augmentation de l'endettement envers leurs correspondants, maison-mère, filiales et succursales étrangers.

Finalement, les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges, non compris leurs engagements envers les sociétés congolaises, se sont accrus de 4,5 milliards en 1960. En tenant compte de ce que, dans le même temps, les engagements des banques belges envers les sociétés congolaises ont diminué de 1,2 milliard et les avoirs nets des organismes monétaires luxembourgeois sur des personnes physiques ou morales considérées comme non-résidents de l'U.E.B.L. ont augmenté de 0,5 milliard, on arrive au chiffre de 6,2 milliards, déjà cité plus haut, pour l'augmentation des avoirs extérieurs nets globaux de l'ensemble des organismes monétaires belges et luxembourgeois durant l'année écoulée.

BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS

Les règlements financiers de l'U.E.B.L. avec l'étranger qui ont eu lieu au cours des années 1956 à 1959 n'ont pu être ventilés géographiquement que de façon assez restreinte : la seule subdivision possible consistait à séparer les paiements avec le Congo et le Ruanda-Urundi des autres règlements.

Grâce à des renseignements complémentaires fournis par les banques et des agents de change, la répartition géographique des opérations a pu être améliorée pour l'année 1960. La nouvelle ventilation, qui est présentée au tableau X ⁽¹⁾, permet de prendre une vue des opérations de l'U.E.B.L. avec chacune des entités suivantes : I. la zone sterling, II. l'ensemble des pays de la Communauté Economique Européenne, leur zone monétaire et les institutions européennes, III. le groupe des autres pays de l'O.E.C.E., leur zone monétaire et la Banque des Règlements Internationaux, IV. le groupe constitué par l'U.R.S.S., les pays européens qui sont ses satellites et la Finlande, V. les Etats-Unis et le Canada, VI. l'Amérique latine, VII. le Congo et le Ruanda-Urundi, VIII. les autres pays, IX. les institutions internationales.

Si cette ventilation marque un progrès par rapport aux informations de même nature publiées au cours des dernières années, les modalités de son élaboration impliquent cependant que les chiffres du tableau X ne soient pas interprétés sans réserves préalables. En effet, le pays de résidence du bénéficiaire ou du donneur d'ordres étranger n'était pas connu pour tous les paiements. A défaut de ce renseignement, la devise dans laquelle le paiement avait été effectué a servi de critère pour ventiler les opérations qui semblent être le plus souvent réglées dans la monnaie du bénéficiaire ou du donneur d'ordres étranger, plutôt que dans des devises tierces. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence du bénéficiaire ou du donneur d'ordres étranger, par exemple ceux afférents à certains mouvements de capitaux, ont été incorporés dans la colonne X « Paiements non localisés ».

Sous ces réserves, et compte tenu de celles qui ont été formulées plus haut à propos de certains types de transactions invisibles (transports, primes et indemnités d'assurances, déplacements à l'étranger), les éléments suivants peuvent être dégagés de la balance géographique des paiements de l'U.E.B.L. en 1960.

Parmi les opérations sur marchandises, les *exportations et importations* à destination et en provenance de la zone sterling, des pays de la Communauté Economique Européenne et du Congo ont laissé en 1960 un solde négatif; celui-ci a été particulièrement important vis-à-vis de la zone sterling. Le déficit résultant de ces échanges a été partiellement compensé par des recettes nettes d'exportations à destination des autres zones géographiques. Dans le domaine du *travail à façon*, qui forme dans la balance des paiements une catégorie distincte d'opérations sur marchandises, le solde positif que l'U.E.B.L. a enregistré en 1960 résulte, pour la plus grande partie, de travaux effectués pour compte de résidents de pays de la C.E.E., du Congo et de la zone sterling.

(1) Cf. pp. 16-17.

En raison sans doute de l'importance des marines marchandes britannique et norvégienne, les transactions au titre des *transports* avec la zone sterling et avec les autres pays de l'O.E.C.E. n'appartenant pas à la C.E.E. (colonne III) ont laissé en 1960 des déficits. Ceux-ci ont cependant été plus que compensés par les recettes provenant de transports effectués ou payés pour compte du Congo.

La rubrique des *déplacements à l'étranger* fait apparaître en 1960 un déficit vis-à-vis des pays de l'O.E.C.E. autres que le Royaume-Uni (colonnes II et III) et un boni à l'égard des Etats-Unis et du Canada, de la zone sterling et du Congo; les recettes en provenance de ce dernier sont constituées, en ordre principal, par les dépenses effectuées lors de leurs séjours en U.E.B.L. par des Belges résidant au Congo.

En ce qui concerne les *revenus d'investissements*, on notera que les recettes nettes en provenance du Congo et de la zone sterling ont dépassé les dépenses nettes au profit des pays de l'O.E.C.E. autres que le Royaume-Uni (colonnes II et III) et au profit des Etats-Unis et du Canada.

Le solde négatif de 2,5 milliards qui figure en regard de la rubrique *transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs*, dans la colonne « Pays de la C.E.E. », provient en partie des dépenses de l'Etat belge pour l'entretien de ses forces armées stationnées sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne.

Au titre des *autres services*, l'U.E.B.L. a eu, en 1960, un surplus de 3 milliards avec les pays de la C.E.E., résultant notamment des salaires encaissés par les ouvriers frontaliers ou saisonniers belges et luxembourgeois occupés en France et des dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège se trouve actuellement en U.E.B.L., et un surplus de 2,7 milliards avec le Congo résultant notamment des frais d'administration en Belgique des sociétés congolaises.

Ainsi qu'on l'a déjà dit plus haut, les recettes de l'U.E.B.L. comptabilisées sous la rubrique *transferts privés* reflètent essentiellement les envois d'économies par des Belges et des étrangers résidant au Congo; de leur côté, les *transferts de l'Etat* couvrent des versements au profit du Congo et au bénéfice du Fonds de Développement des Pays et Territoires d'Outre-Mer, l'une des institutions européennes reprises à la colonne II.

A propos du *mouvement des capitaux de l'Etat*, on rappellera que le Trésor belge a souscrit des certificats de trésorerie émis par le Trésor congolais, remboursé des certificats de trésorerie souscrits antérieurement par le Congo et le Ruanda-Urundi, octroyé des avances au Ruanda-Urundi et remboursé

des dettes en monnaies étrangères contractées par le Congo avant le 30 juin 1960 et assorties de la garantie de l'Etat belge (colonne VII). Pour le surplus, le Trésor a réduit ses engagements envers la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (colonne IX), mais a accru son endettement envers des pays de la Communauté Economique Européenne (colonne II) et envers les Etats-Unis (colonne V).

La recette de 1,4 milliard qui est portée dans la colonne « Pays de la C.E.E. » au titre du *mouvement des capitaux des autres pouvoirs publics* correspond au montant brut de l'emprunt émis en République Fédérale d'Allemagne au début de 1960 par le Fonds des Routes. Les recettes en provenance des pays de l'Europe autres que ceux de la C.E.E. et que le Royaume-Uni (colonne III et IV) sont constituées par des encaissements par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie de créances consolidées en accords de paiement qu'elle avait rachetées à la Banque Nationale, conformément à la Convention du 1^{er} juillet 1959.

Les *transactions identifiées en valeurs mobilières* montrent que, pour les titres émis dans les pays de la C.E.E. et pour ceux émis aux Etats-Unis et au Canada, les achats des entreprises et particuliers résidant en U.E.B.L. ont nettement dépassé les ventes. Cette constatation ne peut cependant être faite qu'avec des réserves, attendu qu'un certain nombre de mouvements de capitaux, dont la nature et la répartition géographique ne sont pas connues, ont été classés dans la rubrique 15.3 « Autres » sous la colonne X « Paiements non localisés ».

Les *règlements multilatéraux, erreurs et omissions* sont calculés en faisant la différence entre le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, d'une part, et les transactions sur biens et services, les transferts, le mouvement des capitaux et les opérations non déterminées, d'autre part.

Pour chaque zone géographique, le *mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires* reprend non seulement l'augmentation (+) ou la diminution (−) des avoirs nets en francs belges et en monnaies étrangères sur cette zone, mais aussi les achats nets (+) ou les ventes nettes (−) d'or monétaire à ladite zone. Ainsi définis, les mouvements avec la zone sterling, avec les Etats-Unis et le Canada, avec le groupe de pays constitué par l'U.R.S.S., les pays européens qui sont ses satellites et la Finlande (colonne IV), et avec le Congo et le Ruanda-Urundi ont laissé un solde favorable à l'U.E.B.L. en 1960. Par contre, les mouvements avec les pays de l'O.E.C.E. autres que le Royaume-Uni (colonnes II et III) ont laissé un solde favorable à ces zones géographiques pendant la même période.

Tableau X.

Balance géographique des paiements de l'U.E.B.L.

(Milliards de francs)

	I. Zone sterling			II. Pays de la C.E.E., reste de leur zone monétaire et institutions européennes			III. Autres pays de l'O.E.C.E.			IV. Autres pays d'Europe			V. Etats-Unis et Canada			VI. Amér.		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	
A. Transactions sur biens et services :																		
1. Opérations sur marchandises ² :																		
1.1 Exportations et importations f.o.b. ³ ...	19,0	26,9	- 7,9	80,7	82,8	- 2,1	18,0	16,3	+ 1,7	5,5	5,3	+ 0,2	19,2	17,6	+ 1,6	6,3	5,0	+ 1,3
1.2 Travail à façon	0,6	0,1	+ 0,5	1,6	0,7	+ 0,9	0,3	0,2	+ 0,1	0,2	...	+ 0,2	0,3	0,1	+ 0,2	...	...	...
1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Or non monétaire	0,1	0,7	- 0,6	0,1	...	+ 0,1	0,7	0,4	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Transports ³	1,4	2,1	- 0,7	4,8	4,8	...	0,7	1,4	- 0,7	0,4	0,1	+ 0,3	0,9	0,9	...	0,1	0,1	...
4. Primes et indemnités d'assurances	0,4	0,5	- 0,1	0,3	0,5	- 0,2	0,3	0,5	- 0,2	...	...	...	0,3	0,4	- 0,1	...	...	...
5. Déplacements à l'étranger ²	1,0	0,3	+ 0,7	1,1	3,7	- 2,6	0,3	1,4	- 1,1	0,1	...	+ 0,1	1,5	0,6	+ 0,9	...	...	...
6. Revenus d'investissements	1,3	0,6	+ 0,7	1,7	2,6	- 0,9	0,5	0,9	- 0,4	...	...	...	1,3	1,7	- 0,4	0,1	...	...
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,5	0,2	+ 0,3	0,8	3,3	- 2,5	0,1	0,3	- 0,2	0,1	...	+ 0,1	0,2	0,7	- 0,5	...	...	...
8. Autres	1,0	0,9	+ 0,1	8,7	5,7	+ 3,0	0,7	1,4	- 0,7	0,2	0,1	+ 0,1	1,5	1,7	- 0,2	0,1	...	...
Total des transactions sur biens et services	25,3	32,3	- 7,0	99,8	104,1	- 4,3	21,6	22,8	- 1,2	6,5	5,5	+ 1,0	25,2	23,7	+ 1,5	6,6	5,0	+ 1,6
B. Transferts :																		
9. Transferts privés .....	...	0,1	- 0,1	0,1	0,1	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	0,2	0,1	+ 0,1	...	...	...
10. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	...	1,0	- 1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des transferts .....	...	0,1	- 0,1	0,1	1,1	- 1,0	...	0,1	- 0,1	...	...	...	0,2	0,1	+ 0,1	...	...	...
C. Mouvement des capitaux :																		
11. Etat .....	...	...	...	4,5	0,9	+ 3,6	3,3	3,3	...	...	...	...	3,3	0,7	+ 2,6	...	...	...
12. Autres pouvoirs publics ...	...	...	...	1,4	...	+ 1,4	0,2	...	+ 0,2	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
14. Organismes paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
15. Autres :																		
15.1 Papier commercial (net)	0,1	—	+ 0,1	0,3	—	+ 0,3	—	0,2	- 0,2	0,3	—	+ 0,3	—	0,2	- 0,2	—	0,1	- 0,1
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières	1,3	1,1	+ 0,2	4,2	6,1	- 1,9	0,7	1,1	- 0,4	0,1	...	+ 0,1	2,5	4,6	- 2,1	0,1	...	...
15.3 Autres ² (nets) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total du mouvement des capitaux	1,4	1,1	+ 0,3	10,4	7,1	+ 3,3	4,2	4,6	- 0,4	0,5	...	+ 0,5	5,8	5,5	+ 0,3	0,1	0,1	...
D. Opérations non déterminées²	0,1	...	+ 0,1	0,1	1,9	- 1,8	0,1	0,4	- 0,3	...	...	...	0,3	0,2	+ 0,1	...	...	...
E. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets)	11,9	—	+ 11,9	2,9	—	+ 2,9	0,3	—	+ 0,3	—	0,9	- 0,9	0,2	—	+ 0,2	—	—	...
Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	38,7	33,5	+ 5,2	113,3	114,2	- 0,9	26,2	27,9	- 1,7	7,0	6,4	+ 0,6	31,7	29,5	+ 2,2	6,7	6,0	+ 0,7

¹ Seuls le mouvement des capitaux et celui des avoirs extérieurs nets sont rangés dans cette colonne; les autres transactions de l'U.E.B.L. avec les institutions internationales sont incluses dans la zone géographique où l'institution internationale a son siège.

² Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3), sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.

³ La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend en principe les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation de marchandises.

Balance géographique des paiements de l'U.E.B.L. (suite)

(Milliards de francs)

Ligne	VII. Congo et Ruanda-Urundi			VIII. Autres pays			IX. Institutions internationales 1			X. Paiements non localisés			Total			
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
+ 0,8	3,5	5,1	- 1,6	6,8	2,8	+ 4,0	—	—	—	0,3	-1,1	+ 1,4	159,3	161,2	- 1,9	A. Transactions sur biens et services : 1. Opérations sur marchandises 2 : 1.1 Exportations et importations f.o.b. 3 1.2 Travail à façon 1.3 Opérations d'arbitrage (nettes) 2. Or non monétaire 3. Transports 3 4. Primes et indemnités d'assurances 5. Déplacements à l'étranger 2 6. Revenus d'investissements 7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs 8. Autres <i>Total des transactions sur biens et services</i> B. Transferts : 9. Transferts privés 10. Transferts de l'Etat <i>Total des transferts</i> C. Mouvement des capitaux : 11. Etat 12. Autres pouvoirs publics 13. Organismes paraétatiques d'exploitation 14. Organismes paraétatiques de crédit 15. Autres : 15.1 Papier commercial (net) 15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières 15.3 Autres 2 (nets) <i>Total du mouvement des capitaux</i> D. Opérations non déterminées 2 E. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
...	0,7	...	+ 0,7	...	...	...	—	—	—	...	...	...	3,7	1,1	+ 2,6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	—	+ 0,6	0,6	—	+ 0,6	
...	...	0,5	- 0,5	...	...	...	—	—	—	0,1	—	+ 0,1	1,0	1,6	- 0,6
...	2,7	0,2	+ 2,5	0,1	0,2	- 0,1	—	—	—	0,8	0,9	- 0,1	11,9	10,7	+ 1,2	
...	—	—	—	...	...	...	—	—	—	...	0,3	- 0,3	1,3	2,2	- 0,9
...	1,0	0,1	+ 0,9	0,1	...	+ 0,1	—	—	—	0,4	0,8	- 0,4	5,5	6,9	- 1,4	
+ 0,1	3,7	0,3	+ 3,4	...	...	...	—	—	—	0,3	0,5	- 0,2	8,9	6,6	+ 2,3
- 0,1	0,9	0,4	+ 0,5	...	...	...	—	—	—	...	...	...	2,6	5,0	- 2,4
- 0,1	3,1	0,4	+ 2,7	0,1	0,1	...	—	—	—	0,6	0,1	+ 0,5	16,0	10,6	+ 5,4	
+ 0,7	15,6	7,0	+ 8,6	7,1	3,1	+ 4,0	—	—	—	3,1	1,5	+ 1,6	210,8	205,9	+ 4,9	
...	3,3	0,1	+ 3,2	...	...	...	—	—	—	0,5	0,5	...	4,1	1,0	+ 3,1
...	...	1,5	- 1,5	...	...	...	—	—	—	...	...	...	...	2,5	- 2,5
...	3,3	1,6	+ 1,7	...	...	...	—	—	—	0,5	0,5	...	4,1	3,5	+ 0,6
...	...	2,6	- 2,6	...	...	...	0,1	0,5	- 0,4	...	...	...	11,2	8,0	+ 3,2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	...	+ 1,7
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1
...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1
- 0,1	...	—	...	0,1	—	+ 0,1	—	—	—	—	0,1	- 0,1	0,8	0,6	+ 0,2	
+ 0,1	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	8,9	12,9	- 4,0
—	3,0	—	+ 3,0	—	—	—	—	—	—	—	1,7	- 1,7	3,0	1,7	+ 1,3	
...	3,1	2,6	+ 0,5	0,1	...	+ 0,1	0,1	0,5	- 0,4	...	1,8	- 1,8	25,7	23,3	+ 2,4	
...	—	—	—	...	0,1	- 0,1	—	—	—	1,0	1,1	- 0,1	1,6	3,7	- 2,1	
- 0,6	—	10,5	-10,5	—	3,5	- 3,5	0,2	—	+ 0,2	0,4	—	+ 0,4	15,9	15,5	+ 0,4	
+ 0,1	22,0	21,7	+ 0,3	7,2	6,7	+ 0,5	0,3	0,5	- 0,2	5,0	4,9	+ 0,1	258,1	251,9	+ 6,2	

Seuls le mouvement des capitaux et celui des avoirs extérieurs nets sont rangés dans cette colonne; les autres transactions de l'U.E.B.L. avec les institutions internationales sont incluses dans la zone géographique où l'institution internationale a son siège.

Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3), sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.

La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend en principe les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation de marchandises.

LES BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

Depuis un certain nombre d'années déjà, la Banque Nationale établit et publie des bilans intégrés des organismes monétaires belges ⁽¹⁾.

Pour certains travaux cependant, il peut être utile de disposer non seulement de bilans intégrés, mais aussi de bilans par grande catégorie d'organismes : banque centrale, organismes publics monétaires et banques de dépôts. Certes, ces divers organismes publient des bilans annuels et, le plus souvent même, des situations en cours d'année, mais ces bilans et situations confondent fréquemment sous une même rubrique des éléments qui devraient pouvoir être dissociés pour une analyse économique. C'est ainsi, par exemple, que, dans la situation globale des banques publiée au *Moniteur Belge*, les dépôts et comptes courants comprennent à la fois ceux des résidents, qui constituent de la monnaie et des liquidités quasi monétaires, et ceux des non-résidents, qui constituent des engagements envers l'étranger à prendre en considération pour le calcul des avoirs extérieurs nets.

Plusieurs pays étrangers possèdent déjà des bilans, dont les éléments sont classés suivant des critères économiques, pour leurs diverses catégories d'organismes monétaires ou pour certaines d'entre elles. En France, un tableau donnant des « éléments des bilans de la Banque de France, des banques, des différents organismes et des opérations du Trésor et des comptes courants postaux » est publié en annexe au Rapport annuel du Conseil National du Crédit. Aux Pays-Bas, la « Maandstatistiek van het financiewezen » contient un tableau donnant une ventilation des créances et des engagements des banques commerciales représentatives suivant les critères utilisés par la Nederlandsche Bank dans son analyse monétaire.

Dans son bulletin mensuel de statistique (International Financial Statistics), le Fonds Monétaire International publie des bilans de la banque centrale et des banques de dépôts de ses divers pays membres selon une classification répondant aux exigences de l'analyse économique. Pour la Belgique, il calcule lui-même ces bilans sur base des chiffres publiés, ce qui, pour les raisons exposées plus haut, ne fournit que des résultats très approximatifs.

Divers organismes internationaux ont élaboré un schéma type de bilan des organismes monétaires —

qui diffère malheureusement d'un organisme international à l'autre — et ont demandé à leurs pays membres de leur communiquer les données permettant de regrouper, selon ce schéma, les bilans des principales catégories d'organismes monétaires de ces pays. L'O.E.C.E. a déjà publié, dans un ouvrage intitulé « Statistics of Sources and Uses of Finance (1948-1958) », une série de tableaux montrant, pour certains de ses pays membres, les divers actifs et passifs de la banque centrale et de la Trésorerie, d'une part, des autres organismes monétaires, d'autre part (Financial Assets and Liabilities of Money-Creating Institutions by Sector); un tel tableau n'est pas donné pour la Belgique qui n'a pas été en mesure de transmettre à l'O.E.C.E. les renseignements nécessaires en temps utile. Le « Bulletin trimestriel de Statistique Benelux » commencera d'ici quelques mois la publication régulière des bilans des banques centrales, d'une part, des autres organismes monétaires, d'autre part. La Commission de la Communauté Economique Européenne a provoqué, il y a quelque temps déjà, une réunion d'experts pour discuter de la mise au point d'une statistique similaire.

Il résulte de ce qui précède que l'élaboration de bilans dont les éléments sont répartis suivant des critères économiques, pour chacune des grandes catégories d'organismes monétaires belges, répond à deux besoins : elle permet de compléter utilement la documentation statistique disponible en Belgique et elle permet de satisfaire des demandes de renseignements formulées par les organismes internationaux. On trouvera ci-après, à fin d'année pour la période 1950-1957 et à fin de trimestre pour la période 1958-1960, le bilan de la Banque Nationale de Belgique (tableaux I et II), celui des organismes publics monétaires (tableaux III et IV), celui des banques de dépôts (tableaux V et VI) et celui de l'ensemble des organismes monétaires (tableaux VII et VIII), présentés suivant un schéma unique qui est aussi détaillé que possible et qui tient compte, autant que faire se peut, des desiderata exprimés par les organismes internationaux. Des bilans similaires à fin de trimestre pour la période postérieure au 31 décembre 1960 seront publiés régulièrement dans la partie statistique du *Bulletin*, au chapitre XIII, tableau 2.

Il peut être utile de dire quelques mots sur la façon dont la nouvelle statistique se compare à la statistique actuelle des bilans intégrés des organismes monétaires, aux statistiques similaires qui

(1) Cf. *Bulletin d'Information et de Documentation*, décembre 1949, novembre 1955, novembre 1957 et novembre 1958, et tableau XIII-1 de la partie statistique du présent *Bulletin*.

sont déjà publiées dans des pays étrangers et aux statistiques similaires sur la Belgique qui seront publiées à plus ou moins brève échéance par les organismes internationaux.

La nouvelle statistique constitue en quelque sorte un détail des bilans intégrés actuels. Il en est ainsi non seulement parce qu'elle fournit une ventilation par grande catégorie d'organismes monétaires, mais aussi parce qu'elle mentionne souvent séparément des éléments qui sont confondus dans une même rubrique des bilans intégrés. En particulier, on n'a pas procédé, comme dans cette dernière statistique, à des compensations entre certains postes de l'actif et certains postes du passif, de sorte que le total de l'actif ou du passif correspond à celui qui apparaît dans les documents comptables des organismes en cause. Par ailleurs, les créances et les engagements que les organismes monétaires ont les uns vis-à-vis des autres, qui s'annulent dans des bilans intégrés, forment une rubrique distincte de la nouvelle statistique. Afin de bien montrer comment la nouvelle statistique se raccorde aux bilans intégrés, il a été indiqué en regard de chaque rubrique des tableaux VII et VIII, consacrés respectivement à l'actif et au passif de l'ensemble des organismes monétaires, le numéro de la colonne dans laquelle cette rubrique est comprise au tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » de la partie statistique du présent *Bulletin*.

Les bilans par grande catégorie d'organismes monétaires qui sont actuellement publiés à l'étranger visent uniquement à satisfaire les besoins de l'information intérieure. Ces bilans et les bilans publiés ici, lesquels visent en outre à satisfaire les desiderata des organismes internationaux, peuvent donc être établis suivant des schémas assez différents. Pour cette raison, ils ne peuvent être comparés les uns aux autres qu'avec beaucoup de circonspection.

Les bilans des organismes monétaires belges qui seront sans doute publiés à l'avenir par les organismes internationaux seront tous dérivés de la présente statistique. Il sera ainsi possible de se rendre compte comment on passe de celle-ci à ceux-là et comment les bilans belges publiés par un organisme international se raccordent à ceux publiés par un autre organisme international.

Quelques remarques d'ordre technique doivent encore être faites.

Signalons d'abord qu'une rubrique « Ajustement statistique » a dû être introduite parmi les créances sur et les engagements envers l'étranger des banques de dépôts. La raison en est qu'une ventilation relativement détaillée de ces créances et engagements ne pouvait être effectuée sur base du document utilisé pour établir les autres rubriques du bilan des banques de dépôts et qu'il a donc fallu avoir recours à une autre source statistique. Celle-ci donne, pour les créances sur et les engagements envers l'étranger, des totaux qui s'écartent quelque peu de ceux don-

nés par le document qui couvre l'ensemble du bilan. La différence entre les deux totaux constitue l'ajustement statistique dont question plus haut.

Il convient ensuite de définir deux critères de ventilation qui sont utilisés dans les tableaux :

1. La ventilation de certaines créances en « à un an au plus » et « à plus d'un an » est effectuée sur base de la période que les créances avaient à courir au moment où elles sont nées, non sur base de la période qui leur reste à courir au moment où le bilan est dressé.

2. Conformément à la définition qui a été donnée dans l'article sur l'inventaire et le classement des fonds publics belges, publié dans le numéro de mars 1961 du *Bulletin*, les « obligations généralement accessibles au public » sont celles qui ont fait l'objet d'une émission publique et celles qui sont cotées en bourse ou dont l'admission à la cote officielle est prévue. Les « autres » titres sont ceux qui ont été placés directement auprès des organismes monétaires sans appel public au marché, tels que la créance consolidée sur l'Etat de la Banque Nationale et certains certificats de trésorerie à moyen terme détenus par les banques de dépôts.

La troisième remarque d'ordre technique concerne les signes conventionnels utilisés dans les tableaux :

1. Le signe ... signifie que le chiffre est inférieur à 50 millions de francs.

2. Le signe — signifie que la donnée n'existe pas. Il peut s'agir d'une opération que l'organisme monétaire en cause n'effectue pas : les entreprises et les particuliers, par exemple, ne peuvent détenir des liquidités quasi monétaires auprès de la Banque Nationale ou des organismes publics monétaires. Il peut aussi s'agir d'une rubrique pour laquelle le matériel statistique ne permet pas de fournir un chiffre.

Signalons enfin, à titre de dernière remarque d'ordre technique, que, dans les tableaux ci-après, à cause des forçages, l'addition des différentes rubriques ne correspond pas toujours exactement au total global ou partiel.

Nous terminerons par une mise en garde. La différence constatée, entre deux bilans successifs d'une même catégorie d'organismes monétaires, dans le montant des créances sur ou des engagements envers un secteur déterminé ne résulte pas toujours et nécessairement d'opérations effectuées avec ce secteur durant la période qui s'est écoulée entre les deux bilans. L'exemple suivant peut être cité : entre le 30 juin et le 30 septembre 1959, la rubrique « Participation au F.M.I. » à l'actif du bilan de la Banque Nationale passe de néant à 2,8 milliards de francs; ce mouvement ne résulte pas cependant d'une prise de participation au F.M.I., mais de la reprise par la Banque à l'Etat d'une participation existante. Les notes qui figurent au bas des tableaux ci-après, ainsi qu'au bas des tableaux XIII-3, 4 et 5 de la partie statistique du présent *Bulletin* aideront le lecteur à éviter des erreurs d'interprétation.

Banque Nationale de Belgique — Actif
(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57	31-3-58	30-6-58	30-9-58	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	29,4	31,8	35,2	38,8	38,9	46,4	46,2	45,8	49,9	57,0	61,4	63,5	62,3	63,5	62,7	56,7	59,1	59,5	54,7	58,5
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
3. Actions et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,3	0,6	0,3	0,4	1,1	0,9	1,4	0,5	...	1,5	1,4	0,3	1,2	1,5	2,0	...	...	0,6	2,4
5. Créance sur l'U.E.P. ¹	—	15,2	15,0	13,4	8,6	9,1	9,8	6,8	7,4	8,2	7,8	7,8	5,9	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	4,1	3,5
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères convertibles ...	3,2 ²	0,2	1,4	0,9	3,3	0,3	1,0	1,9	0,7	1,0	1,2	1,4	1,9	3,6	3,4	4,4	5,6	7,8	6,2	12,6
b) en francs belges convertibles .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. ³ ...	6,0	4,7	1,6	1,0	0,7	0,7	0,4	1,8	1,8	0,7	0,4	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres	1,0	0,8	0,6	0,3	0,6	0,8	0,8	1,4	1,3	1,2	0,9	0,9	0,8	1,3	0,5	...	0,1	...	0,4	...
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ..	40,1	53,0	54,4	54,7	52,5	58,4	59,1	59,1	61,6	68,1	73,2	76,4	71,3	75,2	76,5	73,1	74,8	77,3	70,5	81,5
dont : à vue ⁴	39,6	52,7	53,8	54,4	52,1	57,3	58,2	57,7	61,1	68,1	71,7	74,9	70,9	73,9	72,1	66,6	70,3	72,8	65,5	74,6
autres ⁵	0,5	0,3	0,6	0,3	0,4	1,1	0,9	1,4	0,5	...	1,5	1,5	0,4	1,3	4,4	6,5	4,5	4,5	5,0	6,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																				
— comptes spéciaux U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,8	1,0	0,8	0,5	0,2	...	...	0,1	0,1	...	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,4	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	...	0,2	0,2	...	...	...	0,1	0,6	0,5	0,9	...	0,6	0,3	0,5	0,1	...	...	1,7	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	4,3	6,5	8,8	10,0	7,9	8,9	7,6	7,9	8,7	8,6	2,1	8,1	9,5	7,3	5,3	8,2	9,0	8,4	9,4	6,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	1,0	1,1	1,3	1,5	1,7	1,8	1,9	2,1	2,1	2,1	2,1	1,9	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	2,2
— autres	34,9	34,9	34,8	34,7	34,7	34,7	34,7	34,5	34,2	34,2	34,2	34,2	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	1,3	2,2	2,4	2,4	2,2	2,9	2,9	2,3	0,7	0,1	1,6	...	0,9	0,8	1,4	0,8	...	...	1,2	0,9
b) effets commerciaux	9,1	6,4	6,2	5,6	6,9	4,4	7,6	10,7	7,4	4,5	3,2	2,7	2,8	1,9	1,9	4,7	2,5	2,4	3,5	3,4
c) avances	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,4	0,3	...	...	0,4	...	...
d) obligations :																				
— généralement accessibles au public .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	4,1	1,6	0,4	...	1,2	0,8	1,8	1,3	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,4	0,2	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	3,4	4,3	3,8	2,5	3,9	2,6	4,6	5,1	4,8	3,9	3,5	3,5	4,5	5,0	7,5	4,6	6,5	8,4	12,6	22,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	100,2	111,7	113,6	112,8	111,9	115,3	121,1	124,2	121,4	123,4	123,1	127,8	126,7	128,1	130,6	128,5	129,9	134,0	136,2	150,9

¹ Y compris le prêt spécial consenti par l'U.E.B.L. à l'U.E.P. entre le 30 juin 1952 et le 30 juin 1957 et y compris les créances bilatéralisées sur les pays débiteurs, éventuellement sous déduction de la partie, non reprise à la rubrique A2 du passif, de la dette bilatéralisée vis-à-vis de l'Allemagne lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Y compris une créance de 2,2 milliards sur la European Cooperation Administration, correspondant à un crédit de même montant ouvert à l'U.E.P. par la Banque Nationale (« position débitrice initiale » de l'U.E.B.L.).

³ Y compris les montants non remboursés des soldes au 30 juin 1950 consolidés conformément aux accords bilatéraux conclus en exécution de l'accord international de Paris du 19 septembre 1950. Ces soldes ont été définitivement apurés lors de la compensation des opérations U.E.P. de juin 1954.

⁴ Total des rubriques A1, 5 et 6.

⁵ Total des rubriques A2, 3 et 4.

Banque Nationale de Belgique — Passif

(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57	31-3-58	30-6-58	30-9-58	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P. ¹	1,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	1,0	...	0,1	0,1	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges convertibles .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P.	0,3	0,7	1,5	0,4	0,1	0,3	0,8	0,3	0,3	0,3	0,1	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres ²	2,2	1,4	1,2	1,5	1,4	0,8	0,4	0,3	0,2	0,2	0,7	0,4	0,4	0,9	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	4,4	2,5	2,8	2,0	1,6	1,2	1,3	0,7	0,7	0,6	0,9	0,9	0,7	1,7	1,8	0,8	0,8	1,0	0,8	1,0
dont : à vue	4,4	2,5	2,8	2,0	1,6	1,2	1,3	0,7	0,7	0,6	0,9	0,9	0,7	1,7	1,8	0,8	0,8	1,0	0,8	1,0
autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ³	1,1	1,3	1,3	1,3	1,4	1,7	1,9	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,1	2,0	2,1	1,9	2,0	2,2	2,0	2,4
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— comptes spéciaux U.E.P.	—	1,0	3,1	2,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	1,8	2,3	2,1	1,9	1,9	1,5	2,6	1,7	0,5	0,6	2,9	1,8	0,5	0,4	2,2	1,8	0,4	0,3	1,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ⁴	87,5	93,7	96,5	100,3	101,3	105,9	109,6	110,8	109,8	113,4	113,2	115,5	114,2	115,5	113,5	116,4	113,9	117,1	118,6	121,7
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	1,0	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,6	0,9	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4	0,5	0,7
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	0,1	1,1	1,4	0,2	0,1	0,1	...	0,2	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,2
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	0,3	...	...	0,4	0,7	3,5	...	2,7	2,9	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	...	...	...	0,3	0,5	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	4,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	4,9	5,7	5,6	3,9	5,1	3,9	5,9	6,7	6,0	5,1	5,1	5,1	5,9	6,1	8,4	6,1	7,8	9,8	13,9	23,9
TOTAL DU PASSIF ...	100,2	111,7	113,6	112,8	111,9	115,3	121,1	124,2	121,4	123,4	123,1	127,8	126,7	128,1	130,6	128,5	129,9	134,0	136,2	150,9

¹ Y compris le « compte spécial liquidation U.E.P. » du Trésor public auprès de la Banque Nationale, correspondant à une partie de la dette bilatéralisée vis-à-vis de l'Allemagne lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

³ Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁵ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

Organismes publics monétaires ¹ — Actif

(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57	31-3-58	30-6-58	30-9-58	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Actions et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,3	0,7	0,7	0,5	0,7	0,6	0,1	0,2	1,1	0,3	0,3	0,9	0,7	0,3	0,2	1,2	1,4	0,9	0,4
5. Créance sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères convertibles ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges convertibles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	0,5	0,3	0,7	0,7	0,5	0,7	0,6	0,1	0,2	1,1	0,3	0,3	0,9	0,7	0,3	0,2	1,2	1,4	0,9	0,4
dont : à vue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
autres	0,5	0,3	0,7	0,7	0,5	0,7	0,6	0,1	0,2	1,1	0,3	0,3	0,9	0,7	0,3	0,2	1,2	1,4	0,9	0,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																				
— comptes spéciaux U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,5	0,4	...	0,2	0,1	0,6	0,1	...	0,2	0,4	...	...	...	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	23,2	24,5	25,2	27,2	26,6	25,5	24,9	26,7	25,5	27,1	27,7	29,8	28,7	28,7	28,6	31,0	29,2	30,9	32,1	34,4
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	2,9	3,2	3,7	4,0	4,5	4,9	4,9	4,7	4,7	4,8	4,8	4,4	4,6	4,6	4,7	4,7	4,8	4,9	4,9	5,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	1,0	1,2	0,4	0,4	1,4	2,8	3,0	1,3	1,5	1,3	0,6	1,0	1,2	2,0	1,9	2,0	2,1	1,9	0,9	2,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	1,5	2,6	2,2	1,9	1,5	1,0	1,6	0,2	0,7	1,3	0,3	1,1	0,8	1,5	0,9	1,2	1,1	2,0	0,4	0,4
b) effets commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	0,6	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	...
c) avances	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
d) obligations :																				
— généralement accessibles au public	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
D. Autres	3,1	3,5	3,5	2,8	3,5	3,8	3,4	3,4	3,9	4,7	4,4	3,0	3,2	3,8	3,5	3,3	3,4	3,9	3,6	2,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	33,2	36,5	36,9	38,4	39,5	39,9	39,8	38,2	37,6	41,1	39,6	40,9	40,3	42,0	40,8	43,7	42,5	45,8	43,5	46,2

¹ Office des chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (à partir de décembre 1957, uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés sur les passifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

Organismes publics monétaires ¹ — Passif

(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57	31-3-58	30-6-58	30-9-58	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères convertibles ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges convertibles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,4	0,4	0,3	0,8	0,9	0,7	1,3
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,4	0,4	0,3	0,8	0,9	0,7	1,3
dont : à vue	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,4	0,4	0,3	0,8	0,9	0,7	1,3
autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	0,3	0,2	0,3	0,2	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,8	1,0	0,8	0,5	0,2	...	...	0,1	0,1	...	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,4	...
b) envers les organismes publics	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,5	0,4	...	0,2	0,1	0,6	0,1	...	0,2	0,4	...	...	...	0,3
c) envers les banques de dépôts :																				
— comptes spéciaux U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,9	2,9	2,5	2,6	3,1	3,3	3,9	2,2	1,3	2,3	1,3	2,4	2,1	2,2	1,3	2,4	2,1	1,5	2,2	2,8
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	4,7	5,4	5,5	5,6	5,4	4,9	4,7	4,7	4,7	4,8	4,8	4,8	4,8	4,9	4,8	4,9	4,9	5,0	5,1	5,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	17,9	18,6	18,7	20,5	21,4	21,8	22,4	22,9	23,3	24,5	23,4	25,2	24,9	26,0	25,2	27,1	25,5	26,9	25,6	28,2
b) détenue par les pouvoirs publics	6,5	7,4	7,5	7,1	7,5	7,9	6,4	6,4	6,5	7,6	8,1	7,2	7,6	7,8	8,3	7,6	7,5	8,2	8,6	7,3
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,9	2,5	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,6	0,6	1,2	1,2	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	...	...	...	...	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5
TOTAL DU PASSIF ...	33,2	36,5	36,9	38,4	39,5	40,0	39,8	38,2	37,6	41,1	39,5	40,9	40,3	42,0	40,8	43,7	42,5	45,8	43,5	46,2

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (à partir de décembre 1957, uniquement les passifs envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

Tableau V.

Banques de dépôts — Actif

(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57 ¹	31-3-58	30-6-58	30-9-58	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Actions et obligations	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	1,0	0,9	0,9
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,6	0,7	0,6	0,7	0,9	0,8	0,5	0,7
5. Créance sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères convertibles ...	2,9	3,2	2,8	3,0	1,8	2,9	3,5	3,1	3,8	5,1	3,6	4,0	7,7	7,3	7,2	9,1	9,4	10,4	12,4	11,3
b) en francs belges convertibles .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,7	1,5	1,5	1,3	1,8	1,9	2,3	1,9
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P.	1,8	2,1	1,3	1,2	1,7	1,7	2,1	2,6	2,6	2,5	2,7	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres	1,3	1,1	1,4	1,0	0,8	0,9	1,1	0,6	0,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
7. Ajustement statistique	-0,4	-0,6	0,2	0,2	0,3	0,2	-0,3	-0,1	-0,5	-0,6	-0,3	-0,3	-0,1	-0,6	-0,5	-0,6	-0,7	-0,3	-0,3	-0,4
Total des créances sur l'étranger .	5,9	5,8	6,0	5,7	4,9	6,2	6,9	6,9	7,5	8,3	7,4	7,7	9,9	10,0	9,7	11,5	12,5	14,2	16,3	14,9
dont : à vue	4,3	3,9	2,9	4,0	3,7	3,9	4,5	4,5	5,3	5,8	4,7	4,5	6,8	6,4	6,1	7,8	7,8	9,6	11,3	9,9
autres	1,6	1,9	3,1	1,7	1,2	2,3	2,4	2,4	2,2	2,5	2,7	3,2	3,1	3,6	3,6	3,7	4,7	4,6	4,5	5,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	1,1	1,2	1,3	1,2	1,4	1,7	1,9	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,1	2,0	1,9	1,9	2,0	2,2	2,0	2,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																				
— comptes spéciaux U.E.P.	—	1,0	3,1	2,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	1,8	2,3	2,1	1,9	1,9	1,5	2,6	1,7	0,5	0,6	2,9	1,8	0,5	0,4	2,2	1,8	0,4	0,3	1,0
b) sur les organismes publics	1,9	2,9	2,5	2,6	3,1	3,3	3,9	2,2	1,3	2,3	1,3	2,4	2,1	2,2	1,3	2,4	2,1	1,5	2,2	2,8
c) sur les banques de dépôts	1,0	1,0	0,7	0,9	1,0	0,9	1,0	1,0	1,2	1,1	1,2	1,0	1,3	1,2	1,2	1,5	2,2	2,1	1,7	2,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	28,5	32,4	33,7	31,5	27,3	29,3	31,8	28,4	30,0	31,2	30,6	28,7	31,2	33,3	32,7	31,8	33,0	35,0	39,4	32,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	3,3	3,7	4,9	6,4	9,7	11,1	12,7	13,5	14,7	14,7	16,6	17,0	17,4	17,6	18,7	18,5	18,1	17,6	17,7	18,0
— autres	2,8	2,8	2,8	4,6	7,7	6,2	5,0	3,8	2,5	2,4	2,2	2,3	2,0	1,8	1,6	1,9	3,1	3,1	3,1	3,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	0,6	0,6	0,6	0,7	1,0	1,8	2,4	0,2	0,2	0,5	0,6	0,7	1,2	1,2	1,4	1,2	1,5	1,7	1,7	1,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,8	0,8	0,8
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,6	1,0	0,8	0,6	0,5	0,6	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	0,8	0,6	1,2
b) effets commerciaux	5,7	8,5	8,9	10,2	11,6	14,7	13,3	14,5	16,2	16,2	14,2	16,9	17,1	15,9	16,1	16,5	18,7	17,2	17,0	20,3
c) avances	14,7	15,6	15,8	17,2	18,4	20,2	22,0	22,5	22,3	22,4	22,5	21,6	22,4	23,3	23,5	23,7	24,8	25,9	25,6	26,2
d) obligations :																				
— généralement accessibles au public	—	—	—	—	—	—	—	1,4	1,6	1,6	1,6	1,8	1,9	2,2	2,2	2,3	2,0	1,9	1,6	1,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4	2,3	2,7	4,1	4,3	5,7	5,5	4,6	6,1	7,5	3,9	5,8
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	0,1	...	0,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	0,3	0,3	0,5	0,6	0,9	1,2	1,4	2,5	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	4,7	4,8	5,1	5,1	5,3	5,3	5,4
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
D. Autres	12,0	14,1	15,9	14,4	15,9	17,0	19,5	17,5	16,3	17,4	17,7	19,2	17,2	18,8	19,7	21,4	20,2	22,0	20,5	21,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	79,5	92,1	99,4	101,1	105,1	116,2	124,2	120,2	121,3	126,8	125,9	133,6	137,6	141,9	142,3	148,4	155,4	159,6	160,0	162,5

¹ A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des obligations détenues par les banques de dépôts a entraîné une modification des rubriques suivantes : A3 (actions et obligations sur l'étranger), C1b (créances sur l'Etat à plus d'un an), C2b (créances sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs à plus d'un an), C3d (obligations sur les paraétatiques d'exploitation) et C5b (créances sur les paraétatiques de crédit à plus d'un an).

Banques de dépôts — Passif

(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57	31-3-58	30-6-58	30-9-58 1	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères convertibles ...	1,7	1,6	1,6	2,0	0,6	1,0	1,2	0,7	1,3	2,3	1,4	1,8	2,6	4,6	4,6	4,8	5,6	6,9	9,1	9,2
b) en francs belges convertibles	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	4,6	6,5	6,4	6,1	6,3	7,1	6,4	7,0
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P.	4,8	7,8	4,8	4,8	5,0	5,3	6,8	5,6	4,9	5,2	5,1	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres ²	0,9	0,9	0,8	0,9	1,8	2,5	3,1	2,6	2,3	3,3	3,3	3,5	3,5	3,2	2,9	2,7	2,9	2,9	4,3	4,2
4. Ajustement statistique	0,1	0,2	0,5	0,8	0,4	0,5	0,2	0,2	-0,1	-0,3	-0,2	0,3	0,4	-0,2	-0,7	-0,7	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1
Total des engagements envers l'étranger	7,7	10,6	7,8	8,6	7,9	9,4	11,4	9,2	8,5	10,7	9,8	11,5	11,1	14,1	13,2	12,9	14,0	16,5	19,0	19,3
dont : à vue	7,0	9,6	7,2	8,1	7,4	8,7	10,7	8,4	7,7	9,6	8,7	9,9	9,7	12,5	11,5	11,3	12,2	14,2	17,2	17,7
autres	0,7	1,0	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	1,1	1,1	1,6	1,4	1,6	1,7	1,6	1,8	2,3	1,8	1,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,3	...	0,2	0,2	...	...	...	0,1	0,6	0,5	0,9	...	0,6	0,3	0,5	0,1	...	...	1,7	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— comptes spéciaux U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,0	0,7	0,9	1,0	0,9	1,0	1,0	1,2	1,1	1,2	1,0	1,3	1,2	1,2	1,5	2,2	2,1	1,7	2,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers	38,5	42,8	45,7	46,2	47,6	51,5	54,5	52,3	52,3	55,5	52,3	56,3	57,9	59,5	57,5	59,8	60,4	62,4	55,8	57,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	5,9	5,5	6,5	8,0	10,1	11,4	9,8	11,0	13,1	12,7	14,4	14,2	16,2	15,0	16,2	16,2	20,3	17,7	18,1	19,1
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	6,8	7,6	9,0	10,1	11,1	12,0	12,5	12,3	12,2	12,3	12,5	13,2	13,9	14,2	14,7	15,4	15,8	15,8	15,6	15,6
— dépôts en devises	1,9	2,4	1,6	1,5	2,0	2,4	3,2	3,2	3,0	2,6	2,6	2,6	3,3	3,1	3,1	4,3	4,8	5,8	8,0	7,2
— comptes spéciaux U.E.P.	—	1,0	3,1	2,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	0,3	0,6	1,0	1,9	2,9	3,8	4,3	4,9	5,3	5,8	6,3	6,6	6,8	6,9	6,9	6,9	6,9	7,1	7,3	7,6
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	0,1	0,7
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	17,2	20,6	23,8	21,1	22,4	24,8	27,5	26,0	25,0	25,6	25,9	28,2	26,6	27,5	29,0	31,0	30,4	32,2	32,7	33,3
TOTAL DU PASSIF ...	79,5	92,1	99,4	101,1	105,1	116,2	124,2	120,2	121,3	126,8	125,9	133,6	137,6	141,9	142,3	148,4	155,4	159,6	160,0	162,5

1 A partir de septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les dépôts en francs belges à plus d'un mois détenus par les sociétés financières sont, comme ceux détenus par d'autres entreprises et des particuliers, compris dans la rubrique C3a, alors qu'antérieurement ils étaient compris dans la rubrique C2a (monnaie scripturale détenue par les entreprises et particuliers).

2 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57	31-3-58	30-6-58	30-9-58	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60		
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	29,4	31,8	35,2	38,8	38,9	46,4	46,2	45,8	49,9	57,0	61,4	63,5	62,3	63,5	62,7	56,7	59,1	59,5	54,7	58,5		
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4		
3. Actions et obligations	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	1,1	1,0	1,0		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	0,6	1,5	1,2	1,1	2,1	1,9	1,9	1,1	1,5	2,3	2,5	1,8	2,6	2,4	2,9	2,1	2,2	2,0	3,5		
5. Créance sur l'U.E.P. ²	—	15,2	15,0	13,4	8,6	9,1	9,8	6,8	7,4	8,2	7,8	7,8	5,9	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	4,1	3,5		
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères convertibles ...	6,1 ³	3,4	4,2	3,9	5,1	3,2	4,5	5,0	4,5	6,1	4,8	5,4	9,6	10,9	10,6	13,5	15,0	18,2	18,6	23,9		
b) en francs belges convertibles .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,7	1,5	1,5	1,3	1,8	1,9	2,3	1,9	
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. ⁴ ...	7,8	6,8	2,9	2,2	2,4	2,4	2,5	4,4	4,4	3,2	3,1	3,6	—	—	—	—	—	—	—	—		
d) autres	2,3	1,9	2,0	1,3	1,4	1,7	1,9	2,0	2,1	1,7	1,4	1,4	1,3	1,8	0,8	0,4	0,5	0,4	0,9	0,5		
7. Ajustement statistique	-0,4	-0,6	0,2	0,2	0,3	0,2	-0,3	-0,1	-0,5	-0,6	-0,3	-0,3	-0,1	-0,6	-0,5	-0,6	-0,7	-0,3	-0,3	-0,4		
Total des créances sur l'étranger	46,5	59,1	61,1	61,1	57,9	65,3	66,6	66,1	69,3	77,5	80,9	84,4	82,1	85,9	86,5	84,8	88,5	92,9	87,7	96,8	(6)	
dont : à vue ⁵	43,9	56,6	56,7	58,4	55,8	61,2	62,7	62,2	66,4	73,9	76,4	79,4	77,7	80,3	78,2	74,4	78,1	82,4	77,3	84,5		
autres ⁶	2,6	2,5	4,4	2,7	2,1	4,1	3,9	3,9	2,9	3,6	4,5	5,0	4,4	5,6	8,3	10,4	10,4	10,5	10,4	12,3		
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,5	1,9	2,4	2,6	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,5	2,7	2,9	2,7	3,0		
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— comptes spéciaux U.E.P.	—	1,0	3,1	2,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	1,3	1,8	2,3	2,1	1,9	1,9	1,5	2,6	1,7	0,5	0,6	2,9	1,8	0,5	0,4	2,2	1,8	0,4	0,3	1,0		
b) sur les organismes publics	2,9	4,1	3,6	3,3	3,6	3,5	4,4	2,7	1,4	2,5	1,5	3,0	2,3	2,3	1,5	2,8	2,1	1,5	2,6	3,1		
c) sur les banques de dépôts	1,3	1,0	0,9	1,2	1,0	0,9	1,0	1,1	1,8	1,6	2,1	1,0	1,9	1,5	1,7	1,7	2,2	2,1	3,4	2,1		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	56,0	63,4	67,7	68,7	61,8	63,7	64,3	63,0	64,2	66,9	60,4	66,6	69,4	69,3	66,6	71,0	71,2	74,3	80,9	73,3	(7)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations généralement accessibles au public	7,2	8,0	9,9	11,9	15,9	17,8	19,5	20,3	21,5	21,6	23,5	23,3	24,2	24,4	25,6	25,4	25,2	24,8	24,8	25,3	(7)	
— autres	37,7	37,7	37,6	39,3	42,4	40,9	39,7	38,3	36,7	36,6	36,4	36,5	36,0	35,8	35,6	35,9	37,1	37,1	37,1	37,2	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	1,0	1,2	0,4	0,4	1,4	2,8	3,0	1,3	1,5	1,3	0,6	1,0	1,2	2,0	1,9	2,0	2,1	1,9	0,9	2,1	(9)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations généralement accessibles au public	0,8	1,0	1,0	1,2	1,5	2,2	2,7	0,5	0,6	0,9	1,0	1,0	1,5	1,5	1,6	1,3	1,6	1,9	2,0	1,8	(9)	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,8	0,8	0,8	(9)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	3,2	5,2	5,2	4,9	4,2	4,5	5,5	3,3	2,0	1,9	2,5	2,0	2,4	3,0	3,0	2,8	2,1	2,8	2,2	2,5	(11)	
b) effets commerciaux	14,8	14,9	15,1	15,8	18,5	19,1	20,9	25,9	23,9	20,7	18,0	19,6	19,9	17,8	18,0	21,2	21,2	19,8	20,6	23,7	(11)	
c) avances	15,1	16,0	16,3	18,0	19,0	20,8	22,6	23,2	23,0	23,1	23,1	22,0	22,8	24,0	24,1	24,0	25,2	26,6	26,0	26,6	(11)	
d) obligations :																						
— généralement accessibles au public	—	—	—	—	—	—	—	1,4	1,6	1,6	1,6	1,8	1,9	2,2	2,2	2,3	2,0	1,9	1,6	1,6	(15)	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	4,1	1,6	0,4	...	1,2	0,8	1,9	1,8	0,4	2,3	3,7	4,1	4,3	5,7	5,5	4,6	6,1	7,5	3,9	5,8	(8)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,4	0,2	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	0,1	...	0,1	(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations généralement accessibles au public	0,3	0,3	0,5	0,6	0,9	1,2	1,4	2,5	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	4,7	4,8	5,1	5,1	5,3	5,3	5,4	(14)	
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	(14)	
D. Autres	18,5	21,9	23,2	19,7	23,3	23,4	27,5	26,0	25,0	26,0	25,6	25,7	24,9	27,6	30,7	29,3	30,1	34,3	36,7	46,7	(15)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	212,9	240,3	249,9	252,3	256,5	271,4	285,1	282,6	280,3	291,3	288,6	302,3	304,6	312,0	313,7	320,6	327,8	339,4	339,7	359,6		

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

(6)

(7)

(7)

(7)

(9)

(9)

(9)

(11)

(11)

(11)

(15)

(15)

(8)

(14)

(14)

(14)

1 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des obligations détenues par les banques de dépôts a entraîné une modification des rubriques suivantes : A3 (actions et obligations sur l'étranger), C1b (créances sur l'Etat à plus d'un an), C2b (créances sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs à plus d'un an), C3d (obligations sur les paraétatiques d'exploitation) et C5b (créances sur les paraétatiques de crédit à plus d'un an).

2 Y compris le prêt spécial consenti par l'U.E.B.L. à l'U.E.P. entre le 30 juin 1952 et le 30 juin 1957 et y compris les créances bilatérales sur les pays débiteurs, éventuellement sous déduction de la partie, non reprise à la rubrique A2 du passif, de la dette bilatérale vis-à-vis de l'Allemagne lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Y compris une créance de 2,2 milliards sur la European Cooperation Administration, correspondant à un crédit de même montant ouvert à l'U.E.P. par la Banque Nationale (« position débitrice initiale » de l'U.E.B.L.).

4 Y compris les montants non remboursés des soldes au 30 juin 1950 consolidés conformément aux accords bilatéraux conclus en exécution de l'accord international de Paris du 19 septembre 1950. Ces soldes ont été définitivement apurés lors de la compensation des opérations U.E.P. de juin 1954.

5 Pour la Banque Nationale, total des rubriques A1. 5 et 6.

6 Pour la Banque Nationale, total des rubriques A2. 3 et 4.

Tableau VIII.

Ensemble des organismes monétaires — Passif

(Milliards de francs)

	31-12-50	31-12-51	31-12-52	31-12-53	31-12-54	31-12-55	31-12-56	31-12-57	31-3-58	30-6-58	30-9-58	31-12-58	31-3-59	30-6-59	30-9-59	31-12-59	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60		
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2		
2. Envers l'U.E.P. 2	1,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	1,0	...	0,1	0,1	—	—		
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères convertibles ...	1,7	1,9	1,6	2,0	0,6	1,0	1,2	0,7	1,3	2,3	1,4	1,8	2,6	4,6	4,6	4,8	5,6	6,9	9,1	9,2		
b) en francs belges convertibles	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	4,8	6,8	6,7	6,4	6,6	7,6	6,7	7,3		
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P.	5,1	8,5	6,3	5,2	5,1	5,6	7,6	5,9	5,2	5,5	5,2	5,9	—	—	—	—	—	—	—	—		
d) autres 3	3,4	2,5	2,1	2,6	3,3	3,3	3,5	2,9	2,5	3,6	4,0	3,9	3,9	4,5	3,7	3,3	3,9	4,0	5,3	6,0		
4. Ajustement statistique	0,1	0,2	0,5	0,8	0,4	0,5	0,2	0,2	-0,1	-0,3	-0,2	0,3	0,4	-0,2	-0,7	-0,7	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1		
Total des engagements envers l'étranger	12,4	13,3	10,7	10,8	9,6	10,6	12,7	9,9	9,2	11,4	10,7	12,4	11,8	16,2	15,4	14,0	15,6	18,4	20,5	21,6	(6)	
dont : à vue	11,7	12,3	10,1	10,3	9,1	10,0	12,0	9,0	8,4	10,3	9,6	10,8	10,4	14,6	13,7	12,4	13,8	16,1	18,7	20,0		
autres	0,7	1,0	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	1,1	1,1	1,6	1,4	1,6	1,7	1,6	1,8	2,3	1,8	1,6		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,5	1,9	2,4	2,6	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,5	2,7	2,9	2,7	3,0		
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,1	1,0	1,0	0,7	0,2	...	...	0,2	0,7	0,5	1,0	...	0,7	0,4	0,5	0,1	...	...	2,1	...	
b) envers les organismes publics	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,5	0,4	...	0,2	0,1	0,6	0,1	...	0,2	0,5	...	...	...	0,3	
c) envers les banques de dépôts :																						
— comptes spéciaux U.E.P.	—	1,0	3,1	2,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	4,2	5,7	5,5	5,6	6,0	6,1	6,4	5,8	4,2	3,9	3,1	6,3	5,2	3,9	2,9	6,1	6,1	4,0	4,2	5,9		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire	92,2	99,1	102,0	105,9	106,7	110,8	114,3	115,5	114,5	118,2	118,0	120,3	119,0	120,4	118,3	121,3	118,8	122,1	123,7	126,9	(1)	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers 4	57,4	62,1	65,1	67,3	69,5	73,9	77,5	76,1	76,0	80,4	76,0	82,0	83,1	85,9	83,1	87,4	86,2	89,7	81,9	86,3	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	6,5	7,4	7,5	7,1	7,5	7,9	6,4	6,4	6,5	7,6	8,1	7,2	7,6	7,8	8,3	7,6	7,5	8,2	8,6	7,3	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	5,9	5,5	6,5	8,0	10,1	11,4	9,8	11,0	13,1	12,7	14,4	14,2	16,2	15,0	16,2	16,2	20,3	17,7	18,1	19,1	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	6,8	7,6	9,0	10,1	11,1	12,0	12,5	12,3	12,2	12,3	12,5	13,2	13,9	14,2	14,7	15,4	15,8	15,8	15,6	15,6	(2)	
— dépôts en devises	1,9	2,4	1,6	1,5	2,0	2,4	3,2	3,2	3,0	2,6	2,6	2,6	3,3	3,1	3,1	4,3	4,8	5,8	8,0	7,2	(3)	
— comptes spéciaux U.E.P.	—	1,0	3,1	2,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2)	
b) détenues par le Trésor	0,1	1,1	1,4	0,2	0,1	0,1	...	0,2	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,2	(4)	
4. Emprunts obligataires	0,3	0,6	1,0	1,9	2,9	3,8	4,3	4,9	5,3	5,8	6,3	6,6	6,8	6,9	6,9	6,9	6,9	7,1	7,3	7,6	(13)	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	0,3	...	...	0,4	0,7	3,5	...	4,1	5,4	...	...	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,2	...	0,1	0,3	0,5	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	...	0,2	...	...	0,1	0,7	(14)
c) envers le Trésor	—	4,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres	22,7	26,9	30,6	26,2	28,5	29,8	34,5	33,7	32,0	31,7	32,0	33,3	32,5	33,6	37,4	37,3	38,4	42,2	46,8	57,7	(15)	
TOTAL DU PASSIF ...	212,9	240,3	249,9	252,3	256,5	271,4	285,1	282,6	280,3	291,3	288,6	302,3	304,6	312,0	313,7	320,6	327,8	339,4	339,7	359,6		

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 A partir de septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les dépôts en francs belges à plus d'un mois détenus auprès des banques de dépôts par les sociétés financières sont, comme ceux détenus par d'autres entreprises et des particuliers, compris dans la rubrique C8a, alors qu'antérieurement ils étaient compris dans la rubrique C2a (monnaie scripturale détenue par les entreprises et particuliers).

2 Y compris le « compte spécial liquidation U.E.P. » du Trésor public auprès de la Banque Nationale, correspondant à une partie de la dette bilatéralisée vis-à-vis de l'Allemagne lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b et celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de juin 1961. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

COLLIN F., Le crédit à l'exportation. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVI, n° 24, 17 juin 1961, pp. 233-236.*)

VAN HOLSBEECK H., Les crédits d'investissement. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 82, Bruxelles, Bruylant, mai 1961, 19 p.*)

2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

DE WILDE D'ESTMAEL L., L'expansion économique. Rapport présenté à la journée des cadres organisée par le M.I.C. le 15 avril 1961 et résolutions adoptées. (*Mouvement Chrétien des Indépendants et des Cadres, Bruxelles, 1961, 16+2 p.*)

VAN HOLSBEECK H., Les crédits d'investissement. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 82, Bruxelles, Bruylant, mai 1961, 19 p.*)

3. PRIX — SALAIRES

Benelux - Enquête sur les salaires - Situation en octobre 1959. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXII, n° 3, mars 1961, Annexe, 31 p.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

HEBETTE F., Les finances de l'Etat en 1960. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 5, mai 1961, pp. 5-60.*)

Rapport au Premier Ministre sur les avantages et les inconvénients respectifs de l'impôt unique sur le revenu global et des impôts cédulaires. (*Bulletin d'Information et de Documentation du Conseil Central de l'Economie, Bruxelles, n° 22, mai 1961, pp. 9-22.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

VANDEPUTTE R., Quelques aspects de l'activité de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. (*Institut belge de Science politique, Bruxelles, 1961, 106 p.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BERNSTEIN E., The Adequacy of United States Gold Reserves. (*American Economic Review, Evanston, Illinois, LI, n° 2, mai 1961, pp. 439-446.*)

BERNSTEIN, E., The Reserve Centres and the International Monetary Fund. (*The Irish Banking Review, Dublin, juin 1961, pp. 17-22.*)

CARRIERE J., Les places financières du Marché Commun devant la libération des mouvements de capitaux. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 36, mai 1961, pp. 202-214.*)

COLLIN F. & LEEMAN A., De eerste internationale lening in rekenmunt. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLVI, n° 2.291, 21 juin 1961, pp. 617-619.*)

FURTH H., Unbalanced International Accounts : Diagnosis and Therapy. (*American Economic Review, Evanston, Illinois, LI, n° 2, mai 1961, pp. 430-438.*)

GAMBINO A., La possibilità di espansione della liquidità internazionale. (*Bancaria, Rome, XVII, n° 4, avril 1961, pp. 413-418.*)

La libération des transactions invisibles courantes et des mouvements de capitaux par l'O.E.C.E. (*Paris, O.E.C.E., 1961, 53 p.*)

MEADE J., The Future of International Trade and Payments. (*The Three Banks Review, Edimbourg, n° 50, juin 1961, pp. 15-38.*)

SOHMEN E., Flexible Exchange Rates; Theory and Controversy. (*Chigaro, 1961, XIV+172 p.*)

SOHMEN E., Marktwirtschaftliche Wechselkurspolitik. (*Der Volkswirt, Francfort-sur-le-Main, XV, n° 20, 20 mai 1961, pp. 862-864.*)

TRIFFIN R., Altman on Triffin. A Rebuttal. (*Banca Nazionale del Lavoro, Quarterly Review, Rome, n° 56, mars 1961, pp. 31-50.*)

ZOLOTAS X., The Problem of the International Monetary Liquidity. (*Bank of Greece, Athenes, 1961, 13 p.*)

9. INTEGRATION EUROPEENNE

MARJOLIN R., Le Marché Commun et l'unification de l'Europe. (*Société Royale d'Economie politique de Belgique, Comptes rendus des travaux, Bruxelles, n° 276, janvier 1961, 23 p.*)

10. GENERALITES

De Belgische economie in 1970. Notulen. (*Vereniging voor Economie, Université d'Etat de Gand, 1961, pp. 799-1.163.*)

L'avenir du charbon belge. (*Fédération charbonnière de Belgique, Bruxelles, 1961, 30 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 30 mai 1961

modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1960 fixant :

- a) les conditions de revenus pour la prise en location des logements vacants appartenant aux sociétés agréées par la Société Nationale du Logement ou à la Société Nationale elle-même; b) le taux des loyers des logements appartenant auxdites sociétés, modifié par l'arrêté royal du 28 février 1961 (Moniteur du 1^{er} juin 1961, p. 4.613).

Loi du 30 mai 1961

portant certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis en raison des troubles sociaux survenus en Belgique (Moniteur du 2 juin 1961, p. 4.640). Erratum (Moniteur du 5 juin 1961, p. 4.723).

Article 1^{er}. — En matière civile et commerciale, le juge peut, nonobstant toute clause ou disposition contraire, eu égard à la situation des parties, faire surseoir aux poursuites ou accorder des délais de paiement aux personnes physiques ou morales qui, en raison des troubles sociaux survenus en Belgique du 20 décembre 1960 au 23 janvier 1961, éprouvent des difficultés graves à respecter leurs obligations nées avant le 23 janvier 1961.

Loi du 31 mai 1961

portant, en raison des événements survenus au Congo, certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis (Moniteur du 2 juin 1961, p. 4.642).

Article 1^{er}. — En matière civile et commerciale, le juge peut, nonobstant toute clause ou disposition contraire, eu égard à la situation des parties, faire surseoir aux poursuites ou accorder des délais de paiement aux personnes physiques ou morales qui éprouvent, en raison des événements survenus sur le territoire de la République du Congo, des difficultés graves à respecter leurs obligations nées avant le 31 décembre 1960.

Arrêté royal du 31 mai 1961

Association internationale « Centre international de Documentation économique et sociale africaine » (Moniteur du 14 juin 1961, p. 4.977).

Arrêté royal du 2 juin 1961

portant création du Comité ministériel de coordination économique et sociale et des comités ministériels qui en dépendent (Moniteur du 5 juin 1961, p. 4.720).

Article 1^{er}. — Il est institué, au sein du Conseil des Ministres, un Comité ministériel de coordination économique et sociale.

En font partie :

le Premier Ministre, chargé de la Coordination économique et de la Coordination de la Politique scientifique,
le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères,
le Ministre de la Justice,
le Ministre de la Défense Nationale,
le Ministre des Finances,
le Ministre de l'Agriculture,
le Ministre des Affaires Economiques et de l'Energie,
le Ministre de la Prévoyance Sociale,
le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction Publique,
le Ministre des Travaux Publics.

Art. 3. — Le Comité ministériel de coordination économique et sociale a pour mission d'arrêter les directives générales de la politique économique, financière et sociale du Gouvernement et d'en coordonner l'exécution, avec l'assistance des comités visés à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 7. — Il est institué, au sein du Conseil des Ministres et sous la dépendance du Comité ministériel de coordination économique et sociale :

un Comité des finances et du budget;
un Comité d'expansion économique et de politique régionale;
un Comité des investissements publics et des transports;
un Comité de la politique sociale et familiale;
un Comité de la politique économique et sociale extérieure.

II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal et arrêté ministériel du 18 mai 1961

relatifs à l'émission aux Pays-Bas d'un emprunt extérieur à 4 ¾ p.c. de 75 millions de florins des Pays-Bas (Moniteur du 5 juin 1961, p. 4.723).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à contracter aux Pays-Bas, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt de septante-cinq millions de florins des Pays-Bas, dénommé « emprunt extérieur 4 ¾ p.c. 1961 de 75 millions de florins des Pays-Bas ».

Art. 2. — Cet emprunt peut être cédé ferme.

Art. 3. — L'emprunt est représenté par 75.000 obligations au porteur de 1.000 florins des Pays-Bas chacune.

Ces obligations portent intérêt au taux de 4 ¾ p.c. l'an à partir du 1^{er} juillet 1961 et sont munies de 20 coupons d'intérêt annuels de 47,50 florins des Pays-Bas chacun, payables le 1^{er} juillet des années 1962 à 1981.

Art. 4. — Les obligations sont amortissables au pair à partir de la sixième année en 15 annuités de 5 millions de florins des Pays-Bas, échéant le 1^{er} juillet de chacune des années 1967 à 1981.

Art. 5. — L'Etat belge se réserve la faculté de procéder anticipativement, au 1^{er} juillet 1971 ou à toute échéance annuelle d'amortissement postérieure, au remboursement total ou partiel des obligations restant en circulation, ce moyennant un préavis d'au moins un mois et de six mois au plus en cas de remboursement anticipé total et de dix jours au moins avant le tirage au sort en cas de remboursement anticipé partiel.

Le remboursement anticipatif total ou partiel, effectué à une échéance annuelle d'une des années 1971 à 1975 se fait à 101 ½ p.c. de la valeur nominale des obligations appelées à ce remboursement anticipatif; ce remboursement se fait à 101 p.c. de la valeur nominale s'il est effectué à une échéance annuelle des années 1976 ou suivantes.

Tout remboursement anticipatif partiel porte sur un montant de 5.000.000 florins des Pays-Bas ou sur un multiple de ce montant et les obligations à rembourser sont désignées par un tirage au sort à effectuer dans la première quinzaine du mois de mai qui précède la date fixée pour leur remboursement.

Tout montant amorti anticipativement réduit à due concurrence le montant des annuités ultérieures dans l'ordre inverse de leur échéance.

Art. 7. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux Pays-Bas, en florins des Pays-Bas, aux guichets des établissements désignés par les banquiers preneurs de l'emprunt.

Art. 8. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Art. 9. — Les coupons se prescrivent après cinq ans à compter de la date de leur échéance et les obligations après trente ans à compter de la date fixée pour leur remboursement.

..

Article 1^{er}. — Les obligations de l'emprunt extérieur 4 ¾ p.c. 1961 de 75 millions de florins des Pays-Bas, dont les conditions font l'objet de l'arrêté royal de ce jour, sont cédées ferme à un groupe de banques des Pays-Bas, suivant une convention à conclure à cette fin entre l'Etat et les représentants de ce groupe.

Art. 2. — Les obligations de cet emprunt sont mises en souscription publique aux Pays-Bas par les preneurs, au pair de la valeur nominale.

Arrêté royal et arrêté ministériel du 31 mai 1961

relatifs à l'émission de l'emprunt 1961-1973 (Moniteur du 2 juin 1961, p. 4.650).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1961-1973 ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...), portant intérêt aux taux indiqués ci-après :
5,25 p.c. l'an à partir du 18 juin 1961 jusqu'au 17 juin 1966;
5,50 p.c. l'an à partir du 18 juin 1966 jusqu'au 17 juin 1970;
5,75 p.c. l'an à partir du 18 juin 1970 jusqu'au 17 décembre 1973.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année, suivant les modalités ci-après.

Ce remboursement est effectué aux taux ci-après :
le 18 juin des années 1963 à 1966 : à 100,50 p.c.;
le 18 juin des années 1967 à 1970 : à 102 p.c.;
le 18 juin des années 1971 à 1973 : à 104 p.c.

Les obligations non amorties avant le 18 décembre 1973 sont remboursables à cette date à 104 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations :

le 18 juin 1966, à 100,50 p.c. de leur valeur nominale;
le 18 juin 1970, à 102 p.c. de leur valeur nominale.

..

Arrêté royal du 6 juin 1961

.....
Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 985 francs net par 1.000 francs de capital nominal; il est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.
.....

Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.
.....

Loi du 31 mai 1961

contenant le budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1961 (Moniteur du 15 juin 1961, p. 5.009).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1961 afférentes au Ministère de la Prévoyance Sociale (...), des crédits s'élevant à la somme de 6.691.673.000 francs.
.....

Loi du 31 mai 1961

contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1961 (Moniteur du 21 juin 1961, p. 5.161).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires du Ministère de la Justice afférentes à l'exercice 1961 (...), des crédits s'élevant à la somme de 2.114.843.000 francs.
.....

Arrêté royal du 2 juin 1961

modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1960, relatif à l'intervention financière de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et de wateringues (Moniteur du 16 juin 1961, p. 5.048).

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur du 19 juin 1961, p. 5.104).

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée à un nouvel emprunt, au montant effectif de 100 millions de francs à émettre par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et dont la souscription sera réservée à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.).

Art. 2. — Le produit de l'emprunt sera affecté à la réalisation d'un programme complémentaire de construction de logements réservés au personnel des entreprises minières, de la sidérurgie et de la métallurgie.

Art. 3. — L'emprunt peut être émis par tranches et les conditions en seront soumises à l'approbation préalable du Ministre des Finances.
.....

Loi du 13 juin 1961

contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des recettes extraordinaires pour l'exercice 1961 (Moniteur du 16 juin 1961, p. 5.049).

Article 1^{er}. — Pour l'exercice 1961, les recettes ordinaires de l'Etat sont évaluées :

Pour les impôts, à	F	114.592.200.000
Pour les taxes, péages et redevances, à		4.538.415.000
Pour les revenus patrimoniaux, d'exploitation et financiers, à		1.404.826.000
Pour les remboursements, à		1.089.082.000
Pour les produits divers, à		1.110.887.000
Pour les recettes résultant de la guerre, à ...		169.285.000
Soit ensemble	F	122.904.695.000

.....

Art. 2. — Pour l'exercice 1961, les recettes extraordinaires sont évaluées à la somme de 610.603.000 francs (...).
.....

Loi du 13 juin 1961

contenant le budget de la gendarmerie pour l'exercice 1961 (Moniteur du 20 juin 1961, p. 5.120).

III. — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 31 mai 1961

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 6 juin 1961, p. 4.753).

IV. — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté royal du 23 mai 1961

ordonnant une statistique annuelle de la production dans l'industrie de la construction (Moniteur du 14 juin 1961, p. 4.984).

V. — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 30 mai 1961

rendant obligatoire la décision du 20 mars 1961 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire concernant la classification des travailleurs occupés dans les entreprises de torréfaction de café et de chicorée (Moniteur du 9 juin 1961, p. 4.837).

Arrêté royal du 19 juin 1961

rendant obligatoire la décision du 22 mars 1961 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil modifiant la décision du 8 avril 1959 de la même commission concernant la durée du travail et les salaires dans les entreprises de l'apprêt et de la teinture de pelleteries autres que de lapin, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 mai 1959 (Moniteur du 28 juin 1961, p. 5.303).

Arrêté ministériel du 23 juin 1961

modifiant l'arrêté ministériel du 20 mars 1956, organisant la mise au travail des chômeurs par les provinces, les communes et les établissements publics (Moniteur du 28 juin 1961, p. 5.307).

VII. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 2 juin 1961

modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1960, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 5 juin 1961, p. 4.725).

Arrêté ministériel du 7 juin 1961

fixant les droits spéciaux à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 9 juin 1961, p. 4.817).

Arrêté ministériel du 20 juin 1961

Arrêtés royaux du 6 juin 1961

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 24 juin 1961, p. 5.249).

modifiant et complétant l'arrêté ministériel du 28 décembre 1960, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 26 juin 1961, p. 5.268).

VIII. — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Accord

relatif aux transports aériens entre la Belgique et la Tunisie et Annexe, signés à Tunis, le 24 juin 1958 (Moniteur du 24 juin 1961, p. 5.245).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 15 mai 1961

rendant obligatoire la décision du 16 mars 1961 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie modifiant la décision du 27 octobre 1960 concernant la fixation des salaires et des conditions de travail des ouvriers occupés dans la batellerie et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 31 janvier 1961 (Moniteur du 2 juin 1961, p. 4.662).

Arrêté royal du 2 juin 1961

rendant obligatoire la décision du 5 avril 1961 de la Commission paritaire nationale de l'agriculture modifiant les décisions du 3 février 1954 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles, portant classification des travailleurs agricoles, fixation de leurs salaires minimums, rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume et modification de la durée de validité de certaines décisions, rendues obligatoires par l'arrêté royal du 30 mars 1954 (Moniteur du 12 juin 1961, p. 4.918).

Arrêté royal du 13 juin 1961

rendant obligatoire la décision du 22 août 1960 de la Commission paritaire nationale de la préparation du lin concernant la fixation des salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières relevant de cette commission, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 27 juin 1961, p. 5.288).

Arrêté royal du 13 juin 1961

rendant obligatoire la décision du 1^{er} juin 1960 de la Commission paritaire nationale de l'ameuble-

ment et de l'industrie transformatrice du bois, modifiant la décision du 2 juillet 1958 de la même commission, fixant les salaires des travailleurs manuels occupés dans les entreprises relevant de la même commission, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 6 janvier 1959 (Moniteur du 27 juin 1961, p. 5.290).

Arrêté royal du 19 juin 1961

rendant obligatoire la décision du 22 mars 1961 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil modifiant la décision du 8 avril 1959 de la même commission concernant la durée du travail et les salaires dans les entreprises de l'apprêt et de la teinture de pelleteries autres que de lapin, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 mai 1959 (Moniteur du 28 juin 1961, p. 5.303).

Arrêté royal du 19 juin 1961

rendant obligatoire la décision du 22 mars 1961 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil concernant la fixation des salaires dans les entreprises de la fabrication industrielle et de la fabrication artisanale de fourrure (Moniteur du 28 juin 1961, p. 5.305).

**X. — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)**

Arrêté royal du 13 juin 1961

adaptant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs en matière d'organisation du régime des pensions de retraite et de veuve aux dispositions de la loi du 12 avril 1960, unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail (Moniteur du 22 juin 1961, p. 5.188).

Arrêté royal du 16 juin 1961

portant modification de l'arrêté royal du 3 décembre 1930 portant institution et organisation de caisses spéciales pour allocations familiales (Moniteur du 28 juin 1961, p. 5.301).

Arrêté royal du 16 juin 1961

portant modification de l'arrêté royal du 26 novembre 1932 portant institution et organisation d'une Caisse spéciale pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire (Moniteur du 28 juin 1961, p. 5.302).

Arrêté royal du 23 juin 1961

modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 28 juin 1961, p. 5.302).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1958	1959 2	1960 2
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.079	9.129	9.178
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.904	5.902	
dont : Hommes	»	2.902	2.929	2.927	
Femmes	»	2.948	2.975	2.975	
Population active 1 :	Revue du Travail	3.481	3.512	3.501	3.504
dont : Agriculture	»	423	276	264	257
Industries extractives	»	191	168	151	131
Industries manufacturières	»	1.311	1.194	1.174	1.203
Bâtiment et construction	»	197	240	242	241
Transports	»	243	248	244	240
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.266	1.284	1.312
Chômeurs complets	»	92	120	142	120

1 Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

2 Chiffres pour la population active : provisoires.

I - 2. — REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :										
a) Salaires et traitements	112,50	121,99	139,39	146,91	151,90	160,86	173,30	187,52	192,98	195,00
b) Rémunération des forces armées ...	4,35	5,22	6,59	8,70	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,45
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale ...	16,28	16,19	18,29	21,38	22,10	24,08	26,33	29,95	30,73	29,83
Total ...	133,13	143,40	164,27	176,99	183,04	194,55	208,99	227,37	234,34	236,28
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	22,06	19,41	21,58	22,09	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,42
b) Professions libérales	6,26	6,78	7,90	8,65	9,29	9,51	9,25	10,20	11,15	11,99
c) Commerce et artisanat	62,60	62,10	64,60	66,10	69,30	71,90	74,50	74,60	74,70	76,30
Total ...	90,92	88,29	94,08	96,84	100,02	103,02	104,58	108,07	108,11	111,71
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	3,75	4,46	5,22	4,86	5,31	6,07	6,51	6,28	5,73	6,22
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :										
a) Intérêts	6,16	7,25	7,79	9,51	10,68	11,87	12,78	13,56	14,67	15,71
b) Loyers	14,10	16,80	18,00	23,90	26,90	28,00	30,00	31,00	33,40	35,80
c) Dividendes et tantièmes	5,68	6,73	8,59	8,79	8,94	10,32	11,93	12,93	11,91	11,16
Total ...	25,94	30,78	34,38	42,20	46,52	50,19	54,71	57,49	59,98	62,67
5. Libéralités des sociétés	0,21	0,31	0,40	0,34	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	4,11	7,31	9,81	6,24	8,80	11,38	12,51	9,40	6,33	10,59
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique	4,30	4,64	8,22	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,84	7,60
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	0,08	0,88	0,91	1,89	1,67	1,56	1,43	1,43	0,09	1,46
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,23	0,44	0,51	0,52	0,72	0,97	0,82	0,84	0,92	0,79
10. Moins : intérêts de la dette publique	-6,70	-7,17	-7,30	-8,22	-8,98	-10,09	-10,62	-11,04	-11,89	-13,20
Revenu national net au coût des facteurs	255,97	273,34	310,50	328,99	344,36	364,87	387,72	408,99	411,82	424,52

I - 3. — **PRODUIT NATIONAL BRUT**

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

I - 3a. — **P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS**

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquées de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

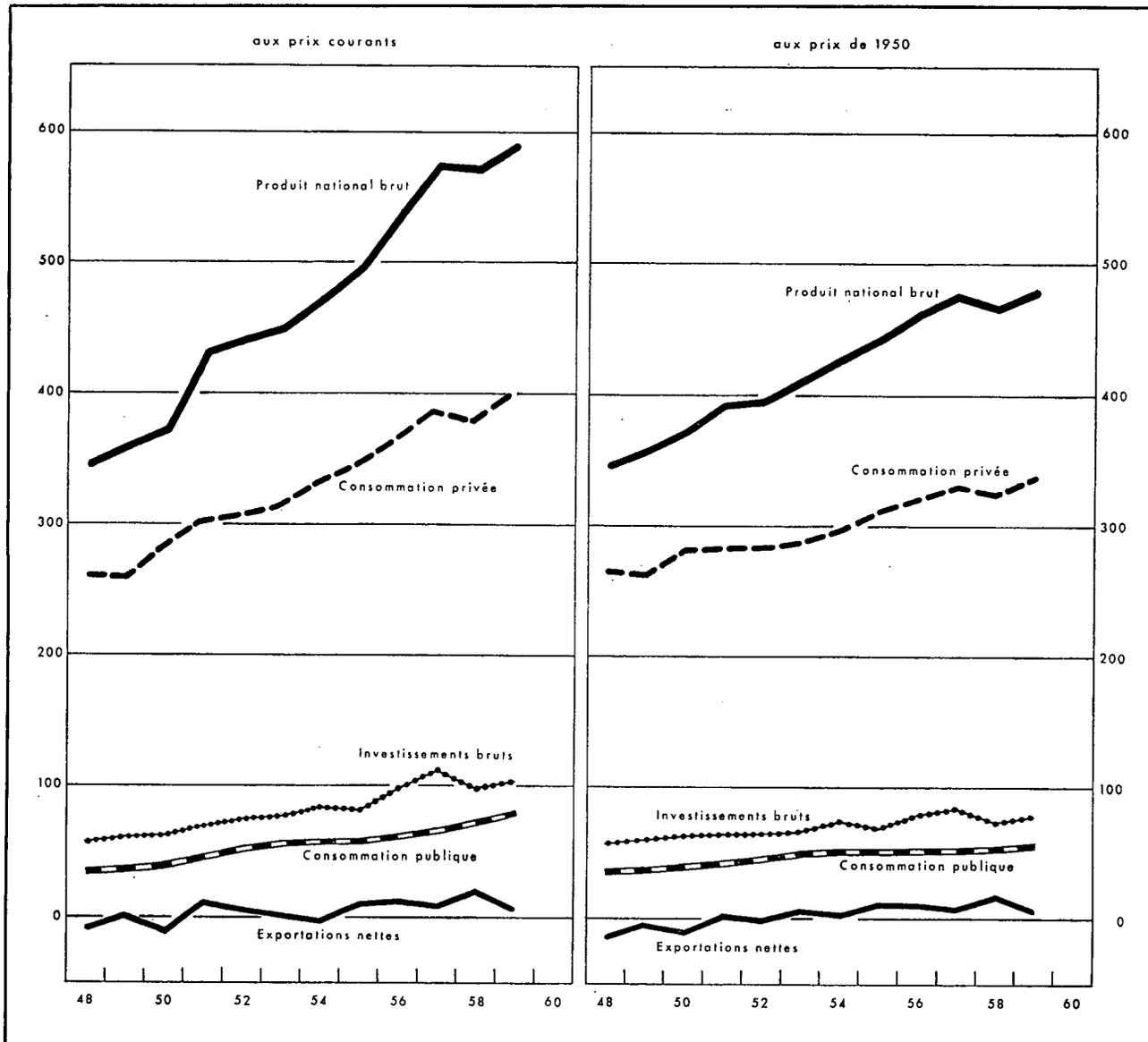
	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
A. Agriculture, sylviculture, pêche	32,2	30,6	33,4	35,3	35,6	34,9	34,6	36,1	32,8	33,9
B. Energie	19,1	23,6	26,7	29,2	28,8	30,8	33,1	35,2	33,5	29,6
C. Industries alimentaires et tabac	25,9	25,9	30,4	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	42,6
D. Textile et vêtement ...	17,0	18,2	20,3	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,6	18,3
H. Matériaux de construction	8,4	8,3	10,3	10,0	11,1	12,8	14,3	13,7	13,7	14,5
I. Métallurgie de base ...	11,5	10,0	17,0	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	23,1
J. Fabrications métalliques	23,5	20,9	28,3	28,3	29,2	31,5	35,7	38,0	37,8	38,6
E. F. G. K. autres industries	22,5	27,2	34,2	32,1	36,3	40,8	44,2	46,0	45,6	48,8
<i>Ensemble des industries (B à K) ¹</i>	127,9	134,1	167,2	159,4	168,8	184,1	204,3	215,0	208,4	215,7
L. Construction	17,6	23,4	23,2	25,4	27,6	27,1	30,3	36,1	32,9	34,2
M. Transports et communications	22,0	25,9	30,1	32,1	32,8	35,4	39,0	41,2	41,8	41,6
N. Commerce de gros et de détail	23,7	25,8	27,6	27,5	29,0	30,1	32,1	34,0	32,7	34,2
O. Finance, Banque, Assurance	6,3	7,1	8,3	9,3	9,9	10,6	11,7	12,5	12,6	13,3
P. Immeubles d'habitation	20,7	24,6	26,9	31,0	35,3	36,5	37,3	38,2	38,8	39,8
S. Administration civile et défense	28,4 ¹	25,4	30,0	35,3	36,8	38,0	40,4	43,5	47,3	48,2
Q. R. T. Services divers ...	38,3	46,6	50,7	54,6	56,6	59,4	62,4	66,4	71,5	75,0
U. Contribution du Reste du monde	5,7	4,9	5,7	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7
V. Produit national brut identifié au coût des facteurs (A à U)	322,8	348,4	403,2	414,9	438,0	462,4	500,8	531,9	527,6	543,7
W. Impôts indirects moins subventions	24,5	28,6	31,3	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	41,8	44,9
<i>Impôts indirects ...</i>	32,6	32,6	36,6	39,2	40,7	44,8	49,2	51,5	52,4	54,4
<i>Moins subventions ...</i>	- 8,1	- 4,0	- 5,2	- 3,8	- 4,8	- 5,4	- 7,5	- 7,3	-10,6	- 9,5
X. Produit national brut aux prix du marché (V + W)	347,3	377,0	434,5	450,3	473,8	501,8	542,6	576,1	569,4	588,6
Y. Ajustement statistique .	- 0,2	- 2,9	- 2,9	0	+ 0,2	- 4,5	- 2,6	- 0,4	+ 4,7	+ 2,5
Z. Produit national brut aux prix du marché (X + Y)	347,1	374,1	431,6	450,3	474,0	497,3	539,9	575,7	574,1	591,1

¹ Les dépenses d'enseignement public n'ayant pu être isolées pour 1948 des autres dépenses de l'Etat, la valeur ajoutée correspondante est incluse dans la rubrique « Administration civile et défense ».

I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).



I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	261,0	281,9	302,8	314,5	332,3	345,7	365,4	387,6	380,5	400,6
2. Consommation publique	35,8	40,6	47,4	56,7	58,7	59,5	63,4	67,2	74,3	80,3
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i>	52,5	61,4	63,4	73,9	79,6	81,2	93,3	102,9	99,7	100,1
<i>Etat</i>	47,8	52,8	51,7	59,4	65,7	69,4	79,9	88,6	87,8	87,4
<i>Etat</i>	4,7	8,6	11,8	14,5	13,9	11,8	13,4	14,3	11,9	12,8
4. Accroissement de stocks	4,7	0,1	6,1	2,5	4,3	0,0	5,0	8,0	- 1,0	3,0
5. Dépenses intérieures de l'économie	354,0	384,0	419,7	447,6	474,9	486,4	527,1	565,7	553,5	584,0
6. Exportations nettes :										
<i>Exportations</i>	-6,9	-9,9	11,9	2,7	-0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,1
<i>Moins importations</i> ...	85,0	97,1	146,8	130,1	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	193,4
<i>Moins importations</i> ...	91,9	107,0	134,9	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	186,3
7. Produit national brut ...	347,1	374,1	431,6	450,3	474,0	497,3	539,9	575,7	574,1	591,1

I - 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1950

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	265,7	281,9	283,9	289,2	299,1	311,7	321,6	330,5	322,5	338,9
2. Consommation publique	38,4	40,6	44,3	50,1	51,9	51,2	52,5	53,0	54,9	57,2
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i>	46,6	52,8	48,4	51,5	57,7	60,6	66,1	67,4	65,5	65,9
<i>Etat</i>	5,0	8,6	9,8	12,1	12,0	9,0	9,7	9,5	8,4	8,8
4. Accroissement de stocks	4,6	0,1	5,2	2,0	4,0	— 0,3	3,8	7,1	— 0,6	2,4
5. Dépenses intérieures de l'économie	360,3	384,0	391,6	404,9	424,7	432,2	453,7	467,5	450,7	473,2
6. Exportations nettes :	— 13,8	— 9,9	3,2	6,7	4,0	12,4	10,2	9,1	18,0	7,2
<i>Exportations</i>	81,9	97,1	111,6	118,2	128,8	149,6	163,9	167,5	173,4	181,4
<i>Moins importations</i> ...	95,7	107,0	108,4	111,5	124,8	137,2	153,7	158,4	155,4	174,2
7. Produit national brut ...	346,5	374,1	394,8	411,6	428,7	444,6	463,9	476,6	468,7	480,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *Annuaire Démographique (O.N.U.)*. — *Revue Internationale du Travail (B.I.T.)*. — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.)*.

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.)* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Bulletin statistique (O.E.C.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.)*.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)	
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport		
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	93,7	97,8
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,2	89,5	99,5	99,7
1959 4 ^e trimestre .	97,9	84,6	99,0	102,2	94,5	101,4	96,8	88,2	100,9	103,4
1960 1 ^{er} trimestre .	95,9	82,4	98,5	101,8	97,8	104,5	94,7	86,0	99,9	95,0
2 ^e trimestre .	97,5	78,7	100,0	102,8	96,6	107,1	97,8	90,6	99,1	100,6
3 ^e trimestre .	98,3	73,9	101,6	103,8	99,1	110,8	101,7	92,9	98,6	102,4
4 ^e trimestre .	98,6	72,7	102,6	105,1	101,8	112,9	106,8	88,5	100,3	100,7
1959 Décembre	96,8	83,9	98,5	102,6	94,1	102,1	97,9	87,4	100,9	99,3
1960 Janvier	95,6	83,1	98,5	102,2	97,0	102,1	97,1	84,4	100,6	92,5
Février	94,8	82,4	97,6	101,3	98,2	105,0	92,7	85,2	99,4	91,9
Mars	97,3	81,6	99,3	102,0	98,2	106,4	94,2	88,5	99,7	100,6
Avril	97,2	80,4	99,5	102,3	96,3	105,9	96,7	89,3	99,4	99,9
Mai	97,5	78,4	100,1	102,9	96,2	107,4	97,8	91,4	98,7	100,4
Juin	97,8	77,2	100,5	103,2	97,2	108,0	98,9	91,2	99,1	101,5
Juillet	97,5	74,9	100,5	102,9	97,1	109,6	99,5	92,3	97,5	101,4
Août	98,3	73,3	101,7	103,6	99,7	110,9	101,9	93,8	99,0	102,5
Septembre ...	99,1	73,4	102,6	104,9	100,5	111,8	103,8	92,5	99,4	103,4
Octobre	99,0	72,9	102,7	103,2	100,7	113,4	105,4	88,8	100,0	102,5
Novembre ...	98,9	72,7	102,8	105,7	101,0	113,0	106,2	89,8	100,8	101,6
Décembre	97,8	72,4	102,2	106,3	103,6	112,4	108,8	86,9	100,0	97,9
1961 Janvier	95,3	71,3	101,5	105,9	102,6	109,6	111,5	83,7	99,0	86,4
Février	97,2	71,5	102,4	105,5	103,2	114,4	110,3	86,1	99,9	94,0

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs		
						Complets	Partiels et accidentels	
1951	303	206,5	153,4	53,1	5.215	20,3	8,0	4,8
1952	302	246,5	173,6	72,9	6.204	20,4	8,7	9,2
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.866	20,2	8,9	22,7
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.718	20,5	8,5	9,8
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.656	20,0	7,0	10,5
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,6	7,9	17,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8
1960 2 ^e trimestre	74	148,6	105,1	43,5	3.664	20,2	6,9	12,9
3 ^e trimestre	76	123,0	92,3	30,7	3.117	20,2	5,0	13,2
4 ^e trimestre	76	137,4	104,0	33,4	3.481	20,6	5,6	6,5
1961 1 ^{er} trimestre	78	177,4	119,2	58,2	4.614	22,0	8,2	4,3
2 ^e trimestre	74	111,1	85,0	26,1				
1960 Avril	23	161,3	115,0	46,3	3.709	19,5	6,7	11,2
Mai	28	147,9	103,7	44,2	4.140	22,4	7,6	13,3
Juin	23	136,6	96,9	39,7	3.142	18,7	6,4	14,3
Juillet	29	127,5	95,0	32,5	3.699	22,4	5,3	12,2
Août	23	121,5	91,7	29,8	2.795	19,1	4,5	13,7
Septembre	24	119,0	89,5	29,5	2.856	19,0	5,2	13,8
Octobre	29	121,2	94,3	26,9	3.515	22,5	5,6	8,4
Novembre	23	132,2	105,0	27,2	3.040	19,1	6,0	6,6
Décembre	24	162,0	114,7	47,3	3.889	20,3	5,2	4,4
1961 Janvier	30	225,5	128,1	97,4	6.766	25,2	9,5	3,0
Février	24	159,8	121,6	38,2	3.835	20,4	7,0	4,3
Mars	24	135,0	105,7	29,3	3.240	20,1	6,0	5,7
Avril	28	120,4	92,8	27,6	3.370	22,5	6,9	7,7
Mai	22	108,9	83,1	25,8	2.396	18,3	6,0	8,7
Juin	24	102,4	77,6	24,8				

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

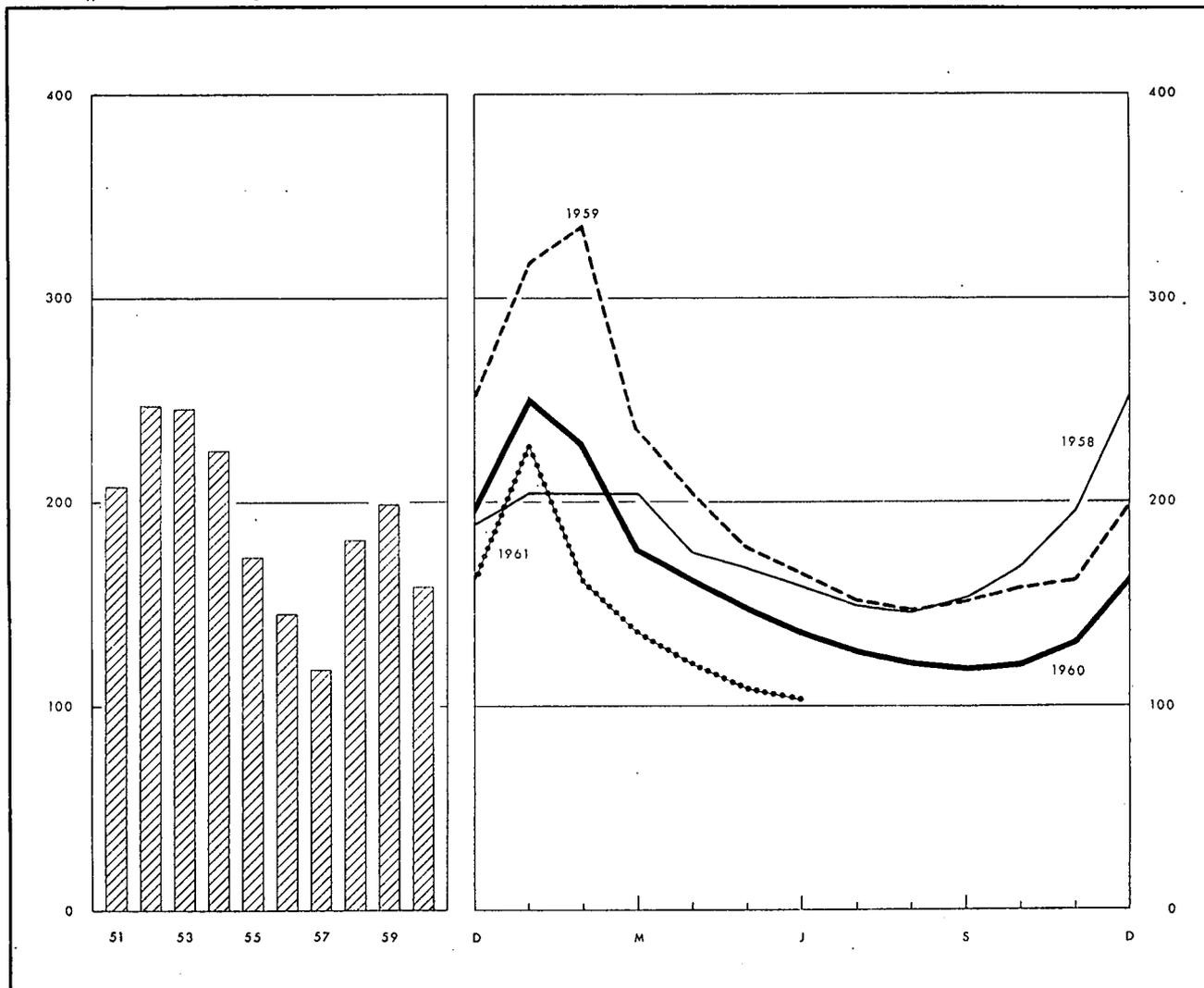
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		1958	1959	1960	1961
1952	247	289	239	206	251	Janvier	204	317	252	226
1953	246	296	230	212	243	Février	204	335	229	160
1954	225	319	219	179	179	Mars	204	236	177	135
1955	172	280	152	116	137	Avril	175	205	161	120
1956	145	247	122	95	115	Mai	167	177	148	109
1957	117	144	96	88	138	Juin	159	165	137	102
1958	181	204	166	149	204	Juillet	150	152	128	
1959	199	292	182	150	171	Août	146	146	122	
1960	158	221	149	123	137	Septembre	153	151	119	
1961		177	111			Octobre	168	157	121	
						Novembre	195	161	132	
						Décembre	253	199	162	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (est.)
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	259	274	272	260	280	296	275	273	258
dont : froment	170	184	191	188	208	219	201	203	205
seigle	82	82	74	68	66	69	66	63	46
Céréales non panifiables	258	233	234	254	238	240	256	252	261
Plantes industrielles	96	95	98	99	92	94	89	96	92
Plantes racines et tuberculifères	161	163	152	151	145	141	143	131	118
Légumes cultivés pour la graine	12	13	13	14	13	12	12	11	10
Prés et prairies	821	815	815	818	814	811	827	819	819
Divers	148	149	147	132	137	128	133	156	157
Total ...	1.755	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.715
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	560	575	714	597	751	779	793	773	
Autres céréales	997	972	1.008	985	961	983	1.046	1.034	
Betteraves sucrières	2.389	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	
Lin (graines et paille)	193	236	272	235	182	170	125	214	
Chicorée à café	34	109	95	54	51	56	44	55	
Pommes de terre	1.919	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	219	208	195	189	182	178	170	159	147
Total des bovidés	2.291	2.373	2.893	2.413	2.485	2.596	2.630	2.690	2.700
dont : vaches laitières et de trait	930	971	985	973	976	995	1.012	1.022	1.020
Porcs	1.156	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.447	1.726	1.760
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.091	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	370	381	392	400	391	412	424	441	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

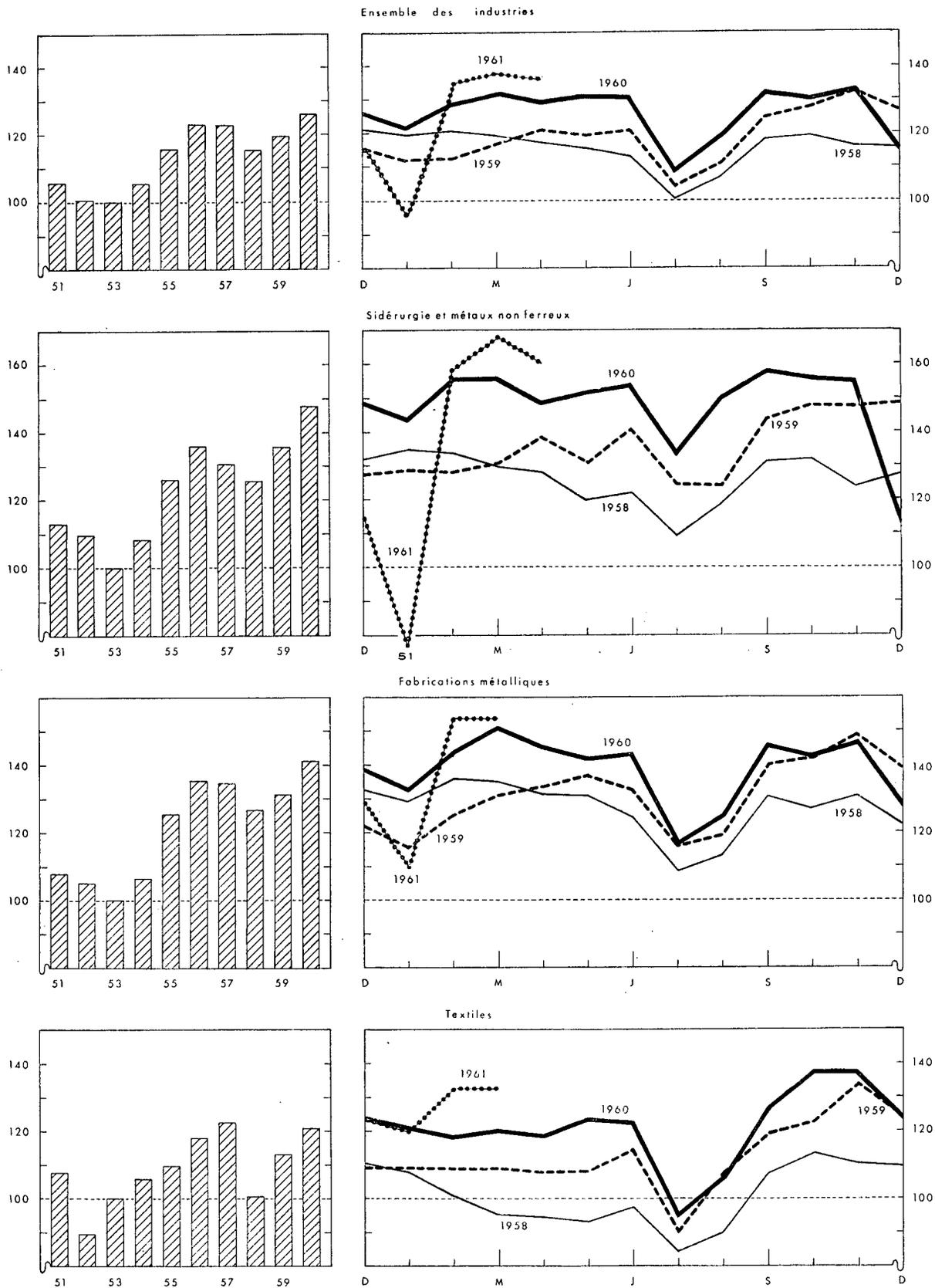
Source : Institut National de Statistique.

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Aiglefin	387	383	448	546	519	445	374	232	262
Cabillaud	678	852	715	870	764	662	834	653	689
Plie	337	421	378	392	379	427	451	381	390
Sole	453	502	465	323	299	289	315	257	350
Raie	306	277	241	312	314	356	337	342	323
Hareng	1.168	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	308
Crevettes	217	164	122	178	266	84	64	89	38

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

Base 1953 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille				Rendement journalier par ouvrier fond et surface (kg)	Electricité Production totale (millions kWh)	Pétroles bruts Mise en œuvre (millions l.)	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1				Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)				(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1951	2.471	225	—	2.866	734	771	83	75	141
1952	2.532	1.673	— 35	2.621	739	772	255	77	146
1953	2.505	3.074	— 133	2.479	766	799	308	75	145
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.468	1.019	1.176	669	109	200
1960 2 ^e trimestre	1.873	7.417	185	2.408	1.004	1.122	652	111	196
1960 3 ^e trimestre	1.757	6.979	135	2.419	1.021	1.132	725	113	197
1960 4 ^e trimestre	1.897	6.565	150	2.539	1.072	1.238	605	101	198
1961 1 ^{er} trimestre	1.761	6.505	162	2.326	1.071	1.194	712	88	187
1961 2 ^e trimestre	p 1.907	p 6.143							
1960 Avril	1.921	7.439	208	2.531	994	1.138	631	106	193
1960 Mai	1.869	7.441	209	2.390	1.005	1.130	580	114	200
1960 Juin	1.830	7.417	139	2.303	1.012	1.098	744	112	194
1960 Juillet	1.514	7.253	151	2.219	1.002	1.043	739	106	184
1960 Août	1.820	7.078	153	2.449	1.018	1.168	722	116	201
1960 Septembre	1.937	6.979	101	2.588	1.044	1.195	715	117	205
1960 Octobre	1.944	6.794	82	2.532	1.051	1.262	537	114	207
1960 Novembre	2.015	6.678	139	2.551	1.077	1.234	693	109	203
1960 Décembre	1.731	6.565	228	2.535	1.087	1.218	586	79	183
1961 Janvier	1.338	6.491	121	1.913	1.041	1.080	629	38	136
1961 Février	1.863	6.357	221	2.589	1.079	1.196	698	105	202
1961 Mars	2.082	6.505	145	2.476	1.094	1.306	810	121	224
1961 Avril	1.864	6.440			1.095	1.182	802	118	206
1961 Mai	p 1.922	p 6.288			p 1.104				
1961 Juin	p 1.940	p 6.143							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés, + la variation des stocks. (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue.)

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrímétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1951	417	324	2,51	1,88	4,39	3,83
1952	417	314	2,43	1,58	4,01	4,11
1953	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	p 7,25
1960 1 ^{er} trimestre	607	433	4,30	2,72	7,02	7,15
1960 2 ^e trimestre	610	409	4,33	2,82	7,15	7,61
1960 3 ^e trimestre	620	403	4,35	2,75	7,10	6,68
1960 4 ^e trimestre	560	382	4,63	3,42	8,05	p 7,55
1961 1 ^{er} trimestre	480	339	p 4,97	p 3,26	p 8,23	p 7,47
1960 Avril	593	401	4,43	2,79	7,22	7,80
1960 Mai	611	410	4,30	2,77	7,07	7,60
1960 Juin	626	417	4,26	2,91	7,17	7,44
1960 Juillet	565	348	3,55	2,70	6,25	5,99
1960 Août	643	414	4,63	2,51	7,14	6,34
1960 Septembre	651	446	4,88	3,04	7,92	7,70
1960 Octobre	638	435	4,70	2,80	7,50	7,49
1960 Novembre	606	411	4,61	3,31	7,92	7,27
1960 Décembre	436	299	4,58	4,16	8,74	p 7,88
1961 Janvier	130	118	p 4,45	p 2,72	p 7,17	p 5,58
1961 Février	600	414	p 4,94	p 3,29	p 8,23	p 7,45
1961 Mars	709	484	p 5,53	p 3,77	p 9,30	p 9,37
1961 Avril	p 627	p 424	p 5,65	p 4,82	p 10,47	p 8,19
1961 Mai	653 1	p 436				
1961 Juin	654 1					

1 Estimation sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et reconstructions totales	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1952	28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisation de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisation de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1960 1 ^{er} trimestre	3.227	2.395	492	356
2 ^e trimestre	4.093	3.568	661	521
3 ^e trimestre	3.370	3.131	618	531
4 ^e trimestre	3.096	2.506	529	436
1961 1 ^{er} trimestre p	3.810	2.769	573	436
1960 Février	2.939	2.163	408	290
Mars	3.887	3.727	628	492
Avril	4.054	3.770	634	492
Mai	4.126	3.579	657	530
Juin	4.098	3.354	691	540
Juillet	3.208	2.938	634	559
Août	3.347	3.187	564	541
Septembre	3.554	3.269	655	492
Octobre	3.499	2.879	500	478
Novembre	2.705	2.596	518	427
Décembre	3.083	2.044	570	403
1961 Janvier	3.265	1.674	447	317
Février	3.646	2.718	549	458
Mars p	4.518	3.914	723	532
Avril p	3.815	3.748	639	551

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique — Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energis*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹ (milliers de tonnes)	Tonnage total (milliers de tonnes)			dont		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustible et huiles minérales				Minerais			
1951	604	552	6.008	2.273	644	3.273	23,1	3,3
1952	629	506	5.501	2.153	661	2.608	28,7	4,2
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1960 1 ^{er} trimestre	695	545	5.189	2.001	1.170	182	66,3	9,7
2 ^e trimestre	717	521	5.053	1.913	1.156	216	141,3	16,6
3 ^e trimestre	736	516	4.972	1.871	1.206	198	123,7	14,2
4 ^e trimestre	711	518	5.065	1.957	1.090	581	103,5	14,6
1961 1 ^{er} trimestre	p 668	468	4.415	1.733	930	117		
1960 Mars	726	569	5.469	1.961	1.271	232	77,9	11,1
Avril	725	507	4.965	1.906	1.104	264	109,0	13,8
Mai	676	527	5.052	1.913	1.158	180	119,1	14,8
Juin	750	529	5.142	1.920	1.206	205	195,7	21,3
Juillet	728	478	4.496	1.673	1.127	170	98,4	10,7
Août	734	530	5.210	1.998	1.222	207	138,5	15,7
Septembre	745	541	5.209	1.942	1.268	218	134,3	16,3
Octobre	765	578	5.623	2.052	1.267	703	119,6	17,8
Novembre	725	567	5.587	2.172	1.209	753	87,2	12,0
Décembre	644	410	3.985	1.646	794	286	103,8	14,0
1961 Janvier	p 577	282	2.624	1.200	355	68		
Février	p 675	552	5.158	2.076	1.122	132		
Mars	p 752	570	5.462	1.924	1.314	150		
Avril	p 712	536	5.143	1.952	1.210	132		
Mai	p 760	553	5.304	2.039	1.193			

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1 b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1951	2.209	1.261	1.169	125	129	83
1952	2.335	1.304	986	126	130	78
1953	2.538	1.201	1.147	116	117	76
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1960 1 ^{er} trimestre	3.981	1.993	1.468	146	125	91
2 ^e trimestre	3.764	1.698	1.266	146	163	89
3 ^e trimestre	3.864	1.856	1.187	168	202	62
4 ^e trimestre	3.487	1.718	1.232	140	173	58
1961 1 ^{er} trimestre	3.567	1.674	1.160	121	154	51
1960 Mars	4.018	2.097	1.406	177	124	99
Avril	3.802	1.570	1.426	133	216	87
Mai	3.726	1.720	1.081	142	126	91
Juin	3.764	1.803	1.290	162	147	90
Juillet	4.086	1.800	1.183	166	174	68
Août	3.752	1.881	1.232	162	189	55
Septembre	3.755	1.888	1.146	175	243	62
Octobre	4.167	1.798	1.254	165	207	64
Novembre	3.642	1.923	1.280	156	103	47
Décembre	2.653	1.434	1.163	99	208	63
1961 Janvier	2.816	1.425	768	109	190	33
Février	3.875	1.887	1.226	131	124	61
Mars	4.011	1.709	1.486	124	147	60
Avril	3.788			115		
Mai	3.916			148		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1 c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
3.471	289
3.295	282
3.912	327
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
4.780	404
5.223	449
5.327	458
5.056	431
5.405	453
5.087	434
5.265	452
5.318	462
5.251	453
5.321	460
5.408	460
5.537	492
5.149	425
4.483	376
3.899	320
4.327	364

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1951	538	402	27	23	34	5	10
1952	670	516	30	25	37	8	15
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	19
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1959 4 ^e trimestre	343	216	22	18	14	17	15
1960 1 ^{er} trimestre	302	171	19	16	11	15	10
2 ^e trimestre	1.193	862	57	32	107	36	32
3 ^e trimestre	3.335	2.619	176	64	261	60	41
4 ^e trimestre	373	235	23	19	15	18	15
1959 Décembre	320	213	20	17	10	12	10
1960 Janvier	292	190	18	16	10	14	9
Février	283	110	17	15	10	14	9
Mars	331	211	21	17	13	18	11
Avril	1.068	777	71	27	83	30	21
Mai	710	473	34	27	54	27	31
Juin	1.801	1.335	66	42	184	49	43
Juillet	4.477	3.732	132	68	318	63	51
Août	4.517	3.479	321	88	351	90	43
Septembre	1.009	643	74	35	113	32	30
Octobre	422	249	27	23	22	24	24
Novembre	351	224	24	17	12	17	13
Décembre	346	231	19	17	12	12	9
1961 Janvier	278	189	14	12	7	10	7
Février	303	193	19	16	10	14	9

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habil-le-ment	Ameu-blement	Ménage 1		Indice général	Hom-mes 2			Sous-vête-ments et acces-soires 3	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1952	99	97	103	99	97	97	103	104	95	98	98	96	96			
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100			
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104			
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	p 138	144	106	155	144	143	p 125	142			
1960 1 ^{er} trimestre	139	158	134	139	149	135	124	94	143	139	139	123	137			
2 ^e trimestre	153	152	168	141	155	135	174	109	153	140	145	126	141			
3 ^e trimestre	154	152	153	152	172	p 136	122	105	166	141	148	p 127	146			
4 ^e trimestre	179	173	180	133	172	p 144	157	118	159	157	140	p 124	143			
1961 1 ^{er} trimestre	146	155	148	152	156		146	120	p 154	p 144	145		p 148			
1960 Mars	151	167	147	153	164	137	139	79	151	142	143	122	140			
Avril	159	171	168	145	157	135	207	113	149	144	145	125	138			
Mai	152	147	168	148	158	135	173	103	150	139	143	125	139			
Juin	148	137	169	130	150	136	141	110	160	136	146	129	145			
Juillet	161	160	169	143	172	138	136	160	168	148	143	130	150			
Août	146	143	133	145	166	134	102	71	175	139	151	128	151			
Septembre	156	152	157	168	177	p 136	127	83	156	136	150	p 122	138			
Octobre	168	165	189	140	168	p 140	173	117	147	140	146	p 122	135			
Novembre	179	164	168	132	154	p 132	148	109	158	149	144	p 124	156			
Décembre	191	191	184	126	193	p 161	149	128	173	183	129	p 127	138			
1961 Janvier	129	136	139	132	126	p 143	131	168	p 154	p 142	125	p 128	p 147			
Février	142	154	131	157	167	p 134	126	72	p 147	p 144	153	p 128	p 148			
Mars	168	175	174	168	175		181	121	p 162	p 147	158		p 150			
Avril	153	159	162	141	156				p 147	p 147	139		p 136			
Mai	154	156	162	145	154						143					

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédit en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 2° semestre ...	1.202	530	130	542	8,37	1,47	3,43	3,47	3,84	0,99	1,30	1,55
1959 1 ^{er} semestre ...	1.179	524	130	525	8,31	1,55	3,37	3,39	3,96	1,10	1,36	1,50
2° semestre ...	1.205	532	133	540	8,60	1,82	3,18	3,60	4,23	1,29	1,27	1,67
1960 1 ^{er} semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2° semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83

2° Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 2° semestre	55	25	1	29	71,0	28,1	7,0	35,9
1959 1 ^{er} semestre	58	25	1	32	72,6	29,2	7,0	36,4
2° semestre	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 ^{er} semestre	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2° semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5

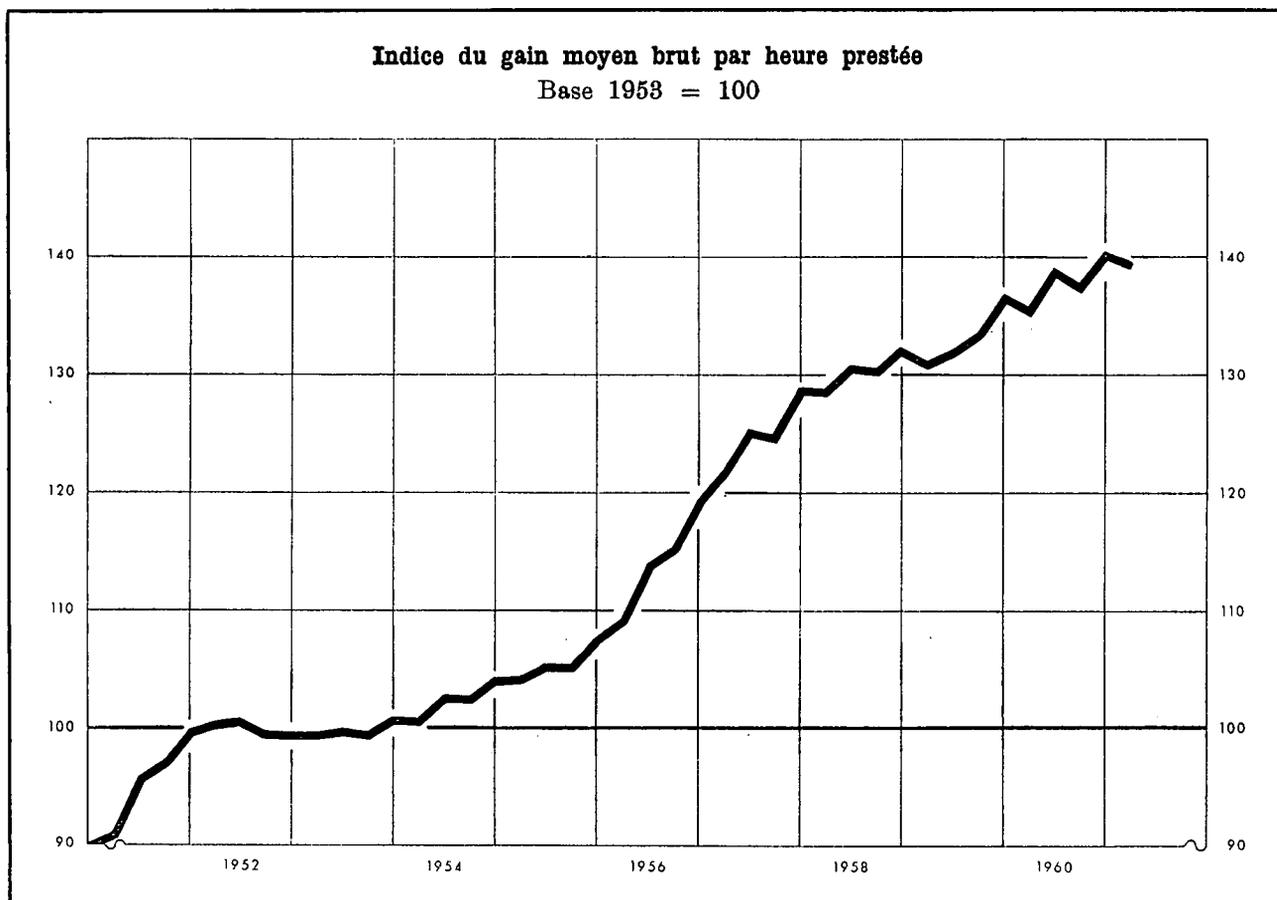
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1958 2° semestre ...	605	4,3		2,3	27,0		16,4	276,1	21,1	8,5	248,5	0,6
1959 1 ^{er} semestre ...	552	3,8	1,1	2,5	19,7	11,9	16,4	239,2	18,2	8,6	227,6	3,2
2° semestre ...	633	3,5	1,2	2,2	19,3	11,6	18,3	270,2	22,3	8,4	268,9	7,2
1960 1 ^{er} semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2° semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1958 2° semestre ...	3.836	961		104	1.108		133	333	34	343	1.414	6
1959 1 ^{er} semestre ...	3.956	367	53	93	1.016	292	144	276	34	331	1.326	24
2° semestre ...	4.230	364	55	110	952	280	139	345	38	317	1.593	37
1960 1 ^{er} semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2° semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1958 2° semestre ...	100,0	9,4		2,7	28,9		3,5	8,7	0,9	8,9	36,9	0,1
1959 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,3	1,3	2,3	25,7	7,4	3,6	7,0	0,9	8,4	33,5	0,6
2° semestre ...	100,0	8,6	1,3	2,6	22,5	6,6	3,3	8,1	0,9	7,5	37,7	0,9
1960 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2° semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.E.C.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ¹		Indice de la masse salariale ²	Indice du coût de la main-d'œuvre ³
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1951	96	97	96	100	92
1952	100	100	100	100	98
1953	100	100	100	100	100
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137		p 141
1960 Mars	136	133	135		p 137
Juin	139	135	137		p 142
Septembre ..	138	135	136		p 141
Décembre ..	141	136	138		p 143
1961 Mars	p140	p137	p139		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas
1951	25,80	84,0	86,8	62,6
1952	28,11	83,5	86,7	59,0
1953	28,25	85,8	91,0	61,2
1954	28,74	86,2	94,3	67,5
1955	29,91	90,6	98,4	69,2
1956	32,68	90,2	97,6	69,6
1957	35,67	90,6	93,7	70,1
1958	37,03	94,0	95,0	69,2
1959	38,30	95,9	95,0	68,8
1960	39,70	101,3	98,4	73,0
1958 Février-Avril ..	36,54	93,7	95,4	70,1
Août-Octobre ..	37,53	94,2	94,6	68,2
1959 Février-Avril ..	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre ..	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril ..	39,48	97,5	97,3	73,5
Août-Octobre ..	39,93	105,0	99,5	72,6

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, n° 62, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine importée Boston Buenos- Aires 5/6	Coton à New-York	Caoutchouc à Londres « Spot » prix n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles lourdes à Paris	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.			d par lb.	£ par long ton	N.F. par tonne métrique	\$ par barriq	
1951	283	54,0	157	41,7	51	220	1.077	68	2,40
1952	284	54,0	76	38,7	28	259	964	105	2,40
1953	271	57,9	74	32,9	20	256	732	127	2,54
1954	278	78,1	79	34,1	20	249	719	112	2,65
1955	271	56,8	82	33,6	34	352	740	149	2,65
1956	270	57,9	83	33,8	29	329	788	179	2,65
1957	272	56,4	90	32,6	26	219	755	192	2,90
1958	256	48,2	66	33,2	23	197	735	154	2,90
1959	251	36,8	75	31,7	30	238	785	161	2,78
1960	252	36,5	81	29,7	32	246	797	180	2,77
1960 1 ^{er} trimestre	259	36,7	81	30,3	34	259	791	185	2,77
2 ^o trimestre	252	37,1	83	30,5	38	254	789	175	2,77
3 ^o trimestre	244	36,1	82	29,4	30	245	807	182	2,77
4 ^o trimestre	252	36,1	77	28,6	26	226	800	178	2,77
1961 1 ^{er} trimestre	255	37,2	77	29,0	25	223	797	177	2,77
1960 Mars	263	36,8	81	30,4	34	253	788	183	2,77
Avril	261	37,0	82	30,4	35	262	791	177	2,77
Mai	252	37,3	82	30,6	39	248	784	173	2,77
Juin	244	36,9	82	30,6	39	251	793	174	2,77
Juillet	239	36,3	82	30,3	31	255	813	179	2,77
Août	245	35,8	82	29,1	29	245	802	182	2,77
Septembre	249	36,2	81	28,9	29	235	805	185	2,77
Octobre	249	36,2	77	28,6	28	222	804	184	2,77
Novembre	253	36,0	77	28,6	26	226	801	177	2,77
Décembre	253	36,0	77	28,6	25	231	795	171	2,77
1961 Janvier	257	36,5	77	28,6	25	220	784	177	2,77
Février	256	37,3	77	28,9	24	223	793	176	2,77
Mars	252	37,7	77	29,6	25	226	815	179	2,77
Avril	250	37,0	77		26	229	837		
Mai	246	38,0			26	242	863		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : *Contel Reuter* — *Moody's Investors Service* — *Der Volkswirt* — *Chamber of Shipping*.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1951	122	119	126	134	105	—
1952	110	105	103	104	102	129
1953	100	100	100	100	100	100
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1960 2 ^o trimestre	87	92	100	105	90	97
3 ^o trimestre	85	89	98	103	90	89
4 ^o trimestre	82	86	98	103	90	96
1961 1 ^{er} trimestre	83	88	99	103	91	100
2 ^o trimestre	85	89	100	104	90	
1960 Avril	87	92	100	105	90	101
Mai	87	92	100	106	90	98
Juin	86	91	100	105	89	91
Juillet	85	91	99	104	89	87
Août	85	89	98	103	90	89
Septembre	84	88	98	102	90	92
Octobre	83	87	98	102	90	91
Novembre	82	86	98	103	90	95
Décembre	82	86	98	103	90	101
1961 Janvier	82	87	98	102	91	99
Février	83	88	99	103	91	101
Mars	84	90	99	104	91	99
Avril	85	89	100	104	91	102
Mai	86	89	100	105	91	106
Juin	85	90	99	104	89	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

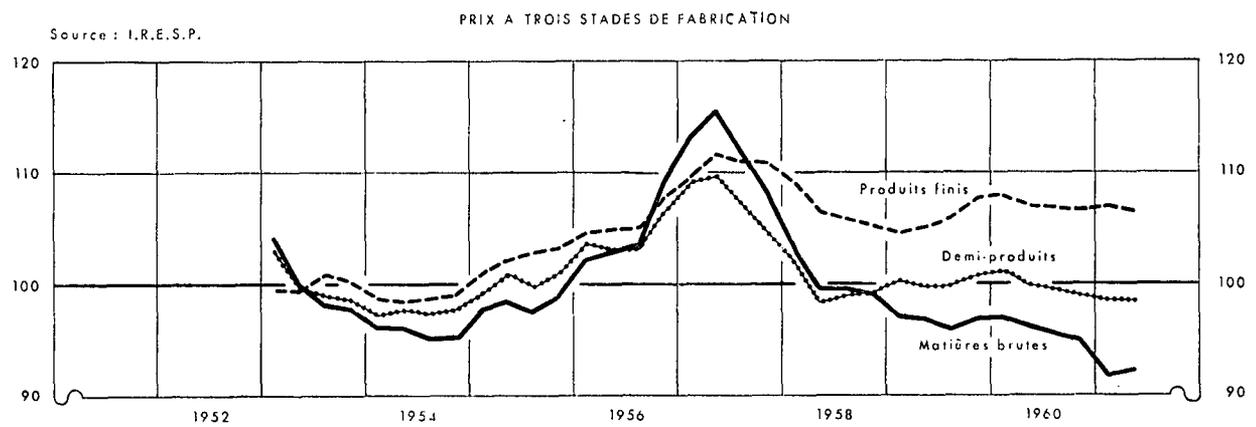
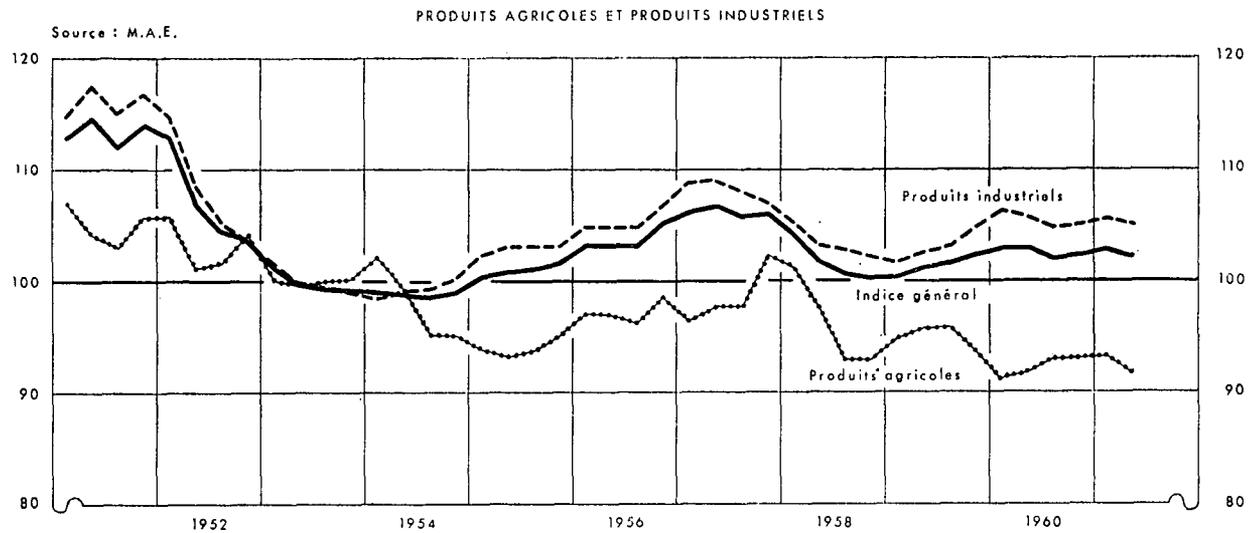
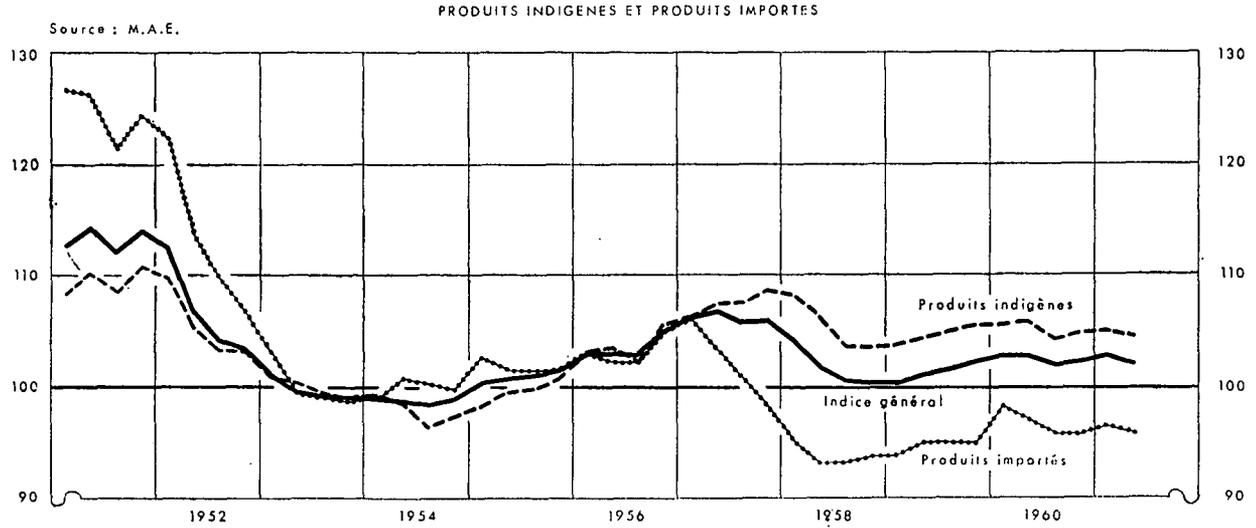
VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques											Source : I.R.E.S.P.			
	Indices général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1951	113,5	109,6	124,7	105,1	107,5	102,5	115,9	103,7	104,1	141,9	117,2	95,5	128,2	121,8	112,6
1952	107,0	105,5	113,0	103,1	103,9	102,1	108,0	110,0	108,9	107,3	114,2	98,9	113,2	110,6	104,5
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,1	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,7	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,3	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	108,3	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,5	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1960 2 ^e trimestre .	102,7	105,7	97,1	91,7	91,9	91,3	105,7	100,8	110,1	93,4	107,6	121,3	95,2	99,5	106,8
1960 3 ^e trimestre .	102,0	104,3	95,4	92,8	100,4	85,9	104,6	101,2	110,7	90,0	105,5	121,4	94,1	98,9	107,0
1960 4 ^e trimestre .	102,4	104,7	95,5	93,0	106,7	81,4	105,0	101,5	109,7	93,1	105,4	121,7	92,8	98,1	106,7
1961 1 ^{er} trimestre .	102,8	105,0	96,5	93,2	109,8	79,9	105,4	101,2	109,4	95,1	106,1	121,6	91,5	98,2	106,9
1961 2 ^e trimestre .	102,0	104,5	95,8	91,4	110,1	76,8	105,0	99,7	109,6	94,5	104,6	121,7	92,1	98,2	106,3
1960 Avril	102,2	104,9	97,7	89,6	91,2	87,8	105,8	100,9	110,3	92,4	109,2	121,3	95,3	99,8	106,8
1960 Mai	102,9	105,7	97,6	91,5	89,7	92,8	106,0	100,7	109,8	94,5	107,6	121,3	95,2	99,5	106,8
1960 Juin	102,9	106,6	96,1	94,1	94,8	93,3	105,4	100,7	110,3	93,2	105,9	121,3	95,2	99,2	106,9
1960 Juillet	102,2	104,6	95,7	92,2	98,2	86,5	104,9	100,9	111,0	90,6	105,6	121,3	95,0	99,0	106,9
1960 Août	101,7	103,9	95,2	92,6	99,5	86,5	104,3	101,2	110,7	88,8	105,9	121,3	94,3	99,3	107,1
1960 Septembre ...	102,2	104,5	95,3	93,5	103,6	84,8	104,6	101,6	110,3	90,6	104,9	121,5	93,0	98,4	106,9
1960 Octobre	102,4	104,7	95,5	93,3	105,4	82,9	104,9	101,6	109,6	92,7	104,9	121,7	92,6	98,3	106,4
1960 Novembre ...	102,5	104,8	95,7	93,2	108,0	80,8	105,1	101,6	109,8	93,5	105,6	121,7	92,7	97,9	106,8
1960 Décembre	102,2	104,5	95,3	92,4	106,7	80,6	105,0	101,4	109,6	93,2	105,6	121,7	93,2	98,2	107,0
1961 Janvier	102,4	105,0	95,6	93,4	106,5	82,5	104,9	100,9	109,1	94,0	105,3	121,7	91,1	97,8	106,8
1961 Février	102,8	105,0	96,9	92,9	109,3	79,6	105,6	101,6	109,4	95,6	106,3	121,5	91,3	98,1	106,9
1961 Mars	103,1	105,1	97,1	93,3	113,7	77,5	105,7	101,2	109,6	95,6	106,6	121,5	92,1	98,6	107,0
1961 Avril	102,2	104,0	97,0	90,7	110,1	75,6	105,4	100,0	109,8	95,3	105,6	121,7	91,8	98,4	106,1
1961 Mai	101,9	104,0	95,8	90,8	111,4	74,9	105,0	99,8	109,6	94,8	104,3	121,7	92,3	98,3	106,2
1961 Juin	101,9	105,4	94,5	92,8	108,8	79,8	104,5	99,3	109,4	93,5	104,0	121,7	92,3	97,8	106,6

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

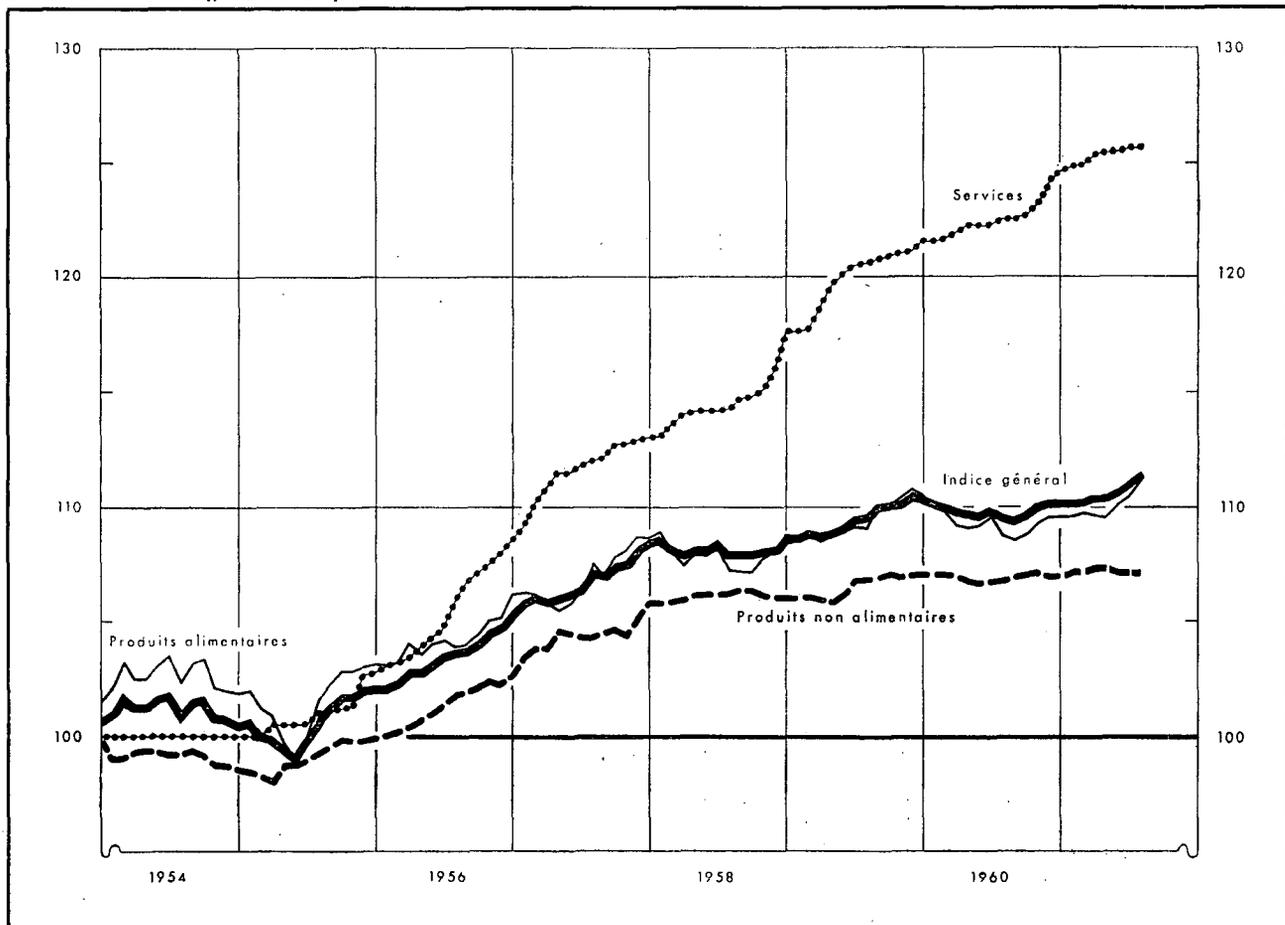
Base 1958 = 100



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

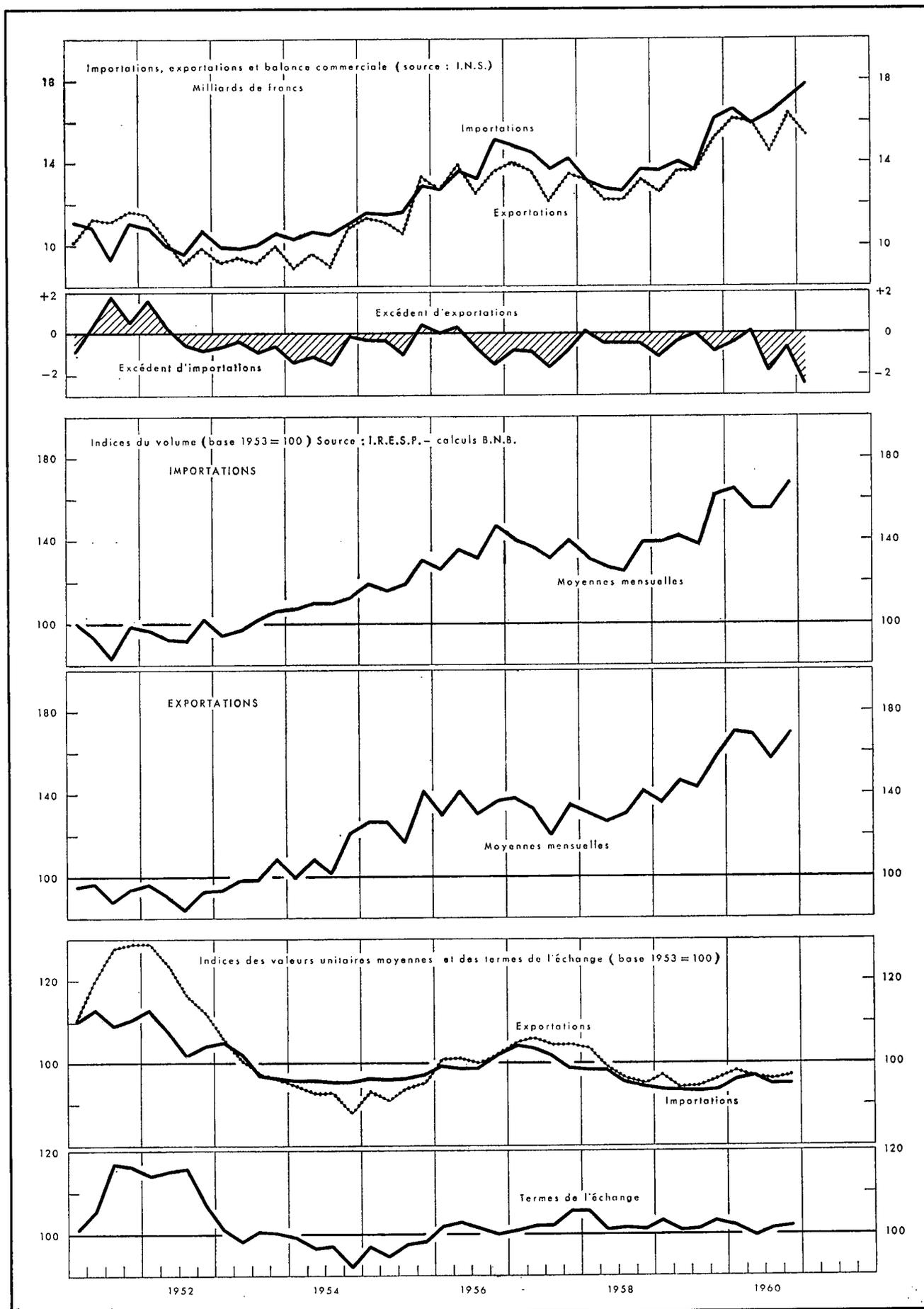
Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1 ^{er} trimestre	110,11	110,48	109,7	109,7	107,1	107,2	121,7	125,0
2 ^e trimestre	109,84	110,81	109,3	110,0	106,8	107,2	122,3	125,5
3 ^e trimestre	109,66		108,7		107,0		122,6	
4 ^e trimestre	110,27		109,5		107,2		124,0	
Janvier	110,28	110,43	110,1	109,6	107,1	107,2	121,5	124,8
Février	110,17	110,49	109,8	109,8	107,1	107,2	121,7	124,9
Mars	109,89	110,53	109,3	109,6	107,0	107,3	122,0	125,3
Avril	109,79	110,55	109,1	109,5	106,8	107,3	122,3	125,4
Mai	109,76	110,83	109,3	110,1	106,7	107,2	122,2	125,5
Juin	109,96	111,06	109,6	110,5	106,8	107,2	122,3	125,6
Juillet	109,67	111,45	108,8	111,3	106,9	107,2	122,5	125,6
Août	109,56		108,6		107,0		122,5	
Septembre	109,76		108,8		107,1		122,7	
Octobre	110,14		109,3		107,3		123,3	
Novembre	110,34		109,6		107,1		124,2	
Décembre	110,34		109,6		107,1		124,5	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.E.C.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financien Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1953 = 100			des termes de l'échange 1	
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à l'importation		l'exportation
1951	10,6	11,1	+ 0,5	104	94	94	111	122	110
1952	10,3	10,2	- 0,1	100	96	92	107	120	113
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	161	166	96	97	101
1960 1 ^{er} trimestre	16,6	16,1	- 0,5	97	165	170	96	98	102
2 ^e trimestre	15,9	16,0	+ 0,1	100	155	169	97	97	100
3 ^e trimestre	16,3	14,5	- 1,8	89	155	157	95	96	101
4 ^e trimestre	17,1	16,4	- 0,7	96	168	169	95	97	102
1961 1 ^{er} trimestre	17,8	15,3	- 2,5	86					
1960 Avril	15,6	16,3	+ 0,7	104	153	171	98	97	99
Mai	16,1	15,7	- 0,4	97	156	163	96	97	101
Juin	15,8	15,9	+ 0,1	100	155	172	97	97	100
Juillet	15,4	15,1	- 0,3	98	151	163	94	96	102
Août	15,4	13,1	- 2,3	85	152	145	95	96	101
Septembre	16,5	14,8	- 1,7	90	161	162	95	95	100
Octobre	16,8	16,4	- 0,4	98	166	178	95	96	101
Novembre	16,9	15,7	- 1,2	93	170	173	95	97	103
Décembre	16,5	15,8	- 0,7	96	167	157	95	97	103
1961 Janvier	16,5	12,0	- 4,5	73					
Février	18,1	15,8	- 2,3	87					
Mars	18,8	18,2	- 0,6	97					
Avril	17,0	16,9	- 0,1	100					
Mai	17,4	16,5	- 0,9	95					
Juin	17,6	17,0	- 0,6	97					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1951	2,4	1,7	1,0	2,5	0,9	0,2	—	0,2	0,3	0,3	1,6 ¹	11,1
1952	2,7	1,9	1,1	1,6	0,8	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	1,0	10,2
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1960 1 ^{er} trimestre	3,6	3,2	1,4	2,4	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,9	16,1
2 ^e trimestre	3,6	3,5	1,3	2,3	1,2	0,2	0,5	0,5	0,6	0,3	2,0	16,0
3 ^e trimestre	3,4	2,7	1,2	2,2	1,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,4	1,8	14,5
4 ^e trimestre	3,5	3,4	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,9	0,6	2,0	16,4
1960 Mars	3,9	3,5	1,5	2,5	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	2,1	17,1
Avril	3,7	3,7	1,4	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	2,0	16,3
Mai	3,3	3,5	1,3	2,4	1,2	0,2	0,4	0,5	0,9	0,3	1,7	15,7
Juin	3,6	3,4	1,4	2,2	1,2	0,2	0,6	0,5	0,4	0,3	2,1	15,9
Juillet	3,3	3,1	1,2	2,3	1,1	0,2	0,6	0,5	0,7	0,4	1,7	15,1
Août	3,2	2,1	1,2	2,0	1,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,3	1,6	13,1
Septembre	3,6	2,7	1,1	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	1,9	14,8
Octobre	3,5	3,2	1,5	2,6	1,1	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	2,1	16,4
Novembre	3,6	3,0	1,3	2,5	1,1	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	2,1	15,7
Décembre	3,1	3,4	1,2	2,4	1,0	0,2	0,3	0,4	1,3	0,5	2,0	15,8
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,3	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,7	15,7
1961 1 ^{er} trimestre	2,78	3,44	1,43	2,50	1,23	0,19	0,37	0,42	0,62	0,52	1,82	15,32
1961 Janvier	1,57	2,55	1,24	2,30	1,00	0,15	0,25	0,27	0,60	0,50	1,56	11,99
Février	2,99	3,43	1,46	2,48	1,24	0,22	0,40	0,48	0,67	0,52	1,88	15,77
Mars	3,76	4,34	1,60	2,72	1,46	0,19	0,45	0,50	0,59	0,55	2,05	18,21
Avril	3,38	4,53	1,29	2,42	1,30	0,16	0,38	0,46	0,59	0,48	1,91	16,90

1 Y compris les produits de l'industrie pétrolière.

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

— Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, juillet 1961.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation				Biens d'équipement	Total général	
	Total	aux industries métallurgiques ¹	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires ²	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction ³	à divers secteurs de la production				Total	non durables					durables
											huiles minérales	combustibles solides	produits chimiques	autres produits		alimentaires		autres ⁴			
																produits animaux	produits végétaux				
1951	7.481	1.754	1.621	1.055	275	181	153	160	82		350	359	243	1.248	2.238	428	622		1.188	881	10.600
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73		478	329	208	966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76		484	340	202	856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74		541	439	250	983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74		649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78		809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401	1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94		957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244 ⁵	98	111	897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244 ⁵	105	227	946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488
1953 1 ^{er} semestre	6.407	1.831	1.261	874	264	114	130	71	74		487	295	194	812	2.364	392	647		1.325	1.089	9.860
1953 2 ^e semestre	6.897	1.897	1.210	1.043	294	204	99	98	77		480	386	209	900	2.259	389	570		1.300	1.172	10.328
1954 1 ^{er} semestre	6.978	1.915	1.236	1.016	286	135	121	103	73		528	409	237	919	2.331	350	727		1.254	1.167	10.476
1954 2 ^e semestre	7.417	2.000	1.187	1.050	300	253	115	103	76		554	470	263	1.046	2.194	347	561		1.286	1.161	10.772
1955 1 ^{er} semestre	7.830	2.351	1.255	847	408	169	123	119	71		622	451	291	1.123	2.346	348	664		1.334	1.282	11.458
1955 2 ^e semestre	8.499	2.585	1.167	977	426	312	109	133	75		676	498	320	1.221	2.387	390	610		1.387	1.356	12.242
1956 1 ^{er} semestre	9.043	3.000	1.297	1.004	485	138	135	112	77		810	486	353	1.146	2.445	344	715		1.386	1.638	13.126
1956 2 ^e semestre	9.643	2.946	1.257	1.175	529	255	114	150	80		808	737	382	1.210	2.662	427	754		1.481	1.840	14.145
1957 1 ^{er} semestre	10.189	2.937	1.613	1.048	568	188	138	143	87		1.009	757	407	1.294	2.819	395	782		1.642	1.650	14.658
1957 2 ^e semestre	9.440	2.717	1.241	1.042	496	265	111	152	89		1.035	677	395	1.220	2.869	412	752		1.705	1.636	13.945
1958 1 ^{er} semestre	8.412	2.420	975	1.033	378	137	112	112	91		955	648	416	1.135	2.827	335	813		1.679	1.686	12.925
1958 2 ^e semestre	8.781	2.455	894	1.086	524	249	131	131	97		958	753	405	1.129	2.689	369	670		1.650	1.680	13.150
1959 1 ^{er} trimestre	9.239	2.623	1.025	1.243	656	114	134	206 ⁵	95	84	1.013	728	390	928	2.802	354	717	257	1.474	1.557	13.598
1959 2 ^e trimestre	9.366	2.777	1.033	957	664	190	164	240 ⁵	102	117	911	700	464	1.047	2.905	314	801	269	1.521	1.739	14.010
1959 3 ^e trimestre	9.236	2.771	1.026	1.024	672	280	129	256 ⁵	96	119	713	621	433	1.096	2.841	335	690	286	1.530	1.559	13.636
1959 4 ^e trimestre	10.886	3.260	1.268	1.455	708	240	140	275 ⁵	97	124	950	660	494	1.215	3.328	500	794	290	1.744	1.905	16.119
1960 1 ^{er} trimestre	10.464	3.598	1.444	1.505	633	163	191	210 ⁵	96	225	1.102	635	631	1.031	3.042	352	822	309	1.559	2.123	16.629
1960 2 ^e trimestre	10.931	3.770	1.207	1.173	635	238	159	183 ⁵	109	219	893	629	639	1.077	3.083	325	874	311	1.573	1.883	15.897
1960 3 ^e trimestre	11.549	3.813	1.126	1.181	981	367	158	290 ⁵	104	236	982	675	660	976	3.040	359	756	309	1.616	1.736	16.325
1960 4 ^e trimestre	11.864	4.049	1.302	1.252	842	316	181	296 ⁵	111	227	806	670	732	1.080	3.178	401	767	321	1.689	2.059	17.101

¹ Y compris les pièces détachées d'automobiles.

² Y compris les céréales.

³ Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

⁴ Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

⁵ Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

VIII - 4. — INDICES DU VOLUME ET DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	INDICES DU VOLUME								INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES							
	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
IMPORTATIONS (C.I.F.)																
Biens de production	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5
Biens de consommation ...	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3
Biens d'équipement	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1
Ensemble ...	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6
EXPORTATIONS (F.O.B.)																
Sidérurgie	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1
Fabrications métalliques ...	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	196,4	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8
Métaux non ferreux	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5
Textiles	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1
Produits chimiques	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2
Combustibles	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8
Industrie pétrolière	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4
Verres et glaces	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7
Produits agricoles	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7
Ciments	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0
Carrières	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3
Céramiques	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5
Bois et meubles	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5
Peaux et cuirs	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1
Papier et livre	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3
Tabacs	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3
Caoutchouc	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1
Industries alimentaires ...	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5
Divers	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7
Ensemble ...	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1
									INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹							
Ensemble ...									108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,9	0,7	- 0,2	1,1	1,0	- 0,1	1,1	2,0	+ 0,9
1952	1,1	1,0	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,4	1,6	+ 0,2
1953	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,7	- 0,4	1,4	1,7	+ 0,3
1954	1,4	0,9	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4	1,4	2,0	+ 0,6
1955	1,6	1,4	- 0,2	1,5	1,1	- 0,4	1,6	2,4	+ 0,8
1956	2,0	1,3	- 0,7	1,6	1,4	- 0,2	1,8	2,9	+ 1,1
1957	2,2	1,3	- 0,9	1,7	1,5	- 0,2	2,0	3,0	+ 1,0
1958	2,2	1,5	- 0,7	1,5	1,3	- 0,2	2,1	2,6	+ 0,5
1959	2,3	1,8	- 0,5	1,8	1,2	- 0,6	2,3	2,9	+ 0,8
1960	2,8	2,5	- 0,3	2,2	1,6	- 0,6	2,5	3,3	+ 0,8
1960 1 ^{er} trimestre	2,7	2,4	- 0,3	2,2	1,5	- 0,7	2,4	3,3	+ 0,9
2 ^e trimestre	2,6	2,5	- 0,1	2,3	1,6	- 0,7	2,3	3,3	+ 1,0
3 ^e trimestre	2,9	2,5	- 0,4	2,1	1,5	- 0,6	2,5	3,1	+ 0,6
4 ^e trimestre	3,0	2,6	- 0,4	2,4	1,9	- 0,5	2,6	3,7	+ 1,1
1961 1 ^{er} trimestre	3,1	2,4	- 0,7	2,8	1,8	- 1,0	2,7	3,7	+ 1,0
1960 Février	2,8	2,2	- 0,6	2,2	1,4	- 0,8	2,4	3,1	+ 0,7
Mars	2,8	2,7	- 0,1	2,5	1,6	- 0,9	2,6	3,7	+ 1,1
Avril	2,6	2,6	...	2,3	1,5	- 0,8	2,3	3,3	+ 1,0
Mai	2,7	2,5	- 0,2	2,3	1,7	- 0,6	2,3	3,4	+ 1,1
Juin	2,5	2,5	...	2,3	1,6	- 0,7	2,2	3,2	+ 1,0
Juillet	2,7	2,5	- 0,2	2,2	1,6	- 0,6	2,1	3,1	+ 1,0
Août	2,7	2,2	- 0,5	1,7	1,4	- 0,3	2,4	2,8	+ 0,4
Septembre	3,1	2,5	- 0,6	2,3	1,6	- 0,7	2,8	3,3	+ 0,5
Octobre	3,0	2,6	- 0,4	2,5	2,0	- 0,5	2,6	3,7	+ 1,1
Novembre	2,7	2,7	...	2,3	1,8	- 0,5	2,6	3,6	+ 1,0
Décembre	3,0	2,3	- 0,7	2,3	1,7	- 0,6	2,6	3,6	+ 1,0
1961 Janvier	2,5	2,2	- 0,3	2,1	1,5	- 0,6	2,5	3,3	+ 0,8
Février	3,4	2,5	- 0,9	3,0	1,8	- 1,2	2,7	3,6	+ 0,9
Mars	3,3	2,6	- 0,7	3,2	2,0	- 1,2	3,0	4,1	+ 1,1
Avril	3,0	2,4	- 0,6	2,5	2,0	- 0,5	2,6	4,5	+ 1,9
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.E.C.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,2	0,2	...	3,3	3,9	+ 0,6	5,1	6,7	+ 1,6
1952	0,1	0,3	+ 0,2	3,6	3,6	...	5,3	6,3	+ 1,0
1953	0,2	0,3	+ 0,1	3,9	3,6	- 0,3	5,7	5,7	...
1954	0,2	0,3	+ 0,1	4,3	4,1	- 0,2	6,0	6,1	+ 0,1
1955	0,2	0,3	+ 0,1	4,9	5,2	+ 0,3	6,8	7,4	+ 0,6
1956	0,2	0,3	+ 0,1	5,6	5,9	+ 0,3	7,7	8,3	+ 0,6
1957	0,3	0,3	...	6,2	6,1	- 0,1	8,5	8,4	- 0,1
1958	0,3	0,3	...	6,1	5,7	- 0,4	8,0	7,9	- 0,1
1959	0,3	0,4	+ 0,1	6,7	6,3	- 0,4	8,9	8,7	- 0,2
1960	0,4	0,5	+ 0,1	7,9	7,9	...	10,4	10,8	+ 0,4
1960 1 ^{er} trimestre	0,4	0,4	...	7,7	7,6	- 0,1	10,3	10,5	+ 0,2
2 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	7,6	7,9	+ 0,3	9,9	10,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	7,9	7,6	- 0,3	10,2	10,2	...
4 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	8,4	8,7	+ 0,3	11,0	11,8	+ 0,8
1961 1 ^{er} trimestre	0,4	0,4	...	9,0	8,3	- 0,7	11,6	11,1	- 0,5
1960 Février	0,4	0,4	...	7,8	7,1	- 0,7	10,7	9,7	- 1,0
Mars	0,4	0,5	+ 0,1	8,3	8,5	+ 0,2	10,9	11,3	+ 0,4
Avril	0,4	0,4	...	7,6	7,8	+ 0,2	9,9	10,5	+ 0,6
Mai	0,5	0,5	...	7,8	8,1	+ 0,3	10,1	10,9	+ 0,8
Juin	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,8	+ 0,4	9,7	10,6	+ 0,9
Juillet	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,7	+ 0,3	9,4	10,4	+ 1,0
Août	0,4	0,4	...	7,2	6,8	- 0,4	9,4	9,3	- 0,1
Septembre	0,4	0,6	+ 0,2	8,6	8,0	- 0,6	11,1	10,5	- 0,6
Octobre	0,4	0,5	+ 0,1	8,5	8,8	+ 0,3	11,0	11,7	+ 0,7
Novembre	0,4	0,5	+ 0,1	8,0	8,6	+ 0,6	10,7	11,4	+ 0,7
Décembre	0,4	0,5	+ 0,1	8,3	8,1	- 0,2	10,8	11,3	+ 0,5
1961 Janvier	0,4	0,3	- 0,1	7,5	7,3	- 0,2	9,6	9,4	- 0,2
Février	0,4	0,5	+ 0,1	9,5	8,4	- 1,1	12,0	11,2	- 0,8
Mars	0,6	0,5	- 0,1	10,1	9,2	- 0,9	13,1	12,7	- 0,4
Avril	0,5	0,5	...	8,6	9,4	+ 0,8	12,3	12,1	- 0,2

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	1,7	0,9	- 0,8	0,9	1,1	+ 0,2	1,0	0,9	- 0,1
1952	1,5	0,8	- 0,7	0,8	1,1	+ 0,3	0,9	0,6	- 0,3
1953	1,0	1,0	...	0,9	0,7	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4
1954	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,6	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
1955	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
1956	1,7	1,3	- 0,4	1,1	0,8	- 0,3	1,1	0,9	- 0,2
1957	1,8	1,1	- 0,7	1,2	0,7	- 0,5	1,2	0,9	- 0,3
1958	1,3	1,2	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
1959	1,4	1,8	+ 0,4	1,2	0,8	- 0,4	1,1	0,7	- 0,4
1960	1,6	1,5	- 0,1	1,2	0,9	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
1960 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	+ 0,1	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
2 ^e trimestre	1,6	1,4	- 0,2	1,2	0,9	- 0,3	0,9	0,8	- 0,1
3 ^e trimestre	1,5	1,3	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
4 ^e trimestre	1,6	1,3	- 0,3	1,3	1,0	- 0,3	0,9	0,9	...
1961 1 ^{er} trimestre	1,6	1,2	- 0,4	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,9	- 0,1
1960 Février	1,8	2,0	+ 0,2	1,2	0,8	- 0,4	1,0	0,8	- 0,2
Mars	1,5	1,8	+ 0,3	1,3	0,8	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4
Avril	1,8	1,6	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,9	...
Mai	1,4	1,5	+ 0,1	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
Juin	1,8	1,3	- 0,5	1,2	0,8	- 0,4	0,8	0,8	...
Juillet	1,5	1,4	- 0,1	1,0	0,9	- 0,1	0,9	0,7	- 0,2
Août	1,4	1,1	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
Septembre	1,3	1,3	...	1,3	0,7	- 0,6	0,9	0,7	- 0,2
Octobre	1,5	1,4	- 0,1	1,3	0,9	- 0,4	0,8	0,9	+ 0,1
Novembre	1,6	1,1	- 0,5	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
Décembre	1,8	1,4	- 0,4	1,3	1,0	- 0,3	0,8	0,9	+ 0,1
1961 Janvier	1,7	1,0	- 0,7	1,1	0,7	- 0,4	1,1	0,4	- 0,7
Février	1,6	1,1	- 0,5	1,3	0,8	- 0,5	1,0	1,1	+ 0,1
Mars	1,6	1,6	...	1,6	1,1	- 0,5	0,9	1,2	+ 0,3
Avril	1,6	1,5	- 0,1	1,3	0,8	- 0,5	0,9	0,9	...
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,8	0,8	...	0,8	0,5	- 0,3	0,3	0,4	+ 0,1
1952	0,7	0,6	- 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1953	0,8	0,4	- 0,4	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1954	0,8	0,5	- 0,3	0,8	0,5	- 0,3	0,3	0,4	+ 0,1
1955	0,6	0,5	- 0,1	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1956	0,7	0,5	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1957	0,7	0,8	+ 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,4	0,4	...
1958	0,6	0,8	+ 0,2	0,7	0,5	- 0,2	0,4	0,4	...
1959	0,6	0,7	+ 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,5	0,4	- 0,1
1960	0,7	0,7	...	1,1	0,3	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
1960 1 ^{er} trimestre	0,7	0,8	+ 0,1	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
2 ^e trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
3 ^e trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,1	0,1	- 1,0	0,6	0,5	- 0,1
4 ^e trimestre	0,7	0,7	...	1,3	0,1	- 1,2	0,6	0,6	...
1961 1 ^{er} trimestre	0,7	0,5	- 0,2	1,0	0,2	- 0,8	0,5	0,5	...
1960 Février	0,7	0,7	...	1,1	0,3	- 0,8	0,4	0,5	+ 0,1
Mars	0,8	0,8	...	0,9	0,4	- 0,5	0,4	0,7	+ 0,3
Avril	0,8	0,7	- 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,4	0,5	+ 0,1
Mai	0,8	0,5	- 0,3	1,2	0,3	- 0,9	0,4	0,6	+ 0,2
Juin	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,4	- 0,7	0,5	0,7	+ 0,2
Juillet	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,3	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
Août	0,9	0,5	- 0,4	0,9	0,1	- 0,8	0,6	0,5	- 0,1
Septembre	0,7	0,6	- 0,1	0,7	0,1	- 0,6	0,5	0,5	...
Octobre	0,7	0,7	...	1,2	0,1	- 1,1	0,6	0,5	- 0,1
Novembre	0,6	0,7	+ 0,1	1,4	0,1	- 1,3	0,5	0,6	+ 0,1
Décembre	0,6	0,6	...	1,0	0,2	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
1961 Janvier	0,8	0,3	- 0,5	1,6	0,1	- 1,5	0,4	0,3	- 0,1
Février	0,7	0,5	- 0,2	0,9	0,2	- 0,7	0,6	0,6	...
Mars	0,7	0,8	+ 0,1	0,6	0,2	- 0,4	0,5	0,7	+ 0,2
Avril	0,7	0,6	- 0,1	0,7	0,2	- 0,5	0,4	0,5	+ 0,1

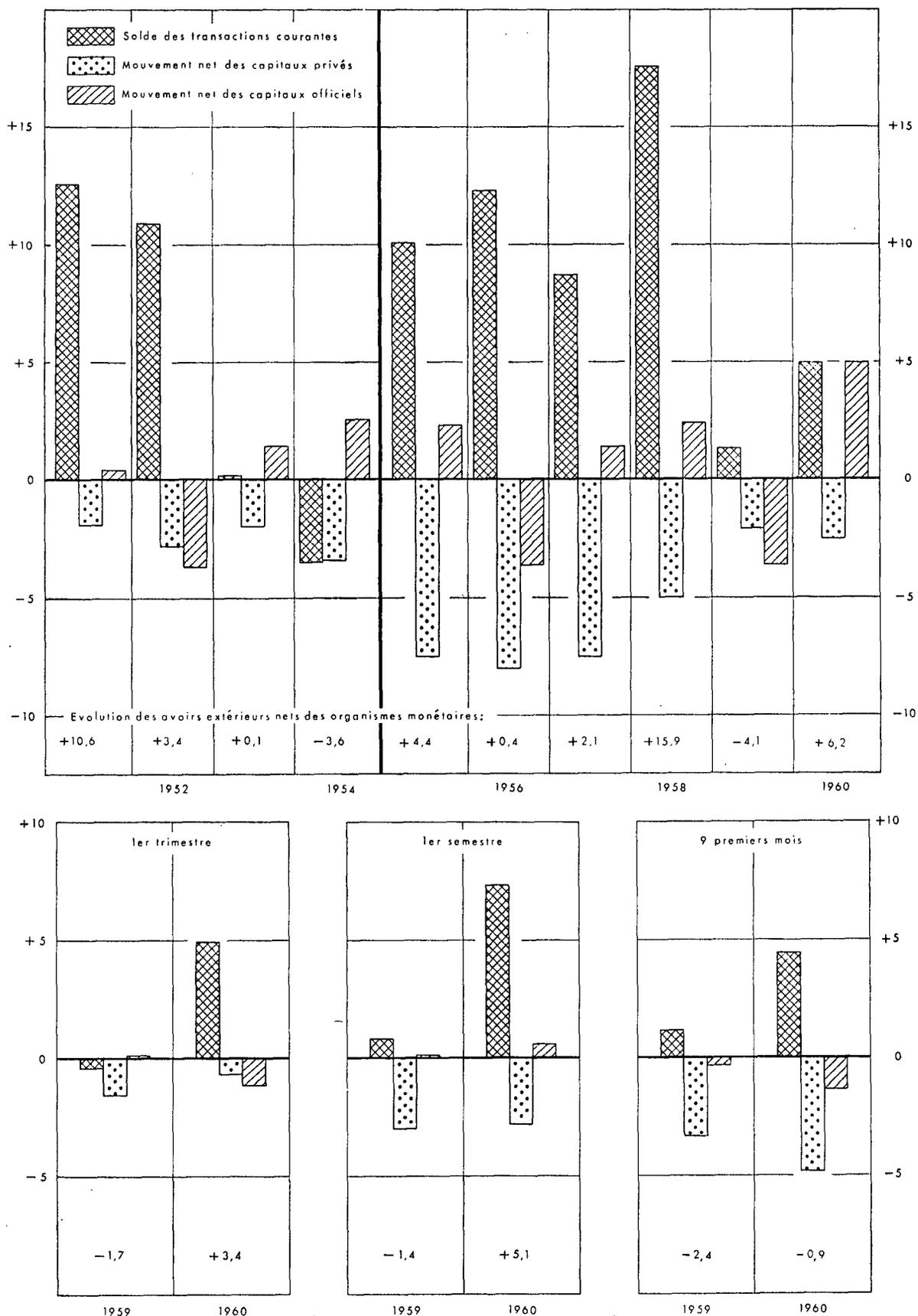
1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.E.C.E.) — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N. B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

**IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres annuels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Exportations f.o.b.	110,5	97,1	101,1	123,3	140,1	141,8	133,0	138,4	159,3
Importations f.o.b. ²	99,4	93,8	107,0	121,8	139,1	148,2	132,1	142,6	161,2
1. Opérations sur marchandises :									
Export moins Import (f.o.b.)	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9
Opérations d'arbitrage ...	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6
Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6
Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6
Total ...	+ 15,2	+ 1,9	- 2,6	+ 4,8	+ 4,7	- 2,3	+ 4,5	- 2,4	+ 0,7
2. Transactions invisibles :									
Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2
Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9
Déplacements à l'étranger	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4
Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers .	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,8	+ 2,2	+ 3,2	+ 1,4	+ 2,0
Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3
Transactions gouverne- mentales non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4
Divers	- 0,1	...	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,8	+ 1,7	+ 2,5	+ 2,9	+ 3,4
Total ...	- 4,3	- 1,7	- 0,9	+ 5,0	+ 7,3	+ 10,8	+ 13,0	+ 3,6	+ 4,2
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)	+ 10,9	+ 0,2	- 3,5	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9
4. Donations :									
Donations privées	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1
Dons gouvernementaux .	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5
Total ...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,7	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :									
Papier commercial	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2
Autres capitaux	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,0	- 9,0	- 6,6	- 4,9	- 0,9	- 2,7
Total ...	- 2,8	- 2,0	- 3,4	- 7,5	- 8,0	- 7,5	- 5,0	- 2,1	- 2,5
6. Mouvement des capitaux officiels :									
Capitaux à long terme .	- 0,7	+ 0,9	+ 3,2	+ 1,8	- 2,0	+ 0,2	- 0,7	- 5,3	- 0,8
Capitaux à court terme .	- 3,0	+ 0,5	- 0,6	+ 0,5	- 1,6	+ 1,2	+ 3,1	+ 1,7	+ 5,7
Total ...	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	+ 2,3	- 3,6	+ 1,4	+ 2,4	- 3,6	+ 4,9
7. Opérations non déterminées	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1
8. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,1	+ 0,4
9. Total correspondant au mouvement des avoirs ex- térieurs nets des organis- mes monétaires (9 = 3 à 8)	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2
dont : engagements en- vers les sociétés congolaises	n.d.	- 0,9	- 1,1	- 1,6	+ 1,6	+ 0,1	...	- 1,3	

¹ Les balances des paiements pour les années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1° A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2° A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

² Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels et semestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1960				1959		1960	
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er semestre	2e semestre	1er semestre	2e semestre
1. Transactions sur biens et services et donations privées	+ 6,0	+ 3,2	- 1,9	+ 0,7	+ 2,4	+ 2,0	+ 9,2	- 1,2
2. Dons gouvernementaux	- 1,2	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,7	- 0,8
3. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :								
3.1 Papier commercial	- 0,9	- 0,4	- 0,3	+ 1,8	- 1,3	+ 0,1	- 1,3	+ 1,5
3.2 Autres	+ 0,1	- 1,6	- 1,7	+ 0,5	- 1,7	+ 0,8	- 1,5	- 1,2
4. Mouvement des capitaux officiels	- 1,2	+ 1,8	- 1,9	+ 6,2	+ 0,1	- 3,7	+ 0,6	+ 4,3
5. Opérations non déterminées et erreurs et omissions	+ 0,6	- 0,8	...	- 1,5	- 0,6	- 1,4	- 0,2	- 1,5
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 1,7	- 6,0	+ 7,1	- 1,4	- 2,7	+ 5,1	+ 1,1

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
AVEC LES PAYS AUTRES QUE LE CONGO ET LE RUANDA-URUNDI ¹**

Chiffres annuels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Opérations sur marchandises ²	+12,5	- 0,8	- 4,1	+ 3,9	+ 4,0	- 4,4	+ 2,8	- 2,4	+ 2,0
2. Transactions invisibles ...	- 8,3	- 6,6	- 7,7	- 3,7	- 4,0	- 0,5	+ 2,9	- 6,8	- 5,7
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)	+ 4,2	- 7,4	-11,8	+ 0,2	...	- 4,9	+ 5,7	- 9,2	- 3,7
4. Donations :									
Privées	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,1
Dons gouvernementaux ..	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,3	- 0,1	- 0,5	- 1,1
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :									
Papier commercial	- 1,3	- 0,5	- 0,2	+ 0,5	- 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	+ 0,2
Autres capitaux	- 0,8	- 2,8	- 2,6	- 4,6	- 7,8	- 6,7	- 1,2	- 5,1	- 5,7
Total ...	- 2,1	- 3,3	- 2,8	- 4,1	- 7,9	- 6,5	- 1,8	- 5,4	- 5,5
6. Mouvement des capitaux officiels	- 1,2	+ 4,5	+ 2,4	+ 2,6	- 1,3	+ 5,0	+ 2,5	+ 0,9	+ 7,4
7. Règlements multilatéraux ..	+ 2,0	+ 6,8	+ 9,4	+ 8,3	+ 9,6	+ 9,3	+10,5	+13,6	+10,8
8. Opérations non déterminées et erreurs et omissions ...	+ 0,8	+ 0,1	...	- 1,4	- 1,5	- 1,9	- 0,2	- 2,0	- 2,0
9. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,9	+ 0,7	- 2,6	+ 6,1	- 0,7	+ 1,3	+16,6	- 2,6	+ 5,9

¹ Les balances des paiements pour les années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1^o A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2^o A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

² Exportations moins importations (f.o.b.), opérations d'arbitrage, travail à façon et or non monétaire. Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

N. B. — Une balance géographique des paiements de l'U.E.B.L. en 1960 a été publiée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVI^e année, vol. II, n^o 1, juillet 1961 (tableau X de l'article intitulé : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1960 »).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXV^e année, vol. I, n^o 6, page 305 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1959 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.F.C.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1951	50,34	14,27	140,14 ¹	—	11,55	—	—	—	—	—	47,76		—	—
1952	50,29	14,27	139,86	—	11,45	—	—	—	—	—	51,38		173,98 ¹	—
1953	49,96	14,27	140,14	13,19 ¹	11,47	11,97 ¹	—	9,67 ¹	6,99 ¹	7,24 ¹	50,81		174,04	—
1954	50,05	14,27	140,05	13,18	11,46	11,94	—	9,64	7,00	7,21	51,44		174,04	—
1955	50,23	14,27	139,56	13,15	11,41	11,89	7,97 ¹	9,64	6,98	7,21	50,94		174,04	—
1956	49,92	14,19	139,48	13,11	11,41	11,91	7,96	9,63	6,98	7,21	50,73		174,03	—
1957	50,24	{ 14,27 ² 11,89 ³	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 ⁵	52,396 ⁵	174,02	193,10 ¹
1958	49,89	11,84 ⁴	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1960 2 ^e trimestre .	49,85	10,17	139,89	13,22	11,53	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,180	51,178	174,30	191,66
3 ^e trimestre .	49,97	10,20	140,44	13,25	11,60	11,98	8,05	9,69	7,01	7,26	51,324	51,323	174,97	193,35
4 ^e trimestre .	49,73	10,14	139,76	13,18	11,55	11,92	8,01	9,62	6,97	7,22	50,776	50,774	174,11	191,49
1961 1 ^{er} trimestre .	49,87	10,18	139,70	{ 13,19 ⁸ 13,86 ⁷	11,56	{ 11,95 ⁸ 12,56 ⁷	8,02	9,65	6,98	7,22	50,373	50,373	174,12	191,53
2 ^e trimestre .	50,00	10,20	139,71	13,91	11,56	12,59	8,06	9,68	6,99	7,22	{ 50,587 ¹¹ 48,332 ¹⁰	{ 50,586 ¹¹ 48,313 ¹⁰	174,33	192,03
1960 Mai	49,86	10,17	139,91	13,22	11,53	11,96	8,03	9,64	6,99	7,22	51,012	51,011	174,33	191,48
Juin	49,86	10,17	139,74	13,22	11,56	11,96	8,03	9,66	6,98	7,23	50,757	50,755	174,12	191,97
Juillet	49,88	10,18	140,08	13,23	11,57	11,96	8,04	9,66	6,99	7,24	50,959	50,959	174,49	192,62
Août	50,10	10,22	140,79	13,28	11,63	12,02	8,07	9,72	7,03	7,27	51,656	51,656	175,44	194,09
Septembre ...	49,93	10,19	140,45	13,24	11,59	11,97	8,05	9,68	7,01	7,26	51,358	51,354	174,98	193,34
Octobre	49,84	10,16	140,10	13,22	11,57	11,95	8,03	9,65	6,99	7,24	50,918	50,916	174,53	192,29
Novembre ...	49,67	10,13	139,74	13,16	11,53	11,91	8,00	9,61	6,97	7,21	50,857	50,856	174,08	191,09
Décembre	49,67	10,13	139,43	13,17	11,54	11,91	8,00	9,60	6,96	7,21	50,552	50,550	173,71	191,09
1961 Janvier	49,80	10,16	139,75	13,20	11,56	11,94	8,02	9,63	6,97	7,22	50,132	50,134	174,11	191,37
Février	49,93	10,19	139,81	13,18	11,56	11,97	8,03	9,66	6,98	7,23	50,454	50,451	174,05	191,64
Mars	49,89	10,18	139,54	{ 13,16 ⁸ 13,86 ⁷	11,55	{ 11,99 ⁸ 12,56 ⁷	8,02	9,66	6,98	7,22	50,534	50,534	174,19	191,59
Avril	50,03	10,21	140,00	13,92	11,57	12,60	8,06	9,68	7,00	7,24	50,603	50,602	174,66	191,95
Mai	50,03	10,21	139,78	13,92	11,56	12,60	8,06	9,70	6,99	7,22	50,672	50,670	174,33	191,99
Juin	49,95	10,19	139,34	13,90	11,56	12,57	8,05	9,67	6,97	7,21	{ 50,444 ⁹ 48,332 ¹⁰	{ 50,445 ⁹ 48,313 ¹⁰	173,99	192,16
Juillet	49,79	10,16	138,76	13,86	11,54	12,51	8,02	9,64	6,94	7,18	48,150	48,145	173,17	192,80

¹ Moyenne calculée depuis la date de cotation jusqu'au 31 décembre.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 10 août 1957.

³ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958.

⁵ Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957.

⁶ Moyenne du 1 au 3 mars 1961.

⁷ Moyenne du 6 au 30 mars 1961.

⁸ Moyenne du 1 janvier au 3 mars 1961.

⁹ Moyenne du 1^{er} au 20 juin 1961.

¹⁰ Moyenne du 21 au 30 juin 1961.

¹¹ Moyenne du 1^{er} avril au 20 juin 1961.

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde		Emprunts consolidés et dette intérieure (8)	Dette flottante extérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
	(1)	(2)	(8) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (5) - (4)						
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 1,1	+ 3,4	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	17,7	0,2	-17,5	-25,7	+20,3	- 0,6	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	+ 1,6
1959 6 prem. mois	55,0	47,2	- 7,8	8,5	0,1	- 8,4	-16,2	+12,0	- 0,9	+ 3,7	+ 0,8	+ 0,6
9 prem. mois	80,4	74,3	- 6,1	14,9	0,1	-14,8	-20,9	+20,1	- 5,7	+ 5,5	- 0,4	+ 1,4
1960 3 prem. mois	30,0	25,7	- 4,3	5,6	0,1	- 5,5	- 9,8	+12,7	- 2,9	- 0,8	+ 0,8	...
6 prem. mois	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1961 3 prem. mois	34,1	29,1	- 5,0	3,5	...	- 3,5	- 8,5	+ 0,4	+ 6,0	+ 4,7	- 1,5	- 1,1
1960 Janvier	10,4	10,1	- 0,3	1,7	...	- 1,7	- 2,0	...	+ 1,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,7
Février	10,4	7,3	- 3,1	2,0	0,1	- 1,9	- 5,0	+12,7	- 5,6	- 0,5	- 0,8	- 0,8
Mars	9,2	8,3	- 0,9	1,9	...	- 1,9	- 2,8	...	+ 1,7	- 0,1	+ 1,1	+ 0,1
Avril	10,5	7,8	- 2,7	2,7	...	- 2,7	- 5,4	+ 3,3	+ 2,7	+ 0,7	- 1,5	+ 0,2
Mai	7,9	8,5	+ 0,6	2,0	...	- 2,0	- 1,4	+ 4,3	- 3,4	+ 1,3	+ 0,5	- 1,3
Juin	9,9	9,4	- 0,5	1,5	...	- 1,5	- 2,0	+ 0,1	- 1,0	+ 1,4	+ 1,8	- 0,3
Juillet	9,1	12,5	+ 3,4	2,1	...	- 2,1	+ 1,3	...	- 0,3	- 0,4	- 1,2	+ 0,6
Août	8,0	8,6	+ 0,6	1,6	0,1	- 1,5	- 0,9	...	+ 1,1	+ 0,3	- 0,4	- 0,1
Septembre ...	8,6	9,4	+ 0,8	2,0	...	- 2,0	- 1,2	...	- 0,5	+ 1,4	+ 0,5	- 0,2
Octobre	8,5	8,3	- 0,2	1,8	...	- 1,8	- 2,0	...	+ 2,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,5
Novembre	8,0	8,2	+ 0,2	1,2	...	- 1,2	- 1,0	+ 2,6	- 3,5	+ 1,3	+ 0,6	...
Décembre	10,7	9,7	- 1,0	3,2	0,1	- 3,1	- 4,1	+ 4,1	- 3,7	+ 3,8	+ 0,9	- 1,0
1961 Janvier	13,7	11,4	- 2,3	1,8	...	- 1,8	- 4,1	+ 0,4	+ 3,5	+ 2,0	- 1,5	- 0,3
Février	11,0	8,1	- 2,9	1,0	...	- 1,0	- 3,9	...	+ 1,8	+ 2,9	- 0,9	+ 0,1
Mars	9,4	9,6	+ 0,2	0,7	...	- 0,7	- 0,5	...	+ 0,7	- 0,2	+ 0,9	- 0,9

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement ³	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1951	2,9	1,0	2,0	5,9	0,55
1952	2,7	1,1	2,1	5,9	0,32
1953	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959	3,2	1,6	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1959 6 premiers mois	3,2	1,6	2,9	7,7	0,20
9 premiers mois	3,5	1,6	2,9	8,0	0,51
1960 3 premiers mois	3,6	1,7	3,0	8,3	0,53
6 premiers mois	3,4	1,8	3,1	8,3	0,32
9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
1960 Avril	2,5	1,9	3,1	7,5	0,08
Mai	3,2	1,8	3,1	8,1	0,02
Juin	3,9	1,8	3,2	8,9	0,23
Juillet	7,0	2,0	3,1	12,1	4,09
Août	3,4	1,8	3,1	8,3	0,01
Septembre	3,4	2,0	3,6	9,0	0,01
Octobre	2,7	1,8	3,4	7,9	0,03
Novembre	2,5	1,8	3,3	7,6	0,01
Décembre	2,0	2,1	3,4	7,5	0,05
1961 Janvier	5,9	1,9	3,2	11,0	1,10
Février	2,3	1,8	3,2	7,3	0,02
Mars	2,7	2,2	4,3	9,2	0,04
Avril	2,4	1,9	3,3	7,6	0,06
Mai	3,8	1,9	3,7	9,4	0,04
Juin	4,8	2,2	3,8	10,8	0,86

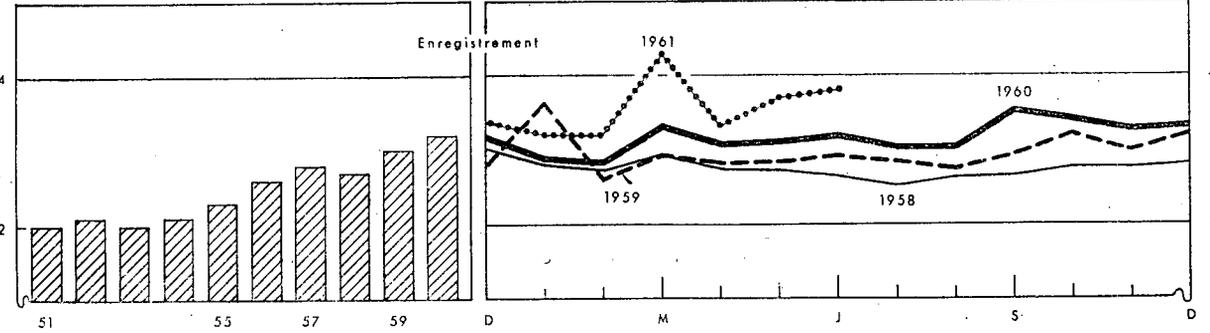
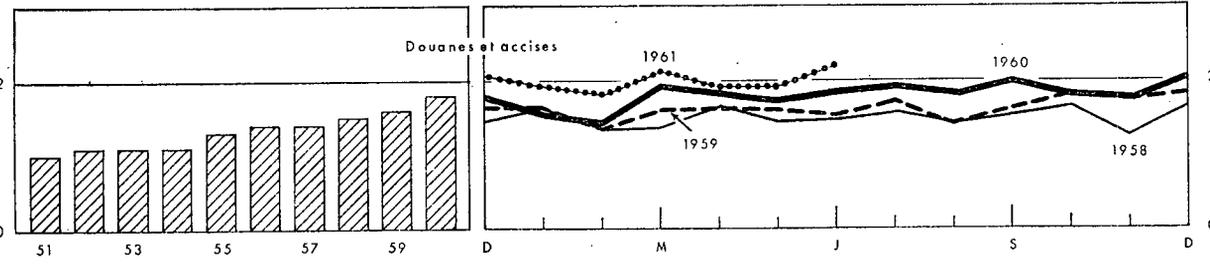
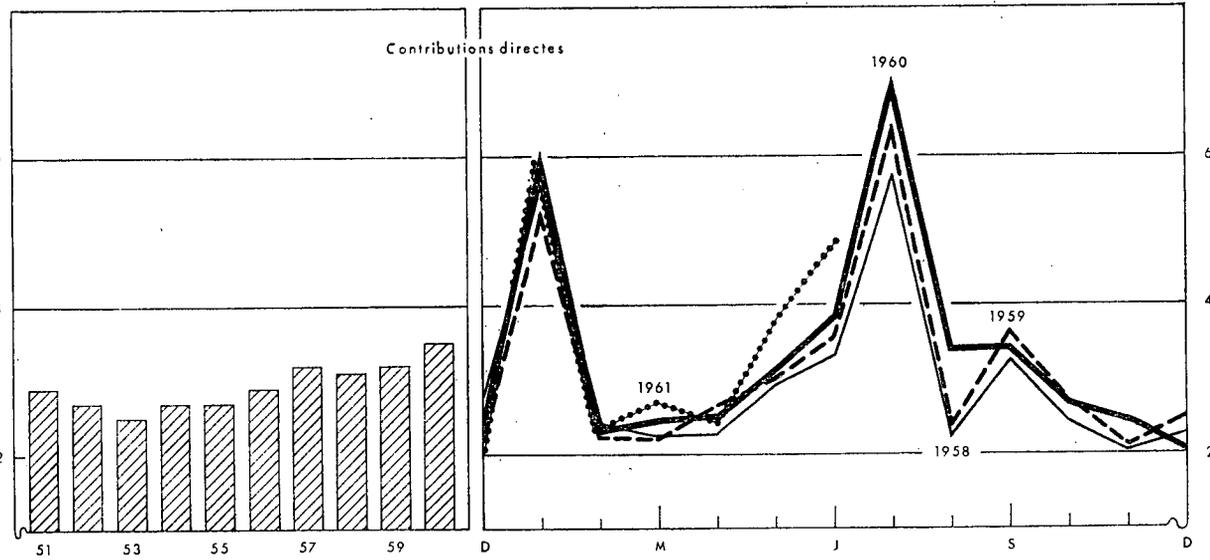
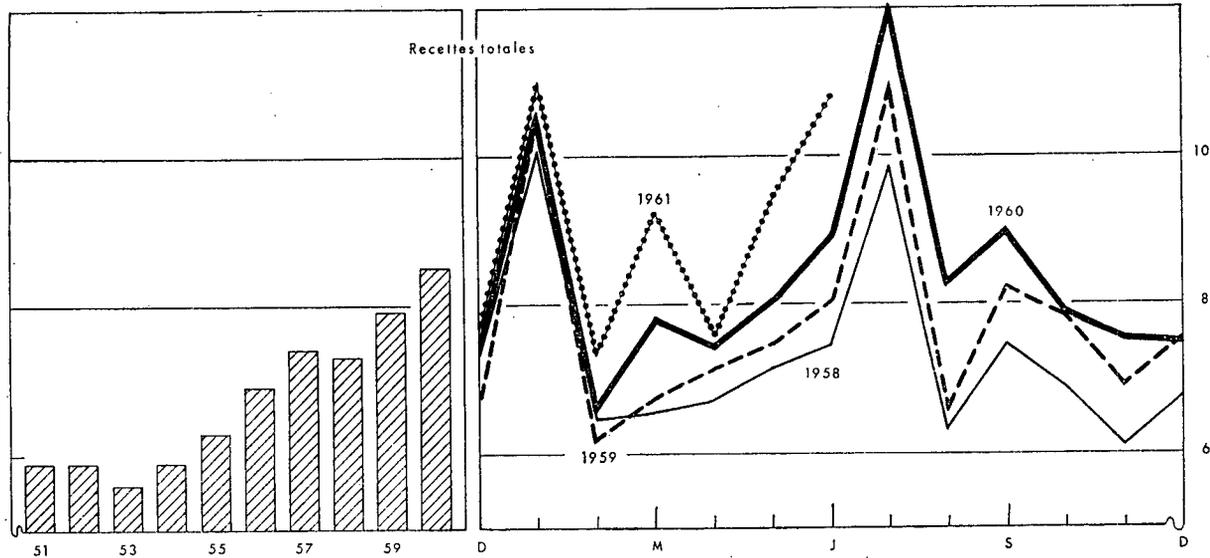
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ La taxe de transmission a été portée le 5 mai 1961 de 5 p.c. à 6 p.c. (Loi du 3 mai 1961 - *Moniteur belge* du 5 mai 1961, p. 8.940).

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1960 6 premiers mois	14,7	+ 0,4	10,1	- 0,5	18,6	- 0,4	43,4	- 0,5	
1961 6 premiers mois	16,5	+ 0,7	11,3	+ 0,8	21,4	- 1,3	49,2	+ 0,2	
Exercice 1960	1960 Avril	2,5	...	1,9	- 0,1	3,1	- 0,1	7,5	- 0,2
	Mai	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,1	3,1	...	8,1	...
	Juin	3,9	+ 0,2	1,8	...	3,2	...	8,9	+ 0,2
	Juillet	7,0	+ 0,3	2,0	...	3,1	...	12,1	+ 0,3
	Août	3,4	+ 0,4	1,8	...	3,1	+ 0,1	8,3	+ 0,5
	Septembre	3,4	...	2,0	...	3,6	+ 0,3	9,0	+ 0,3
	Octobre	2,7	+ 0,1	1,8	- 0,2	3,4	...	7,9	- 0,1
	Novembre	2,5	+ 0,1	1,8	...	3,3	...	7,6	+ 0,1
	Décembre	2,0	- 0,4	2,1	...	3,4	- 0,1	7,5	- 0,5
	1961 Janvier	3,7	- 0,1	0,4	...	...	...	4,1	- 0,1
	Février	1,0	- 0,1	...	...	...	...	1,0	- 0,1
	Mars	0,7	...	...	...	0,1	+ 0,1	0,8	+ 0,1
Ex. 1961	Janvier	2,2	- 0,1	1,4	+ 0,1	3,2	- 0,5	6,8	- 0,5
	Février	1,3	- 0,1	1,8	+ 0,2	3,2	- 0,3	6,3	- 0,2
	Mars	2,0	...	2,1	+ 0,2	4,3	+ 0,2	8,4	+ 0,4
	Avril	2,4	...	1,9	- 0,1	3,3	- 0,5	7,6	- 0,6
	Mai	3,8	+ 0,2	1,9	+ 0,1	3,7	- 0,1	9,4	+ 0,2
	Juin	4,8	+ 0,7	2,2	+ 0,3	3,8	...	10,8	+ 1,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1960 ²		Exercice 1960 : juin 1960		Exercice 1961 : juin 1961	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	41,4	40,5	3,9	3,6	4,8	4,1
contribution foncière	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
taxe mobilière	4,2	3,5	0,7	0,5	0,6	0,6
taxe professionnelle ³	27,3	26,4	2,2	2,0	3,2	2,5
impôt complémentaire personnel ...	4,1	3,9	0,4	0,3	0,4	0,4
contribution nationale de crise ...	2,2	1,9	0,3	0,3	0,4	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	2,7	2,7	0,3	0,3	0,4	0,3
divers ⁴	0,4	1,6	- 0,1	0,1	- 0,3	- 0,1
II. Douanes et accises	22,0	22,9	1,8	1,8	2,2	1,9
dont : douanes	6,0	5,7	0,5	0,5	0,6	0,5
accises	14,9	17,0	1,2	1,3	1,6	1,4
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		...	
III. Enregistrement	38,5	38,6	3,2	3,2	3,8	3,8
dont : enregistrement	4,0	3,9	0,3	0,3	0,4	0,3
successions	2,0	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	32,0	31,9	2,7	2,6	3,2	3,3
Total ...	101,9	102,0	8,9	8,6	10,8	9,8
Différence par rapport aux éval. budgét.	- 0,1		+ 0,3		+ 1,0	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux et les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1960 commencé le 1er janvier 1960 a été clôturé le 31 mars 1961. Non compris les sommes attribuées au Congo et au Ruanda-Urundi.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVII.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVe année, vol. II, no 8, décembre 1960 : « Les budgets de 1960 et 1961 ».

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monnaies			Total du stock monétaire et des liquidités quasi- monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises													(5) = (1) à (4)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1954 Juin	182,3	19,6	1,6	0,1	203,6	47,8	121,6	0,2	1,8	123,6	38,2	46,2	- 2,5	+ 1,0	- 4,5
Septembre	180,2	20,2	1,4	0,1	201,9	47,9	120,7	...	2,1	122,8	38,8	47,0	- 2,7	+ 0,8	- 5,7
Décembre	183,6	21,3	2,0	0,1	207,0	48,3	119,9	1,2	2,8	123,9	41,7	49,8	- 2,9	+ 1,0	- 5,0
1955 Mars	184,7	22,3	1,7	0,1	208,8	51,4	120,4	0,1	2,5	123,0	41,4	49,6	- 3,2	+ 1,3	- 5,1
Juin	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8	121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	- 3,4	+ 1,3	- 5,2
Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4	120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,2
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	196,0	23,6	2,6	...	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,0
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,7	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,8
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,1	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,2	135,9	5,8	4,7	146,4	52,8	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,2
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	p 73,4	p 143,9	4,0	p 4,6	p 152,5	51,1	64,5	- 7,9	p+ 5,5	p- 6,5

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi-monnaies détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n^o 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1958.

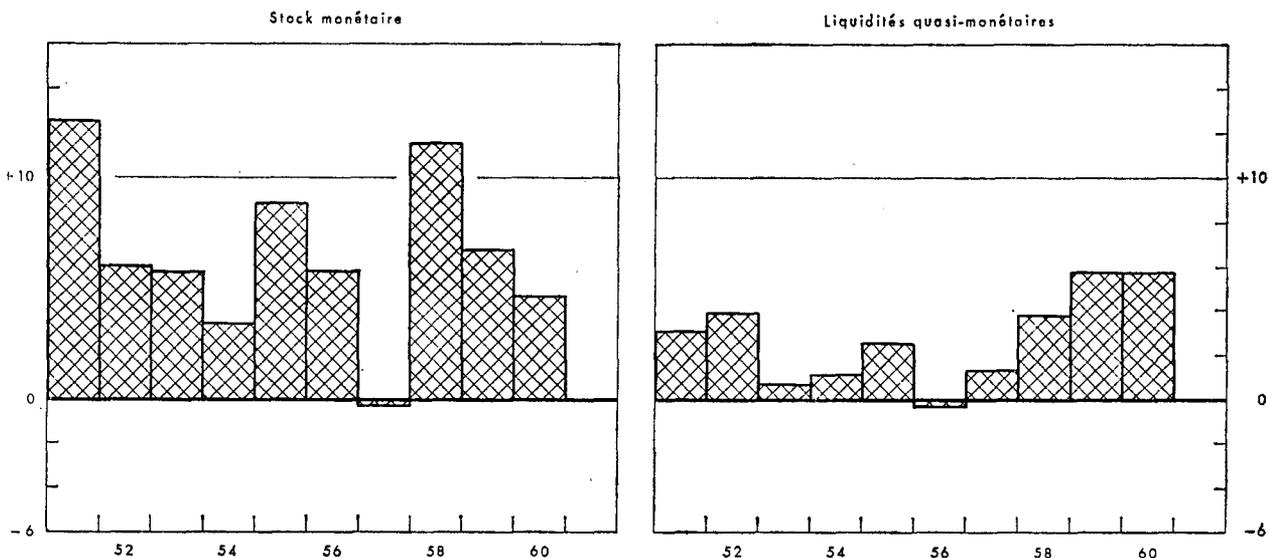
— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

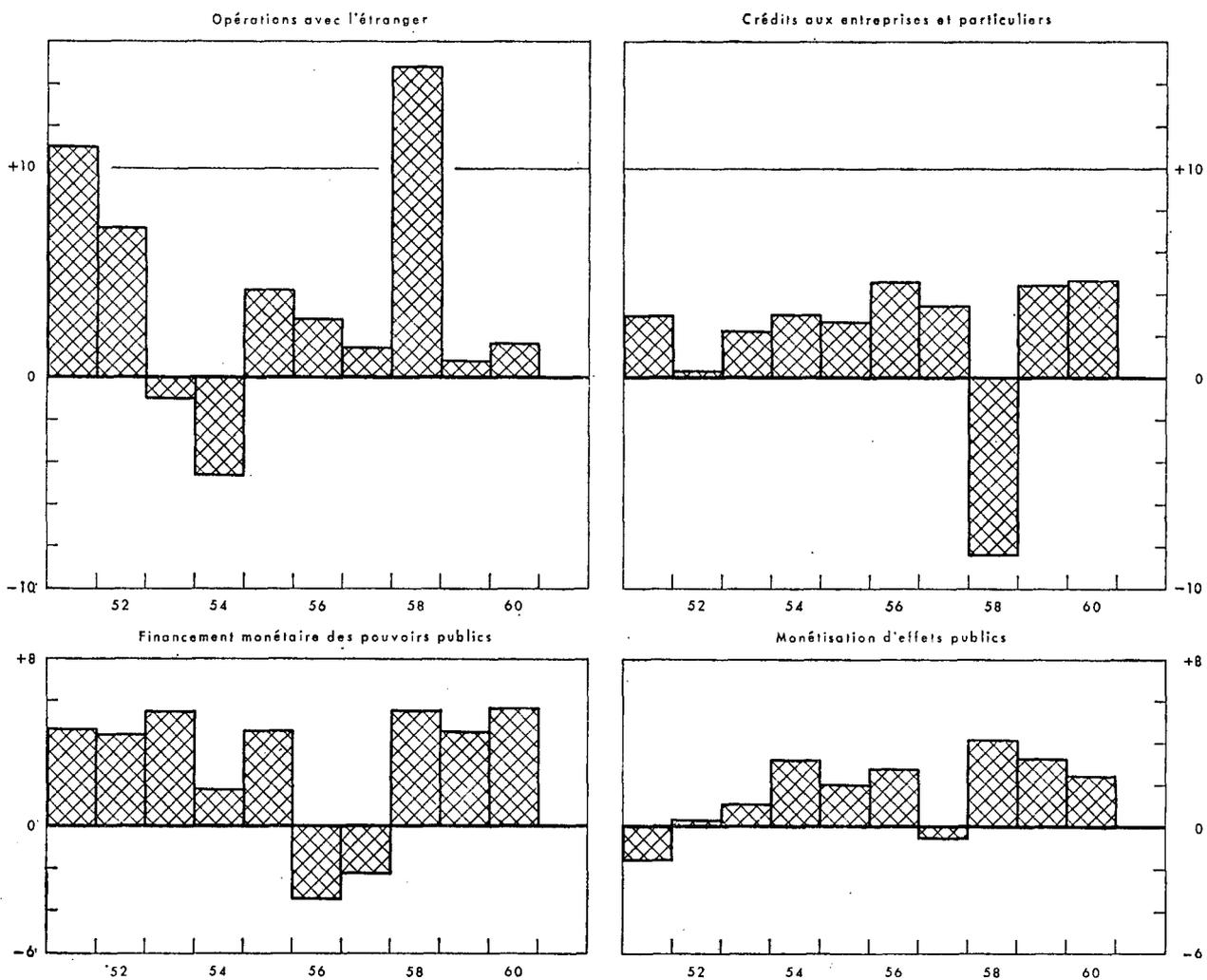
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI-MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A. VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entre-prises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (18)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1955 1 ^{er} trimestre	+ 1,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,4	+ 1,8	- 0,6	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 2,9	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	...	- 1,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,7	- 0,2	+ 0,1	- 0,2
3 ^e trimestre	- 0,2	...	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	...	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 0,2	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 5,1	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,1	- 0,7	+ 2,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,2
Total ...	+ 8,9	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	+ 2,4	- 0,4	+ 2,7	- 0,9	+ 0,2	- 1,3
1956 1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	...	- 1,1
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,6
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,7	+ 2,4	- 2,4 ¹	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,8	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1 ¹	+ 1,9	- 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 4,1	+ 5,8	+ 10,5 ¹	+ 1,9	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,1	- 3,4
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 3,4	+ 5,4 ¹	p - 1,6	p + 6,0	p - 0,1	p - 0,6	p + 0,7	- 0,5	- 1,7	- 0,3	p + 0,9	p + 2,6

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

¹ Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er} trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent à la colonne (3) du présent tableau; par contre, elles n'ont pu être éliminées des variations du stock monétaire [col. (1)] ni de celles des liquidités quasi monétaires [col. (2)], car on ignore dans quelle mesure les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus, d'une part, à plus d'un mois, d'autre part.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Monnaie scripturale				Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²		détenue par les entreprises et particuliers ¹						
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1951 Juin	5,4	88,2	92,2	6,6	0,5	17,4	40,4	58,3	64,9	157,1	58,7
Décembre	5,6	95,0	99,1	7,4	0,7	18,2	43,1	62,0	69,4	168,5	58,8
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Mars	5,6	115,9	118,8	7,5	0,3	24,5	61,4	86,2	93,7	212,5	55,9
Avril	5,6	117,5	120,5	6,8	0,3	24,8	62,2	87,3	94,1	214,6	56,1
Mai	5,6	118,0	120,8	7,7	0,4	25,6	63,0	89,0	96,7	217,5	55,6
Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Juillet	5,7	121,5	124,2	7,8	0,4	25,3	60,5	86,2	94,0	218,2	56,9
Août	5,7	120,1	123,0	7,8	0,5	25,0	58,6 ⁴	84,1	91,9	214,9	57,2
Septembre	5,7	120,6	123,6	8,6	0,5	24,5	57,0 ⁴	82,0	90,6	214,2	57,7
Octobre	5,7	120,5	123,4	7,4	0,4	24,8	57,9	83,1	90,5	213,9	57,7
Novembre	5,7	118,9	121,7	7,4	0,5	25,0	57,8 ⁴	83,3	90,7	212,4	57,3
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Janvier	5,8	122,0	124,9	7,7	0,6	27,7	58,9 ⁴	87,2	94,9	219,8	56,8
Février	5,8	122,0	124,9	8,2	0,5	26,8	60,2 ⁴	87,5	95,7	220,6	56,6
Mars	5,8	122,7	125,6	8,7	0,5	25,9	61,9	88,3	97,0	222,6	56,4
Avril	5,8	123,6	126,7	7,9	0,4	27,1	61,1	88,6	96,5	223,2	56,8
Mai	5,8	123,7	126,5	8,4	0,5	27,1	63,4	91,0	99,4	225,9	56,0

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août 1960 et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier 1961 et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février. Dans une mesure qui n'est pas connue avec précision, mais qui est sans doute importante, les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus. Au cours de chacun des mois d'août — septembre 1960 et de novembre 1960 à février 1961, la différence entre le chiffre de la colonne (7) du présent tableau et celui du mois précédent est donc influencée par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période				Evolution				Evolution	
	B.N.B. 1	Engagements nets à vue des autres organismes monétaires	Autres avoirs et engagements nets non à vue	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique	Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (8) = (5) - (6) - (7)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (5)] et ceux de la balance des paiements [col. (10)] 5	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6
						Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1953 Année	52,4	- 4,8	2,7	50,3	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 1 ^{er} trimestre	52,3	- 6,8	4,3	49,8	- 0,5	+ 0,5	...	- 1,0	- 0,1	- 0,6
2 ^e trimestre	49,7	- 4,8	2,9	47,8	- 2,3	+ 0,5	...	- 2,8	- 2,3	- 4,6
3 ^e trimestre	49,6	- 4,4	2,7	47,9	+ 0,2	+ 1,7	...	- 1,5	- 0,3	- 0,1
4 ^e trimestre	50,5	- 3,7	1,5	48,3	+ 0,5	- 0,1	...	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,7
					- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 1 ^{er} trimestre	53,7	- 4,7	2,4	51,4	+ 3,2	+ 1,8	...	+ 1,4	- 0,2	+ 3,0
2 ^e trimestre	52,9	- 4,8	2,7	50,8	- 0,5	- 1,1	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 2,0
3 ^e trimestre	54,3	- 4,8	2,9	52,4	+ 1,7	...	...	+ 1,7	+ 0,1	+ 1,8
4 ^e trimestre	56,1	- 4,8	3,4	54,7	+ 2,3	+ 1,7	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 1,6
					+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 ^{er} trimestre	58,8	- 4,9	3,6	57,5	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 ^e trimestre	59,2	- 3,8	3,1	58,5	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^e trimestre	59,2	- 5,1	2,3	56,4	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^e trimestre	56,9	- 6,1	3,2	54,0	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
					- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre	53,2	- 6,2	3,4	50,4	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^e trimestre	53,3	- 4,8	3,0	51,5	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^e trimestre	51,4	- 4,7	2,6	49,3	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 ^e trimestre	57,0	- 3,9	3,0	56,1	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
					+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,5	- 2,4	2,1	60,2	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre	67,5	- 3,8	2,5	66,2	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre	70,8	- 4,1	3,4	70,1	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre	74,1	- 5,4	3,4	72,1	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
					+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,2	- 2,9	3,0	70,3	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	72,2	- 6,5	4,0	69,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	70,3 ⁹	- 5,8	6,7 ⁷	71,2 ^{7 8}	- 0,7 ⁷	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	65,8 ⁷	- 3,8	8,7 ⁷	70,7	- 0,6	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
					- 4,1	- 4,0	- 0,8	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	69,5	- 5,2	8,5	72,8	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	71,9	- 5,5	8,1	74,5	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	...	+ 1,6
3 ^e trimestre	64,7	- 6,2	8,7	67,2 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	73,6	- 9,0	10,6	75,2 ⁹	+ 7,4 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,2	+ 7,2
					+ 4,6 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,9	+ 1,6	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre ... p	74,5	-11,8	10,7	73,4 ⁹	- 2,0 ⁹	- 0,1	- 0,3	- 1,6		

1 A l'exclusion des effets en francs belges sur l'étranger et de la créance sur le F.M.I., qui sont compris dans les « Autres avoirs et engagements nets non à vue » [col. (3)] (voir note 7 ci-dessous).

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parasétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeoise, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, rubrique 9, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses écritures, comme avoir propre, la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. La créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures en vertu de ces dispositions législatives figure à la colonne (3) « Autres avoirs et engagements nets non à vue » à concurrence de 2,8 milliards le 30 septembre 1959 et à concurrence de 4,4 milliards à partir de la fin de 1959. Les 2,8 milliards comptabilisés au cours du troisième trimestre de 1959 représentent une simple reprise de créance à l'Etat; en conséquence, l'évolution des avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (5)] en fait abstraction. Par contre presque toute l'augmentation de 1,6 milliard au cours du quatrième trimestre de 1959 résulte de la majoration de la quote-part belge au Fonds Monétaire International et a eu pour contrepartie une diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. repris à la colonne (1).

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (8); en effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (7).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) à (4) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er} trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	2	1	1	1	2
Compte A	—	—	—	—	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
Trésor public } taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 10 octobre	1961 9 janvier	1961 10 avril	1960 8 juin	1961 5 juin	1960 4 juillet	1961 10 juillet
ACTIF									
Encaisse en or	56.693	58.525	54.701	58.516	56.582	58.983	53.337	59.528	53.827
Monnaies étrangères	4.407	12.605	7.841	13.032	17.140	7.329	18.781	7.670	20.673
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	3.541	7.357	5.981	1.672	4.564	1.835	4.030
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P.	5.536	3.509	4.109	3.509	3.081	5.536	2.801	5.536	2.413
b) A.M.E. ....	...	...	20	...	10	...	...	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388
d) autres accords .....	...	...	...	...	40	31	103	...	47
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	6.969	12.166	16.934	3.290	18.436	3.008	20.162
Effets de commerce	7.560	6.773	4.119	3.361	2.612	2.562	5.017	2.398	3.631
Avances sur nantissement	102	51	2.204	26	84	135	101	466	190
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor	8.215	6.040	8.890	9.890	8.140	9.215	8.140	9.615	9.715
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	658	591	683	644	606	658	561
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	2	1	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.524	2.519	2.562	2.523	2.568	2.520	2.567
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.508	1.508	1.519	1.508	1.519	1.508	1.519
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.076	1.120	1.123	1.079	1.129	1.078	1.134
Divers	515	698	906	1.237	896	932	795	845	743
Compte d'ordre :	128.531	150.916	137.456	153.222	155.777	133.829	156.286	135.054	159.601
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	1.572	2.095	1.753	1.116	1.531	1.884	1.378
PASSIF									
Billets en circulation	118.925	124.091	120.301	124.386	122.363	118.882	124.406	120.471	125.671
Comptes courants :									
Trésor public									
compte ordinaire ...	7	24	10	19	12	23	12	14	20
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	234	185	146	331	142	304	141
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	44	...	84	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	286	296	327	225	416	230	320
Comptes courants divers	3.161	2.606	1.079	3.219	5.284	4.595	3.278	4.209	4.393
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E.	344	249	180	273	223	412	279	470	173
b) autres accords	224	263	236	233	158	162	157	168	160
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	122.326	128.611	128.513	124.674	128.690	125.950	130.878
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	10.485	19.553	22.880	4.959	23.066	4.843	24.090
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.076	1.120	1.123	1.079	1.129	1.078	1.134
Divers	767	938	1.045	1.414	692	593	832	659	930
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.124	2.124	2.169	2.124	2.169	2.124	2.169
Compte d'ordre :	128.531	150.916	137.456	153.222	155.777	133.829	156.286	135.054	159.601
Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	1.572	2.095	1.753	1.116	1.531	1.884	1.378

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Rubriques	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 30 avril	1961 30 avril	1960 31 mai	1961 31 mai	
ACTIF									
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—	
B. Disponible et réalisable :									
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.908	6.031	5.972	5.933	3.011	3.164	3.087	3.599	
Prêts au jour le jour	848	1.415	1.013	1.277	2.982	2.269	2.575	2.681	
Banquiers	4.304	4.393	6.696	8.103	7.327	10.225	7.824	10.839	
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.066	1.005	2.345	3.236	2.046	3.125	2.566	3.366	
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.481	4.745	5.205	6.017	6.758	7.210	6.211	6.477	
Portefeuille-effets	44.270	51.103	52.469	55.155	61.811	63.553	59.956	64.436	
a) Portefeuille commercial ²	15.596	18.353	18.128	21.528	21.105	22.711	19.678	22.142	
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	14.156	19.228	20.709	20.496	26.969	27.184	24.098	28.031	
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	14.518	13.522	13.632	13.131	13.737	13.658	16.180	14.263	
Reports et avances sur titres	1.114	1.222	1.364	1.168	1.173	1.210	1.125	1.200	
Débiteurs par acceptations	9.326	10.637	11.944	12.682	11.387	12.566	11.290	12.786	
Débiteurs divers	21.638	20.863	22.792	26.064	23.895	27.125	24.155	27.222	
Portefeuille-titres	24.474	29.276	34.988	39.274	37.079	46.445	36.916	48.645	
a) Valeurs de la réserve légale	295	340	366	401	381	407	382	405	
b) Fonds publics belges	21.692	26.575	32.021	36.199	33.977	43.105	33.770	45.454	
c) Fonds publics étrangers	78	67	231	275	268	479	281	439	
d) Actions de banques	1.113	1.196	1.340	1.291	1.325	1.268	1.333	1.244	
e) Autres titres	1.296	1.098	1.030	1.108	1.128	1.186	1.150	1.103	
Divers	976	1.060	1.730	1.570	987	1.362	1.075	1.512	
Capital non versé	5	6	7	7	7	7	7	7	
Total disponible et réalisable ...	118.410	131.756	146.525	160.486	158.463	178.261	156.787	182.770	
C. Immobilisé :									
Frais de constitut. et de premier établ.	21	23	23	20	21	20	21	23	
Immeubles	1.001	1.082	1.126	1.190	1.041	1.195	1.132	1.210	
Participation dans les filiales immobil.	267	267	257	258	257	273	257	273	
Créances sur filiales immobilières	340	355	350	345	336	324	340	305	
Matériel et mobilier	121	136	140	153	147	160	150	163	
Total de l'immobilisé ...	1.750	1.863	1.896	1.966	1.802	1.972	1.900	1.974	
Total de l'actif ...	120.160	133.619	148.421	162.452	160.265	180.233	158.687	184.744	
PASSIF									
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—	
B. Exigible :									
Créanciers privilégiés ou garantis	296	283	415	330	1.831	1.399	541	1.211	
Emprunts au jour le jour	90	103	644	1.332	1.404	2.614	1.273	2.718	
a) Garantis par des sûretés réelles	—	—	571	1.247	1.318	2.512	1.187	2.634	
b) Non garant. par des sûr. réelles	—	—	73	85	86	102	86	84	
Banquiers	6.786	8.186	8.568	14.208	10.687	20.882	10.533	23.449	
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.054	1.770	2.398	3.165	2.897	2.997	2.890	2.799	
Acceptations	9.326	10.637	11.945	12.683	11.387	12.567	11.291	12.781	
Autres valeurs à payer à court terme	2.255	2.574	2.690	2.382	3.745	2.960	3.384	2.850	
Créditeurs pour effets à l'encaissement	861	788	889	990	956	1.114	956	1.086	
Dépôts et comptes courants	81.113	89.494	99.256	103.790	105.261	110.921	105.438	112.892	
a) A vue	} 69.307 ^a	57.215	62.077	61.080	63.897	64.080	65.075	66.066	
b) A un mois au plus		3.540	3.319	4.873	3.462	5.220	3.235	5.005	
c) A plus d'un mois		12.223	14.800	19.200	18.928	22.831	18.039	22.834	
d) A plus d'un an		11.806	1.281	1.495	956	1.219	1.020	1.311	1.023
e) A plus de deux ans		2.023	2.097	1.975	1.976	1.963	1.990	2.139	
f) Carnets de dépôts	3	11.448	13.730	14.115	14.152	14.165	14.177	14.156	
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	3	1.764	1.738	1.591	1.627	1.642	1.610	1.669	
Obligations et bons de caisse	4.938	6.607	6.891	7.573	6.943	7.935	7.011	8.059	
Montants à libérer sur titres et partic.	634	641	664	635	680	619	678	619	
Divers	3.622	3.589	4.451	4.940	4.728	5.637	4.641	5.705	
Total de l'exigible ...	111.975	124.672	138.811	152.028	150.519	169.645	148.636	174.169	
C. Non exigible :									
Capital	4.844	5.202	5.746	6.201	5.665	6.209	5.964	6.194	
Fonds indispos. par prime d'émission ...	139	193	283	284	237	277	288	282	
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	299	343	369	406	385	407	385	404	
Réserve disponible	2.825	3.103	3.106	3.363	3.258	3.585	3.263	3.584	
Provisions	78	106	106	170	151	110	151	111	
Total du non exigible ...	8.185	8.947	9.610	10.424	9.746	10.588	10.051	10.575	
Total du passif ...	120.160	133.619	148.421	162.452	160.265	180.233	158.687	184.744	

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques (millions de francs)

1957 31 décembre	12.804	1959 31 décembre	6.835	1960 30 avril	4.220	1961 30 avril	5.798
1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.547	1960 31 mai	5.275	1961 31 mai	6.100

³ Les dépôts inscrits en carnets ou livrets sont compris à fin 1957 dans les « Dépôts et comptes courants » sub a) et b).

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

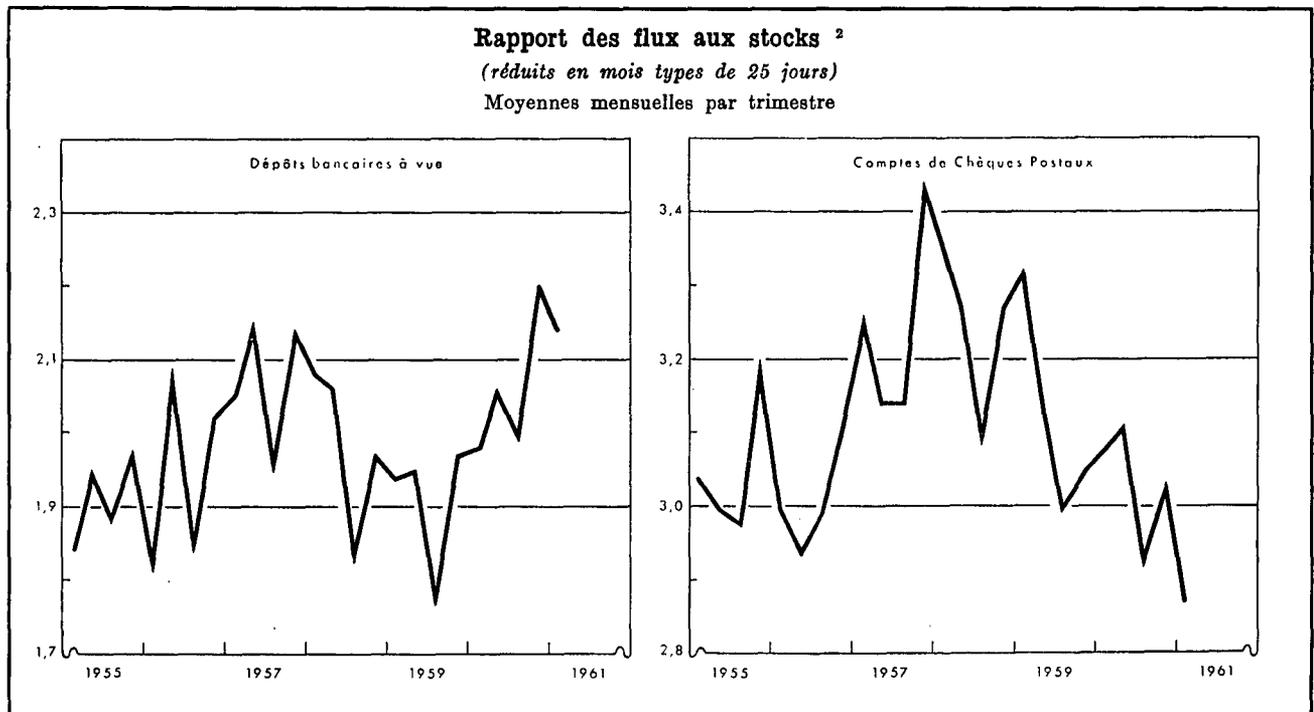
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoir des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières)		(moyennes journalières ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1951	641	27,4	20,2	26,1	69,3	26,0	69,3	190,7	91
1952	652	28,1	21,0	27,9	71,7	28,0	71,7	199,4	91
1953	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1960 2 ^e trimestre	830	36,8	26,9	42,0	102,8	41,2	102,8	288,8	92
3 ^e trimestre	846	38,6	27,2	43,6	106,8	44,5	106,8	301,7	91
4 ^e trimestre	855	36,8	27,0	43,4	100,4	39,5	100,4	283,7	92
1961 1 ^{er} trimestre	861	41,7	29,6	44,1	111,6	47,1	111,6	314,5	92
2 ^e trimestre	866	40,3	29,5	45,1	108,2	44,8	108,2	306,2	92
1960 Avril	826	35,2	26,6	40,7	100,2	41,0	100,2	282,2	92
Mai	827	37,4	27,0	42,0	103,4	41,2	103,4	290,1	92
Juin	830	38,0	27,5	43,3	104,8	41,3	104,8	294,2	92
Juillet	831	40,4	27,7	47,1	113,8	48,0	113,8	322,7	91
Août	838	38,7	27,3	43,6	106,7	44,8	106,7	301,7	92
Septembre	846	36,8	26,7	40,0	100,0	40,6	100,0	280,6	91
Octobre	850	36,6	26,8	41,3	103,8	42,8	103,8	291,7	92
Novembre	853	35,9	26,7	40,3	99,0	39,1	99,0	277,3	93
Décembre	855	37,8	27,5	48,5	98,5	36,5	98,5	282,0	91
1961 Janvier	857	46,0	29,7	44,3	118,4	52,1	118,4	333,2	93
Février	859	39,5	29,6	42,8	107,2	44,6	107,2	301,9	92
Mars	861	39,6	29,4	45,1	109,4	44,7	109,4	308,5	92
Avril	863	38,6	29,6	43,2	102,6	41,4	102,6	289,8	92
Mai	864	41,7	29,7	45,2	109,7	46,6	109,7	311,3	92
Juin	866	40,5	29,2	46,8	112,2	46,3	112,2	317,4	92

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois types de 25 jours ⁵	
				dépôts bancaires à vue	dépôts bancaires à vue	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1951	58,7	60,9 ^e	120,4 ^e	1,84	1,82	3,08 ^e
1952	61,1	62,7	123,8	1,75	1,73	2,94
1953	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,5	70,3	153,8	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	100,9	87,2	188,1	2,09	2,06	3,04
1960 1 ^{er} trimestre	97,4	86,0	183,4	2,04	1,98	3,08
2 ^e trimestre	104,3	89,3	193,6	2,03	2,06	3,11
3 ^e trimestre	98,7	86,5	185,2	2,05	2,00	2,93
4 ^e trimestre	103,3	86,9	190,2	2,22	2,20	3,03
1961 1 ^{er} trimestre	102,5	90,4	192,9	2,17	2,14	2,87
1960 Mars	102,5	81,0	183,5	2,14	1,98	2,87
Avril	98,8	88,4	187,2	1,90	1,90	3,21
Mai	105,0	92,2	197,2	2,07	2,16	3,20
Juin	109,1	87,4	196,5	2,12	2,12	2,92
Juillet	102,2	92,4	194,6	2,04	2,04	3,06
Août	98,5	85,2	183,7	2,06	1,98	2,89
Septembre	95,5	81,8	177,3	2,05	1,97	2,83
Octobre	96,9	87,7	184,6	2,10	2,02	3,06
Novembre	102,5	90,9	193,4	2,19	2,28	3,22
Décembre	110,5	82,0	192,5	2,38	2,29	2,82
1961 Janvier	101,0	85,4	186,4	2,15	2,15	2,72
Février	94,3	96,4	190,7	2,02	2,10	3,06
Mars	112,2	89,4	201,6	2,33	2,16	2,83
Avril	100,7	95,8	196,5	2,08	2,17	3,01
Mai	110,2	96,5	206,7	2,20	2,29	3,01

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

⁶ Moyennes mensuelles des dix derniers mois.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cfr. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Fonds des Rentes.

A fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
1951	4.936	—	—	—	—	—	2.698	250	—	1.562
1952	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	—	344
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	—	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	—	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	—	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	—	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	—	—	4.059	274	—	—	45
1959 Janvier	4.298	90	—	—	—	3.893	107	—	—	45
Février	3.985	20	—	—	—	3.651	68	—	—	—
Mars	4.152	—	—	427	—	4.300	—	—	—	—
Avril	4.339	420	—	1.098	—	5.512	—	—	—	—
Mai	4.715	40	—	1.351	—	5.757	—	—	—	—
Juin	5.107	204	—	729	—	5.706	—	—	—	—
Juillet	4.044	160	—	1.072	—	4.949	—	—	—	—
Août	4.228	50	—	4.883	—	6.021	—	—	—	—
Septembre ...	4.784	453	—	3.479	—	5.514	—	—	—	—
Octobre	4.292	187	300	5.056	—	6.663	—	—	—	—
Novembre ...	4.368	184	1.000	3.342	1.510	7.211	—	—	—	—
Décembre ...	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	—	—
1960 Janvier	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	—	—	—	—
Février	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	—	—	—	—
Mars	4.767	85	—	2.683	1.910	6.147	—	—	—	—
Avril	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	—	—	—	—
Mai	5.105	228	—	3.545	2.640	8.163	—	—	—	—
Juin	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	—	—	—	—
Juillet	5.995	70	—	1.188	2.237	5.933	—	—	—	—
Août	5.936	6	450	3	1.211	4.242	—	—	—	—
Septembre ...	6.075	89	1.000	—	103	3.896	—	—	—	—
Octobre	6.097	11	600	75	1.332	4.773	—	—	—	—
Novembre ...	6.366	—	400	1.312	1.583	6.165	—	—	—	—
Décembre ...	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	—	—	—	—

1 Y compris les opérations à réméré.

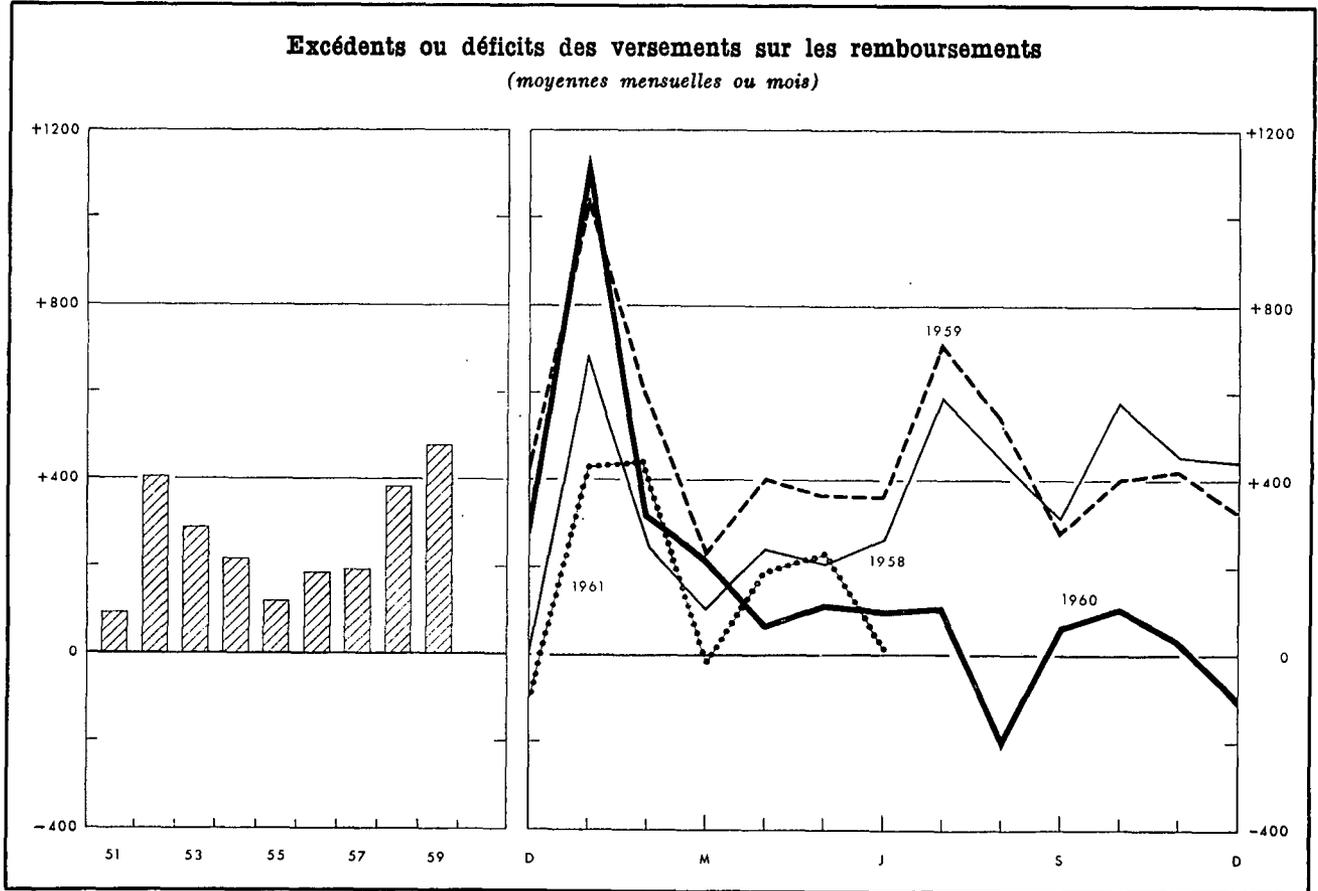
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits (-)		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	1960	1961	1960	1961
1951	9.271	8.134	1.137	34.842 ¹				
1952	12.958	8.127	4.831	40.748 ¹				
1953	13.204	9.684	3.520	45.493 ¹				
1954	13.883	10.764	2.619	49.459 ¹				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.838	19.784	2.054	78.887 ¹				
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Janvier	2.327	p 1.990	1.185	p 1.560	1.141	p 430	75.583	p 79.317
Février	1.854	p 1.953	1.530	p 1.511	324	p 442	75.907	p 79.759
Mars	1.853	p 1.860	1.635	p 1.880	218	p -20	76.125	p 79.739
Avril	1.787	p 1.867	1.717	p 1.680	70	p 187	76.195	p 79.926
Mai	1.778	p 1.909	1.658	p 1.681	120	p 228	76.315	p 80.154
Juin	1.799	p 1.927	1.694	p 1.919	105	p 8	76.420	p 80.162
Juillet	1.899		1.777		122		76.542	
Août	1.646		1.825		- 179		76.363	
Septembre	1.722		1.649		73		76.436	
Octobre	1.834		1.719		115		76.551	
Novembre	1.680		1.637		43		76.594	
Décembre	1.659		1.758		- 99		78.887 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Disponible ¹	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3
Placements provisoires :					
Effets sur la Belgique	5,4	6,5	7,6	9,4	9,1
Avances à l'industrie	—	—	—	—	3,3
Crédit d'exportation	—	—	—	—	0,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	...	0,2	0,4	1,6	1,7
Certificats de Trésorerie	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3
Prêts au jour le jour	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7
Placements définitifs :					
Rentes belges directes	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8
et communes	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2
Obligations de sociétés belges	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations					
complémentaires aux prisonniers politiques, et					
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la					
guerre	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,4	2,7	2,8	2,9	3,3
Crédit agricole	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5
Avances à la Société nationale du Logement, aux					
sociétés agréées et aux communes en vue de la					
construction d'habitations sociales	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2

PASSIF

<i>Exigible :</i>					
Dépôts sur livrets ² :					
Particuliers	52,1	55,9	60,0	66,5	74,3
Dotation des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	52,7	61,1	65,0	71,8	78,5
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7
<i>Non exigible :</i>					
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds					
de réserve	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprendent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2
Obligations de sociétés belges	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitation sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5
PASSIF					
Fonds des Rentes ¹	18,3	19,0	13,2	13,5	13,8
Réserves mathématiques ²			6,7	7,4	8,2
Total du passif ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0

* Depuis 1957, la C.G.E.R. publie séparément :

- 1) un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1905 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres.
 - 2) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des Employés. Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) un bilan se rapportant aux retraites des employés, telles qu'elles ont été fixées par la loi du 12-7-1957, conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants.
- ¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions.
- ² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5
PASSIF					
Réserves mathématiques et provisions	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2
Fonds de réserve	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances, et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1959 2 ^e trimest.	17,0	4,7	4,2	25,9	2,0	14,7	0,3	17,0	4,6	0,3	0,1	0,4	0,4	5,2	11,0	28,0
3 ^e trimest.	17,5	4,8	4,3	26,6	2,2	15,3	0,3	17,8	4,9	0,3	0,1	0,3	0,4	5,3	11,3	29,1
4 ^e trimest.	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960 1 ^{er} trimest.	19,0	5,2	4,5	28,7	2,4	16,2	0,4	19,0	5,4	0,2	0,1	0,4	0,3	5,7	12,1	31,1
2 ^e trimest.	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
3 ^e trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
4 ^e trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 ^{er} trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6												

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	2,0	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8
2 ^o garantis par Banques et Sociétés financières ...	4,0	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o ¹	4,6	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,1	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8
Crédits commerciaux à moyen terme	1,6	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,9	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9
Crédits gérés pour compte de l'Etat ²	2,3	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7
PASSIF						
Obligations	12,9	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1
Bons de caisse	2,7	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3
Etat Belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1

¹ Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

² Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	0,6	0,7	1,0	1,4	1,7	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	4,4	5,1	6,2	7,1	7,8	1,1	1,3	1,6	1,8	2,0
Prêts sur police	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,3	2,5	2,5	2,9	3,5	2,1	2,2	2,4	2,8	3,1
Valeurs étrangères	0,2	0,5	0,5	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Titres garantis par le Congo	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	1,9	2,1	2,2	2,6	3,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Titres des autres organismes										
parastataux	1,5	1,5	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,1	1,0	1,6	1,7	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6
Obligations de sociétés belges	4,8	5,5	6,0	6,4	7,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,8	2,0	2,3	2,5	1,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des valeurs mobilières ...	13,7	15,3	16,3	17,8	19,6	4,7	5,1	5,2	5,9	6,5

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	19,7	22,1	24,4	27,0	31,0	6,7	7,4	8,2	9,0	9,8

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 9. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1951	1,02
1952	1,27
1953	1,47
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,18
1960	2,50
1960 1 ^{er} trimestre .	2,14
2 ^e trimestre .	2,51
3 ^e trimestre .	2,76
4 ^e trimestre .	2,59
1961 1 ^{er} trimestre .	2,65

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	4,7		8,2		6,4		5,5		5,1		6,3		5,6		10,9		10,4	
Banques	0,6		2,4		2,8		3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1	
Institutions parastatales de crédit ..	0,2		0,4		0,7		0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3	
Total ...		5,5		11,0		9,9		8,8		7,1		5,9		6,2		17,7		15,8
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	2,8		3,1		3,1		3,4		3,8		3,6		5,2		4,4		n.d.	
Organismes d'assurance contre les accidents du travail	0,6		1,0		1,0		1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		n.d.	
Caisse de vacances annuelles	0,8		0,6		0,5		0,1		0,3		0,1		0,4		0,2		n.d.	
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,3		2,7		2,9		3,1		3,4		3,5		3,5		3,9		n.d.	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,2		0,1		0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		n.d.	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3		0,2		0,2		0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		n.d.	
Total ...		6,9		7,8		7,8		7,9		9,1		8,9		10,7		10,1		9,2
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5		2,6		3,2		2,9		2,7		2,1		1,8		2,1		n.d.	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	3,6		4,3		4,9		5,2		6,2		6,5		7,0		7,5		7,5	
Construction d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	6,3		5,4		6,4		7,3		7,9		7,4		8,9		9,2		11,7 ⁴	
Total ...		12,4		12,3		14,5		15,4		16,8		16,1		17,6		18,7		19,2
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public ...	6,2		11,0		6,1		13,1		10,5		7,9		13,6		16,0		15,8	
Total (1 à 4)	31,0		42,1		38,3		45,2		43,5		38,8		48,1		62,5		60,0	
Doubles emplois ² ...	-1,0		-0,8		-0,3		0,1		0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,5	
Total net (1 à 4) ...	30,0		41,3		38,0		45,3		43,6		38,0		48,4		59,9		60,5	
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	24,2		23,6		23,2		23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7	
Epargne nette	11,0 ³		9,0 ³		7,8 ³		7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		4,9		5,6	
Total ...	35,2		32,6		31,0		31,6		35,0		38,5		40,1		34,7		36,3	
Total général (1 à 5) ...		65,2		73,9		69,0		76,9		78,6		76,5		88,5		94,6		96,8

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

⁴ Ce chiffre comprend en outre les prêts hypothécaires consentis par les particuliers.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement négociables ²					Titres non généralement négociables			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales ^{(5) = (3) + (4)}	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes ^{(8) = (6) - (7)}		
		Emissions brutes ⁽¹⁾	Amortissements ⁽²⁾	Emissions nettes ^{(3) = (1) - (2)}							
1. Etat (dette directe uniquement)	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5	
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1	
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7	
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1	
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,6	1,3	- 0,7	...	- 0,7	3,0	0,4	2,6	1,9	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8	
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	1,9	0,2	1,7	4,8	
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,8	0,6	2,2	3,3	5,5	2,3	0,6	1,7	7,2	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,0	5,2	3,1	0,7	2,4	7,6	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1	
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	0,4	0,2	0,2	3,3	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1956	32,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5	
	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	5,6	3,5	2,1	17,4	
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9	
	1959	32,7	11,4	21,3	7,4	28,7	6,0	3,0	3,0	31,7	
	1960	35,6	20,7	14,9	8,0	22,9	8,9	2,6	6,3	29,2	
6. Congo et Ruanda-Urundi	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,3	3,7	...	3,7	...	...	...	3,7
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3	
	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	5,6	3,5	2,1	17,1	
	1958	27,9	13,8	14,1	10,2	24,3	5,8	3,5	2,3	26,6	
	1959	32,7	12,0	20,7	7,4	28,1	6,0	3,0	3,0	31,1	
	1960	35,6	22,2	13,4	8,0	21,4	8,9	2,6	6,3	27,7	
7. Rectifications à apporter pour :	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement négociables d'une part et des titres non généralement négociables d'autre part — correction : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—	
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—	
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁶	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—	
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : 4,0; en 1957 : 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9.

² Sont considérés comme titres généralement négociables, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Avril	8	Ville d'Anvers	5,50	97,80	5 ans 8 mois	600	5,98
	Avril	8	Ville de Bruxelles	5,50	97,80	5 ans 8 mois	800	5,98
	Avril	28	Fonds des Routes	5,50	98,00	7 ans	2.000	5,86
	Juin	12	Crédit Communal	5,50	99,00	8 ans	1.000	5,66
	Septembre	15	Etat belge 1958-1968	5,00	99,00	10 ans	10.695	5,16
	Novembre	26	Emprunt à lots du Congo 1958	2,00 — 5,00 ²	100,00	15 ans	2.000	5,41
1959	Janvier	19	Etat belge 1959-1971	4,75	98,25	12 ans	8.194	4,98
	Mars	16	S.N.C.B.	4,75	98,25	10 ans	700	5,02
	Avril	15	Fonds des Routes	4,75	98,25	12 ans	2.500	4,98
	Mai	12	R.T.T.	4,75	98,25	11 ans	1.500	4,99
	Juin	8	Etat belge 1959-1974	4,75	98,25	à 10 ou 15 ans	4.098	5,06 ⁷
	Juillet	6	Ville de Liège	5,00	98,00	10 ans	400	5,30
	Septembre	14	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre	19	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 ⁷
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,19 ⁷
	Juin	7	Crédit Communal	3 — 5,00	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁵	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 ⁷
	Novembre	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 —	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 ⁷
	Novembre	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁵	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 ⁷
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	1.522	5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 ⁷
	Avril	13	R.T.T.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ⁷
	Juin	8	Etat belge 1961-73	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

² Après le 30 novembre 1968.

³ Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

⁴ Emprunt à lots; intérêts : 8 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.

⁵ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

⁶ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.

⁷ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1959	Mai	20	R.T.T.	4,50	12 ans	F.S. 50	n.d.	
	Novembre	25	Congo	5,50	3 ans	U.S. \$ 20	n.d.	
	Novembre	28	Sabena	5,75	4 ou 5 ans			
	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	7 ans	U.S. \$ 20	n.d.	
	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	15 ans	D.M. 60	6,02	
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13
	Mars	31	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai	18	Etat belge 1961-81	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

³ Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

⁴ Cet emprunt a été rangé, dans les situations officielles de la Dette publique, parmi les emprunts à court terme parce qu'il était représenté par des promesses remboursables à six mois de date. Ces promesses étaient toutefois renouvelables, à l'option de l'Etat belge, jusqu'à la date d'expiration du crédit, soit le 22 août 1961.

⁵ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe	Dettes indirectes	Dettes totales
	intérieure				extérieure						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959 Juin	184,7	23,6	71,9	25,6	305,8	17,9	15,1	33,0	338,8	20,9	359,7
Juillet	184,4	22,9	73,0	26,9	307,2	17,8	15,7	33,5	340,7	20,8	361,5
Août	184,3	22,7	73,9	26,4	307,3	17,9	16,0	33,9	341,2	20,8	362,0
Septembre	192,3	22,7	67,0	26,6	308,6	17,8	16,8	34,6	343,2	20,8	364,0
Octobre	191,9	22,7	75,5	27,0	317,1	17,8	16,2	34,0	351,1	20,7	371,8
Novembre	191,2	22,7	77,3	26,8	318,0	17,8	16,2	34,0	352,0	20,7	372,7
Décembre	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Janvier	189,6	24,3	77,6	27,0	318,5	17,7	16,2	33,9	352,4	22,0	374,4
Février	202,0	21,2	74,8	27,2	325,2	17,7	15,8	33,5	358,7	22,0	380,7
Mars	201,8	21,0	76,7	27,2	326,7	18,2	15,6	33,8	360,5	21,4	381,9
Avril	203,5	17,6	82,7	27,2	331,0	18,1	16,3	34,4	365,4	21,4	386,8
Mai	207,7	17,6	78,5	27,9	331,7	18,1	17,5	35,6	367,3	21,4	388,7
Juin	207,2	17,6	77,5	28,7	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Juillet	206,8	17,9	77,2	28,3	330,2	17,9	18,6	36,5	366,7	21,3	388,0
Août	206,6	17,9	78,6	27,9	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Septembre	206,5	18,1	78,4	27,2	330,2	17,7	20,3	38,0	368,2	21,2	389,4
Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,4	330,7	17,4	27,0	44,4	375,1	21,1	396,2
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par émetteurs

A = généralement accessibles au public 1.
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Emetteurs	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956		1957		1958		1959	
								A	B	A	B	A	B	A	B
Etat ^{2 3}	146,6	141,0	140,2	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	143,6	50,9	154,9	46,4	169,8	43,7
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs ³	14,8	18,5	18,2	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	20,0	8,8	22,1	11,2	24,6	13,5
Congo	2,4	4,6	4,6	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	9,0	1,3	12,7	1,3	12,2	1,3
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	21,9	22,0	23,2	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	38,8	1,3	44,4	1,3	48,6	1,2
Organismes paraétatiques d'exploitation	16,4	19,9	21,9	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	31,7	4,1	29,9	4,6	33,0	4,9
Organismes paraétatiques de crédit	11,7	14,1	15,6	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	28,6	13,3	34,0	15,0	39,6	16,7
Total ...	213,8	220,1	223,7	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	271,7	79,7	298,0	79,8	327,8	81,3

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, les Caisses d'Épargne privées, les banques de droit belge et les filiales établies en Belgique de banques de droit étranger).

² Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

³ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : L'inventaire et le classement des fonds publics belges. — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ».

b) Par détenteurs

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

(Valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959		
									A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. ^{1 2}	5,0	5,9	6,2	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,3	7,9	8,6	0,3	8,9	10,2	0,3	10,5
Fonds des Rentes	3,9	5,9	4,7	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	...	4,0	3,2	...	3,2	4,5	...	4,5
Organismes monétaires ²	45,4	45,9	47,9	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																	
a) Caisses d'épargne	29,0	28,5	28,0	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,6	13,3	51,9
b) Organismes de sécurité sociale	23,0	25,1	27,6	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,1	56,9
c) Fonds de pensions spéciaux	1,9	2,0	2,1	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,2	0,3	2,5
d) Entreprises d'assurances	6,3	7,1	7,7	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	21,0	3,6	24,6
e) Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
f) Total	60,3	62,8	65,5	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	98,7	37,3	136,0
Congo et Ruanda-Urundi ³	2,3	2,4	2,5	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7
Entreprises et particuliers ⁴	96,9	97,2	96,9	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	9,8	155,5	160,8	8,3	169,1	175,0	6,7	181,7
Total général ...	213,8	220,1	223,7	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	79,7	351,4	298,0	79,8	377,8	327,8	81,3	409,1

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

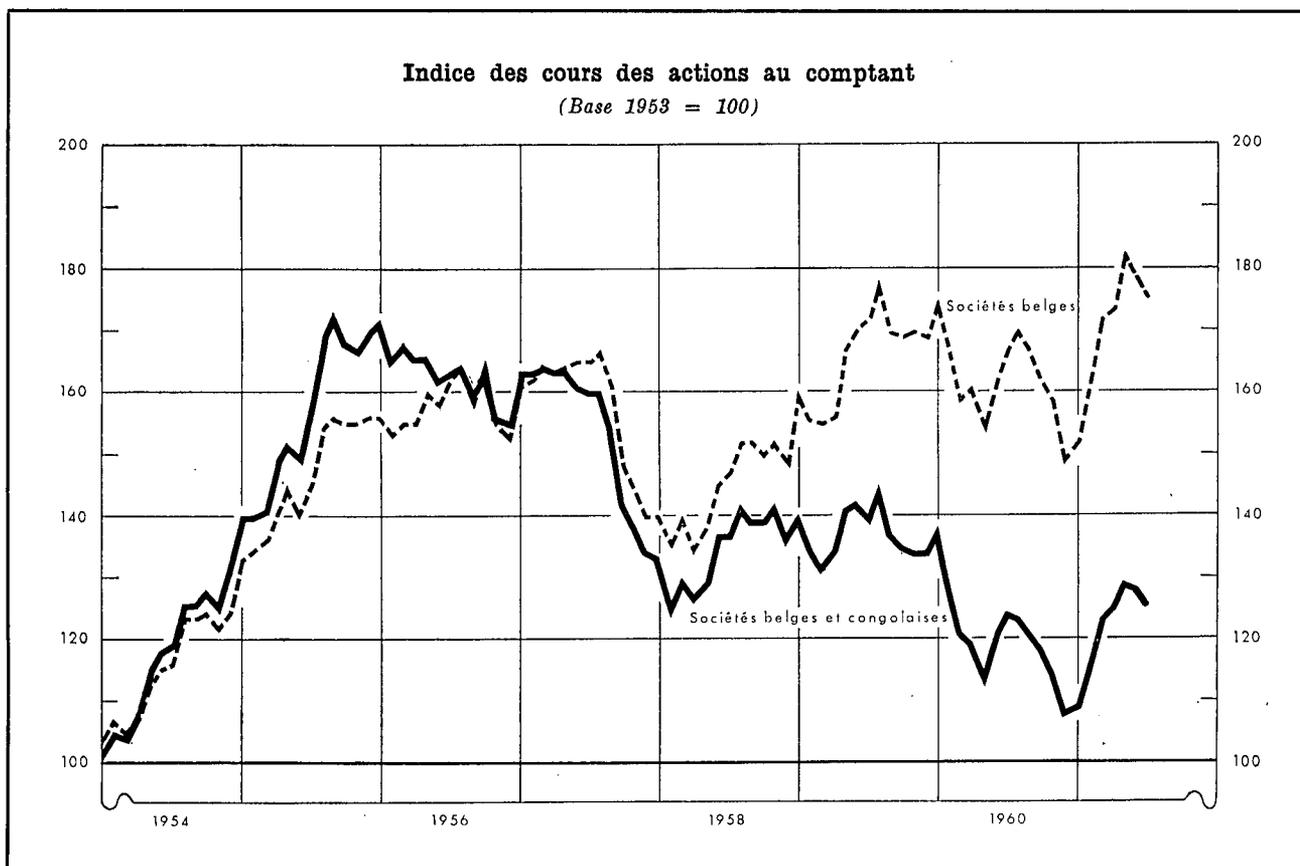
² A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Banque du Congo Belge (jusqu'en 1951), sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séance - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1951 Moyenne mensuelle .	85	88	86	—	3,7	n.d.						
1952 Moyenne mensuelle .	79	99	98	104	4,7	n.d.						
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	3,9	n.d.						
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,0	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	2,9	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,2	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	4,1	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,8	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961				
Janvier	102	75	138	109	175	152	134	109	3,4	5,8	2,6	2,9
Février	91	114	129	116	168	161	124	115	3,7	5,7	2,7	2,8
Mars	88	151	121	123	159	172	115	119	4,0	5,1	2,8	2,9
Avril	83	137	119	125	161	173	111	122	4,3	5,3	2,8	3,0
Mai	95	180	114	129	155	182	106	123	4,0	5,1	2,8	2,9
Juin	143	105	121	128	162	179	116	122	3,8	4,0	2,8	3,1
Juillet	116		124	125	167	175	118	117	4,9		2,8	
Août	105		123		170		117		5,3		2,7	
Septembre	87		121		167		117		4,6		2,8	
Octobre	72		118		162		115		5,0		2,9	
Novembre	66		114		158		113		5,1		3,0	
Décembre	67		108		149		108		5,4		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vis au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1951	49	2.212	2.166	526	—	238	28	526	12
1952	52	2.623	2.270	593	—	259	35	912	24
1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.845	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.619	307
1960	52	4.572	3.614	814	0,1	423	48	6.619	308

Sociétés financières et immobilières ⁵

1951	1.043	8.520	7.279	1.227	39	917	51	2.976	244
1952	1.094	9.295	8.113	1.434	36	957	63	3.266	141
1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.355	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.065	414
1960	1.456	26.575	12.940	2.913	188	2.006	132	9.141	423

Industrie des fabrications métalliques

1951	1.034	7.519	6.870	1.834	103	871	103	904	37
1952	1.080	8.282	7.177	2.066	89	882	110	1.029	50
1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.313	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	1.998	101
1960	1.271	15.418	10.785	2.619	499	1.534	107	1.948	118

Métallurgie du fer

1951	106	7.572	8.744	758	31	541	53	2.398	122
1952	105	7.858	8.747	1.689	5	1.039	81	2.378	124
1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.197	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.679	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.679	281

Industrie textile

1951	1.008	6.876	10.717	1.752	38	608	133	445	22
1952	1.033	7.654	11.158	1.146	183	507	100	479	27
1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	463	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	485	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	472	28

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1951	716	5.877	4.097	754	51	403	48	531	27
1952	718	6.219	4.020	709	82	396	54	586	31
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	657	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	981	58
1960	723	9.590	5.505	1.315	179	720	63	981	60

Industrie chimique

1951	477	7.384	5.129	1.056	51	510	39	963	41
1952	489	8.001	5.414	1.509	66	624	57	1.059	50
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.083	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.235	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.263	82
1960	535	13.309	6.441	1.641	246	713	76	1.257	73

Electricité

1951	51	11.273	2.983	1.103	0,9	941	71	3.622	179
1952	49	12.295	2.649	1.243	0,3	1.036	77	4.300	199
1953	53	12.395	2.779	1.304	..	1.115	84	4.597	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	..	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.510	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.515	332

Industrie du charbon

1951	63	6.637	6.286	859	7	682	68	938	50
1952	61	7.077	6.046	1.206	65	1.007	94	848	47
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	956	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	756	43

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1951	11.250	88.226	73.126	14.553	766	7.792	896	15.543	839
1952	11.706	94.884	75.821	16.827	892	8.950	1.012	17.446	827
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.863	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.287
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.927	156.179	98.558	18.232	3.519	10.293	1.015	35.687	1.650
1960	13.859	163.436	102.540	21.802	3.273	11.825	1.135	35.469	1.922

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation au Congo									
1951	275	14.345	7.275	4.739	40	2.599	206	602	29
1952	331	18.292	9.155	6.732	63	3.418	231	1.059	48
1953	369	22.968	8.955	6.766	204	3.838	278	1.219	57
1954	401	25.233	11.358	7.198	124	4.383	372	1.616	70
1955	442	27.947	14.673	8.106	233	4.979	332	1.843	89
1956	472	29.946	16.096	9.643	362	6.033	354	2.201	94
1957	500	35.981	14.363	10.839	256	6.609	350	2.772	105
1958	494	38.594	16.000	8.491	243	5.542	338	3.150	124
1959	494	42.202	18.315	7.258	396	5.571	315	3.164	150
1960	p 384	40.993	17.224	8.871	309	6.498	237	3.166	174

C. — Total général des sociétés belges et congolaises ^{6 7}

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)

1951	11.605	105.975	83.412	19.807	994	10.617	1.126	16.533	881
1952	12.115	116.978	88.047	24.384	1.026	12.779	1.289	18.629	884
1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.487	205.709	121.299	26.527	3.972	16.611	1.395	38.881	1.813
1960	p 14.304	211.548	124.596	31.745	3.608	19.115	1.483	38.635	2.096

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 Janvier	152	2,5	1,1	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois	376	3,2	2,8	0,6	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois	2.344	20,2	12,1	2,6	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois	5.858	54,7	36,2	6,3	1,3	3,5	0,6
5 premiers mois	9.535	99,3	60,9	11,7	2,5	6,5	0,7
6 premiers mois	11.425	118,0	75,7	13,9	2,8	7,6	0,9
7 premiers mois	11.990	124,2	80,5	14,6	2,9	8,0	1,0
8 premiers mois	12.205	125,2	81,2	14,7	3,0	8,1	1,1
9 premiers mois	12.558	127,4	83,0	15,1	3,1	8,2	1,2
10 premiers mois	13.144	136,5	86,7	16,1	3,3	8,9	1,3
11 premiers mois	13.566	149,9	95,1	17,5	3,4	9,9	1,5
12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 Janvier	p 113	2,4	0,8	0,2	0,0	0,2	0,2
2 premiers mois	p 282	3,5	2,8	0,6	0,0	0,7	0,3
3 premiers mois	p 1.756	18,5	11,6	2,6	0,3	1,8	0,5
4 premiers mois	p 4.314	51,8	31,5	6,5	0,8	4,1	0,7
5 premiers mois	p 7.197	98,1	59,4	12,4	2,1	7,2	0,8
6 premiers mois	p 8.762	116,2	73,4	15,0	2,4	8,5	1,0
7 premiers mois	p 9.316	124,0	79,0	15,9	2,5	9,0	1,2
8 premiers mois	p 9.472	124,8	79,6	16,0	2,6	9,0	1,3
9 premiers mois	p 9.791	127,3	81,4	16,4	2,6	9,2	1,4
10 premiers mois	p 10.268	136,3	84,9	17,7	2,8	10,0	1,6
11 premiers mois	p 10.603	149,6	92,5	19,8	2,9	11,0	1,8
12 mois	p 13.859	163,4	102,5	21,8	3,3	11,8	1,9

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1959 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	22	0,4	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	54	1,5	0,7	0,3	...	0,1	...
5 premiers mois	150	16,3	8,4	3,7	0,1	3,0	0,1
6 premiers mois	307	29,3	12,9	5,9	0,2	4,4	0,1
7 premiers mois	388	36,8	16,9	6,8	0,3	5,3	0,1
8 premiers mois	405	37,4	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
9 premiers mois	417	37,6	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
10 premiers mois	447	38,0	17,6	7,0	0,4	5,3	0,1
11 premiers mois	480	41,1	17,8	7,2	0,4	5,5	0,1
12 mois	494	42,2	18,3	7,3	0,4	5,6	0,2
1960 Janvier	p 1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	p 7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	p 17	0,3	0,1	0,1	...	...	...
4 premiers mois	p 36	1,3	0,6	0,2	...	...	...
5 premiers mois	p 104	16,5	8,3	5,1	...	4,1	0,1
6 premiers mois	p 232	28,6	11,9	6,6	0,2	5,4	0,1
7 premiers mois	p 276	31,5	14,4	7,0	0,2	5,7	0,1
8 premiers mois	p 285	32,0	14,7	7,1	0,2	5,7	0,1
9 premiers mois	p 291	32,1	14,8	7,1	0,2	5,7	0,1
10 premiers mois	p 305	32,4	14,9	7,2	0,2	5,7	0,1
11 premiers mois	p 317	33,5	15,1	7,3	0,2	5,8	0,1
12 mois	p 384	41,0	17,2	8,9	0,3	6,5	0,2

C. — Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger) ⁴

1959 Janvier	157	2,7	1,3	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois	387	3,4	3,0	0,7	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois	2.373	20,7	12,5	2,7	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois	5.924	56,5	37,2	6,6	1,3	3,6	0,6
5 premiers mois	9.709	119,9	72,3	16,0	2,6	10,0	0,7
6 premiers mois	11.772	152,5	92,3	20,6	3,1	12,6	0,9
7 premiers mois	12.426	166,8	101,2	22,3	3,2	13,9	1,1
8 premiers mois	12.658	168,3	102,4	22,5	3,3	14,0	1,2
9 premiers mois	13.025	170,8	104,2	22,8	3,5	14,2	1,3
10 premiers mois	13.647	180,5	108,1	24,0	3,7	14,9	1,4
11 premiers mois	14.107	197,8	116,9	25,7	3,8	16,2	1,6
12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 Janvier	p 116	2,5	1,0	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	p 292	3,7	3,0	0,8	...	0,7	0,4
3 premiers mois	p 1.777	19,0	11,8	2,8	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	p 4.357	53,3	32,4	6,8	0,9	4,2	0,7
5 premiers mois	p 7.319	118,7	70,8	18,1	2,2	11,8	0,9
6 premiers mois	p 9.024	149,9	89,1	22,5	2,6	14,5	1,1
7 premiers mois	p 9.630	161,3	97,5	23,8	2,8	15,3	1,3
8 premiers mois	p 9.975	162,5	98,4	23,9	2,8	15,4	1,3
9 premiers mois	p 10.121	165,1	100,2	24,4	2,9	15,6	1,5
10 premiers mois	p 10.618	174,4	103,8	25,8	3,0	16,4	1,7
11 premiers mois	p 10.970	189,8	111,9	28,0	3,1	17,6	1,9
12 mois	p 14.304	211,5	124,6	31,7	3,6	19,1	2,1

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1951	7.621	2.176	1.483	est. 500 ³	est. 983 ³	n.d.	est. 983 ³	est. 3.159 ³	4.363 ⁴
1952	18.047	2.755	1.998	est. 600 ³	est. 798 ³	n.d.	est. 798 ³	est. 3.553 ³	5.641 ⁴
1953	4.660	1.561	1.068	est. 700 ³	est. 368 ³	n.d.	est. 368 ³	est. 1.929 ³	2.525 ⁴
1954	7.546	3.500	1.777	879	898	529	1.427	4.927	8.331
1955	15.354	5.356	1.560	1.257	303	532	835	6.191	9.680
1956	17.965	4.560	1.701	1.404	297	389	686	5.246	7.619
1957	27.917	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	9.076	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.327	4.137	2.889	1.542	1.347	779	2.126	6.263	11.000

Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1951	4.509	1.931	70	n.d.	70	n.d.	70	2.001	1.526 ⁴
1952	7.369	2.457	212	n.d.	212	n.d.	212	2.669	1.811 ⁴
1953	3.212	1.997	130	n.d.	130	n.d.	130	2.127	1.834 ⁴
1954	2.572	1.753	391	46	345	...	345	2.098	1.465
1955	3.549	1.912	316	88	228	— 7	221	2.133	1.545
1956	7.222	2.089	341	110	231	5	236	2.325	1.580
1957	6.759	1.759	724	158	566	...	566	2.325	1.917
1958	2.007	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.342	699	116	81	35	— 21	14	713	513

Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)

1951	12.130	4.107	1.553	est. 500 ³	est. 1.053 ³	n.d.	est. 1.053 ³	est. 5.160 ³	5.889 ⁴
1952	25.416	5.212	1.610	est. 600 ³	est. 1.010 ³	n.d.	est. 1.010 ³	est. 6.222 ³	7.452 ⁴
1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 ³	est. 498 ³	n.d.	est. 498 ³	est. 4.056 ³	4.359 ⁴
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.796
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.225
1956	25.187	6.649	2.047	1.519	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.619	2.325	833	3.158	10.490	12.604
1958	11.083	6.070	3.594	1.632	1.962	1.339	3.301	9.371	14.039
1959	12.669	4.836	3.005	1.623	1.382	758	2.140	6.976	11.513

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Estimations B.N.B.

⁴ Amortissements non déduits.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 3).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)
1959 3 premiers mois ...	1.341	542	275	817	519	63	—	63
6 premiers mois ...	4.647	1.694	661	2.355	1.179	328	—	328
9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	—	460
12 mois	10.327	3.324	2.889	6.213	2.342	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.971	1.020	79	1.099	710	59	—	59
6 premiers mois ...	5.326	2.413	302	2.715	5.011	254	—	254
9 premiers mois ...	11.388	5.316	805	6.121	n.d.	n.d.	—	n.d.
12 mois	17.409	6.545	907	7.452	5.099	299	—	299
1960 Avril	1.038	453	21	474	207	36	—	36
Mai	1.517	710	50	760	462	24	—	24
Juin	801	229	152	381	3.632	134	—	134
Juillet	3.791	2.016	500	2.516	77	45	—	45
Août	843	398	—	398				
Septembre	1.427	490	3	493				
Octobre	2.005	168	—	168				
Novembre	810	291	103	394				
Décembre	3.215	771	—	771				
1961 Janvier p	499	255	—	255				
Février p	1.543	143	—	143				
Mars p	823	140	—	140				
Avril p	1.391	191	—	191				
Mai p	767	347	—	347				
Juin p	2.080	664	—	664				

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par		Capitaux empruntés par		Total (5) = (1) + (2) ou (3) + (4)	Capitaux refusés (6)
	Banques de dépôts 1	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)		
1951	2.034	3.350	13	5.371	5.384	...
1952	2.357	3.440	9	5.788	5.797	...
1953	2.378	3.013	9	5.382	5.391	...
1954	2.330	3.006	19	5.317	5.336	...
1955	2.325	3.314	23	5.616	5.639	43
1956	2.428	2.795	22	5.201	5.223	185
1957	2.288	3.305	17	5.576	5.593	5
1958	2.078	1.829	15	3.892	3.907	577
1959	2.191	1.324	73	3.442	3.515	188
1960	2.415	2.668	1.025	4.058	5.083	37
1960 2 ^e trimestre	2.522	2.661	1.024	4.159	5.183	27
3 ^e trimestre	2.233	3.164	1.109	4.288	5.397	...
4 ^e trimestre	2.482	2.252	1.272	3.462	4.734	90
1961 1 ^{er} trimestre	2.527	2.493	1.449	3.571	5.020	3
2 ^e trimestre	2.381	3.701	1.993	4.089	6.082	...
1960 Mai	2.259	3.232	1.085	4.406	5.491	28
Juin	2.405	2.940	1.290	4.055	5.345	...
Juillet	2.166	4.372	1.400	5.138	6.538	...
Août	2.217	2.871	1.021	4.067	5.088	...
Septembre	2.312	2.356	933	3.735	4.668	...
Octobre	2.649	2.224	1.000	3.873	4.873	3
Novembre	2.410	2.021	1.331	3.100	4.431	233
Décembre	2.383	2.500	1.489	3.394	4.883	42
1961 Janvier	2.424	2.184	1.267	3.341	4.608	4
Février	2.500	2.504	1.627	3.377	5.004	7
Mars	2.649	2.778	1.468	3.959	5.427	...
Avril	2.545	2.974	1.596	3.923	5.519	...
Mai	2.349	3.869	2.083	4.135	6.218	...
Juin	2.270	4.176	2.254	4.192	6.446	...
Juillet	2.101	4.887	2.239	4.749	6.988	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Notamment le Crédit Communal de Belgique, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la C.G.E.R., l'O.N.S.S., et depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes.

3 Notamment l'I.R.G., l'Office National du Ducroire, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la S.N.C.I. et le Fonds des Rentes.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION
Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1951	38	2	140	157	88	159	228	171	57	330	285
1952	38	2	159	162	98	164	257	177	59	341	316
1953	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1960 2 ^e trimestre	39	3	206	287	156	290	362	245	55	535	417
3 ^e trimestre	39	3	226	293	162	296	388	241	56	537	444
4 ^e trimestre	39	3	192	309	167	312	359	245	56	557	415
1961 1 ^{er} trimestre	39	3	208	378	161	381	369	253	60	634	429
2 ^e trimestre	39	3	239	412	163	415	402	261	59	676	461
1960 Avril	39	3	182	249	155	252	337	224	54	476	391
Mai	39	3	220	303	158	306	378	260	55	566	433
Juin	39	3	216	308	156	311	372	251	57	562	429
Juillet	39	3	254	286	173	289	427	226	53	515	480
Août	39	3	222	301	163	304	385	251	58	555	443
Septembre	39	3	202	291	150	294	352	248	57	542	409
Octobre	39	3	200	308	162	311	362	250	56	561	418
Novembre	39	3	174	304	169	307	343	249	56	556	399
Décembre	39	3	203	315	169	318	372	237	57	555	429
1961 Janvier	39	3	193	354	167	357	360	258	60	615	420
Février	39	3	192	349	149	352	341	240	57	592	398
Mars	39	3	240	432	167	435	407	262	64	697	471
Avril	39	3	202	367	151	370	353	233	53	603	406
Mai	39	3	241	423	163	426	404	276	60	702	464
Juin	39	3	274	445	175	448	449	275	65	723	514

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte					Avances en compte courant et prêts *							
	Traités domiciliés en banque, warrants	Acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traités acceptés non domiciliés en banque	Traités non acceptés		Promesses	sur certificats de trésorerie			Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	sur autres effets publics 2		
				domiciliés en banque	non domiciliés en banque		ayant maximum 120 jours à courir	ayant maximum 8 mois à courir	émis à maximum 366 jours 1				
Taux en vigueur le 31-12-1950	3,75	3,75	4,—	5,—		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50		
1951 5 juillet	3,50	3,50	3,75	4,75		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50		
13 septembre	3,25	3,25	3,75	4,75		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50		
1952 18 décembre	3,—	3,—	3,50	4,50		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50		
1953 5 mars	3,—	3,—	3,50	4,50		5,—	2,—	2,1875	2,375	—	5,—		
21 mai	3,—	3,—	3,50	4,50		4,75	2,—	2,1875	2,375	—	4,75		
29 octobre ...	2,75	2,75	3,25	4,25		4,50	2,—	2,1875	2,375	—	4,50		
1955 4 août	3,—	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875			—	4,75		
1956 6 décembre	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	2,25			—	5,25		
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2.25 %			—	5,25		
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25				—	6,25	—	6,25
12 novembre	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25				—	6,25	—	6,25
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	»			»	6,—		
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75				»	5,75	»	5,75
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50				»	5,50	»	5,50
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25				»	5,25	»	5,25
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—				»	5,—	»	5,—
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	»			»	4,75		
24 décembre	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				»	5,25	»	5,—
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	»			»	6,25		
10 novembre	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				»	6,25	»	6,25

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 décembre 1960

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2 .	1,70
Du 12-11 au 31-12 3 .	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1960 Août	4,03
Septembre	4,14
Octobre	3,92
Novembre	2,81
Décembre	2,67
1961 Janvier	2,68
Février	2,47
Mars	2,38
Avril	2,33
Mai	2,79
Juin	2,85
Juillet	2,90

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4					Certificats de trésorerie bancaires 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			4 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1957	1,90	—	—	—	—	1,3125 6				
1958	2,75	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75				
1959	1,25	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,388
1960	—	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1960 Août ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1960 2 août .	4,340	4,400	*
Sept. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 sept. .	*	*	*
Oct. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 oct. .	*	4,909	4,950
Nov. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	8 nov. .	*	*	*
Déc. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 déc. .	*	*	*
1961 Janv. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
Févr. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 fév. .	4,846	*	4,993
Mars .	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 mars	4,872	4,937	*
Avril ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 avril	4,875	4,950	4,960
Mai ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 mai .	4,850	*	*
Juin ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 juin .	4,850	4,950	*
Juillet ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 juillet	4,850	4,950	4,998

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

2 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 3 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.

3 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

4 Cfr. Arrêtés ministériels du 30 mars 1956 et du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 4 mai 1956, p. 3.148 et du 10 novembre 1957, p. 8.028).

5 Certificats que les banques peuvent inclure dans la couverture partielle de leur passif exigible à 1 mois au plus. L'encours de ces certificats émis à 4 mois était peu important jusqu'à la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, qui les a remplacés par des certificats de même nature, mais dont l'intérêt est lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traités acceptés domiciliés en banque. Ces certificats sont désignés par le terme « certificats B » (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur* du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours de ces certificats s'est élevé à 8,9 milliards de francs jusqu'au 8 avril 1960. Depuis lors, il atteint 9,1 milliards de francs.

En outre, le Fonds des Rentes émet, depuis novembre 1957, un montant variable de certificats assortis des mêmes conditions, sauf que l'intérêt des certificats B est payable d'avance, et que celui des certificats du Fonds des Rentes est payable à terme échu. (Arrêté amendant l'arrêté d'exécution de l'article 4, § 2 du règlement du 11 octobre 1949 sur les coefficients bancaires. — *Moniteur* du 27 novembre 1957, p. 8.263).

Il convient également de noter que la réforme du marché monétaire de novembre 1957 a converti un montant de 20 milliards de francs de certificats de trésorerie à 12 mois affectés par les banques à la couverture partielle de leur passif exigible à 1 mois au plus, en des certificats à 12 mois, désignés par le terme « certificats A », d'un taux de 1 15/16 %, payable par anticipation (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur* du 10 novembre 1957, p. 8.030).

6 Taux en vigueur depuis le 5 février 1946 (cfr. deuxième arrêté ministériel d'exécution du 5 février 1946 de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. *Moniteur* du 10 février 1946, p. 1.135).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 50.000 F	de 50.001 à 100.000 F	au-delà de 100.000 F
			1 mois	8 mois	6 mois			
1951	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1952	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,— jusqu'à 75.000 F	1,50 de 75.001 à 100.000 F	0,50 au-delà de 100.000 F
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,— jusqu'à 200.000 F	2,— au-delà de 200.000 F	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,— ³ jusqu'à 250.000 F	2,— au-delà de 250.000 F	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1960 Avril	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Mai	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Juin	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Juillet	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Septembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Octobre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Novembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Décembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
1961 Janvier	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Février	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Mars	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Avril	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Mai	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Juin	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	

¹ Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. — ² Depuis novembre 1957, les taux des dépôts à préavis et à terme fluctuent en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. — ³ Durant les années 1958 et 1960, majoration d'intérêts de 0,80 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959. — ⁴ En 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Echéances à plus de 20 ans Etat Emprunts à lots Dette directe	Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Parastatiques et villes	Etat	Parastatiques et villes		
1952	4,60	—	5,19 ¹	—	—	5,13	5,32
1953	4,48	—	4,85 ¹	—	5,09 ²	4,81	5,05
1954	4,33	—	4,15 ¹	—	4,79 ²	4,58	4,70
1955	4,20	—	3,89 ¹	—	4,59 ²	4,43	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	—	4,63	4,71	4,38
1957	4,47	—	5,17 ¹	—	5,54	5,59	5,55
1958	4,93	—	5,53 ¹	—	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	—	4,85	4,93	4,83
1960	4,21	4,72	4,79	—	5,21	5,10	4,63
1960 Mai	4,26	4,90	4,84	—	5,26	5,17	4,52
Juin	4,27	5,01	4,94	—	5,28	5,19	4,57
Juillet	4,27	4,90	5,01	—	5,29	5,17	4,70
Août	4,35	5,51	5,67	—	5,79	5,41	4,92
Septembre	4,35	5,40	5,15	—	5,74	5,45	4,88
Octobre	4,34	5,47	5,26	—	5,71	5,47	4,86
Novembre	4,34	5,40	5,28	—	5,73	5,53	4,81
Décembre	4,40	5,47	5,55	—	5,85	5,65	4,81
1961 Janvier	4,39	5,55	5,69	—	6,07	5,80	4,90
Février	4,39	5,50	5,66	—	6,00	5,82	4,93
Mars	4,39	5,45	5,62	—	6,00	5,82	4,95
Avril	4,35	5,40	5,58	—	5,90	5,77	4,99
Mai	4,33	5,46	5,57	—	5,94	5,79	4,98
Juin	4,33	5,41	5,50	—	5,90	5,77	4,93
Juillet	4,35	5,44	5,55	—	5,93	5,79	5,03

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 8, juin 1951 ; « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 ; Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne.		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1955 ...		3,—		1,50		3,—		3,—		4,—		2,50		2,75		1,50
1955 Janvier ...							27	3,50								
Février ...							24	4,50								
Avril			15	1,75									19	3,75		
Août	4	3,50	5	2,—												
Septembre			9	2,25												
Novembre			18	2,50												
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre	19	4,—					19	7,—								
Novembre			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	23	2,75							23	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 9 juin	1961 8 juin	1960 7 juillet	1961 6 juillet
ACTIF								
Encaisse or	2.012	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	1.000	1.201	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	118	141	3.969	5.744	5.608	8.574	5.362	9.333
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	...	...	656	...	740	...	740
Monnaies divisionnaires	99	84	101	23	23	30	15	23
Comptes courants postaux	716	512	669	561	515	508	495	562
Prêts à l'Etat	6.548	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²
Avances à l'Etat	4.297	4.337	2.640 ²	901 ²	2.635 ²	1.520 ²	2.809 ²	2.275 ²
Portefeuille d'escompte :	19.872	22.217	16.392	18.851	15.454	16.388	16.005	16.343
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.917	6.707	4.232	5.118	4.629	5.352	4.723	5.528
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	3	1	1	1	1	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ³	575	481	699	878	287	498	215	370
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	13.379	15.026	11.460	12.854	10.537	10.537	11.066	10.444
Effets négociables achetés en France ⁴	2.883	2.609	2.827	3.554	2.347	2.592	3.149	2.988
Avances à 30 jours sur effets publics ...	193	222	169	205	173	184	171	170
Avances sur titres	105	97	83	70	63	65	70	70
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	783	763	863	529	264	259	237	312
Divers	649	562	627	764	608	776	612	754
Total ...	39.275	41.731	39.162	42.680	38.512	42.458	39.747	44.392

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	32.681	34.694	34.947	39.320	34.742	39.545	36.261	41.359
Comptes courants créditeurs :	5.246	5.720	2.943	2.066	2.599	1.696	2.309	1.830
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	1	1	1	...	...
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	—
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i>	4.091	4.564	1.965	967	1.668	696	1.350	792
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.154	1.155	978	1.098	930	999	959	1.038
Capital de la Banque	2	2	150	150	150	150	150	150
Divers	1.346	1.315	1.122	1.144	1.021	1.067	1.027	1.053
Total ...	39.275	41.731	39.162	42.680	38.512	42.458	39.747	44.392

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

³ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁴ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1958 28 February	1959 28 February	1960 29 February	1961 28 February	1960 8 June	1961 7 June	1960 6 July	1961 5 July
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	1.985	2.035	2.136	2.237	2.236	2.312	2.286	2.362
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	3	2	1	2	1	2	1
Amount of Fiduciary Issue	2.000	2.050	2.150	2.250	2.250	2.325	2.300	2.375
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.000	2.050	2.150	2.250	2.250	2.325	2.300	2.375

Notes Issued :								
In Circulation	1.965	2.013	2.116	2.212	2.215	2.303	2.245	2.338
In Banking Department	35	37	34	38	35	22	55	37
Total ...	2.000	2.050	2.150	2.250	2.250	2.325	2.300	2.375

Banking Department

Government Securities	254	265	274	425	306	412	335	368
Other Securities :								
Discounts and Advances	23	10	33	28	29	56	30	108
Securities	22	22	20	19	18	18	19	18
Notes	35	37	34	38	35	22	55	37
Coin	2	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	336	335	362	511	389	509	440	532

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	4	4
Public Deposits :	11	17	12	18	11	10	11	12
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	—	155	55	154	87	154
Other Deposits :								
Bankers	232	229	264	251	240	251	266	270
Other Accounts	74	70	67	68	65	76	67	77
Total ...	336	335	362	511	389	509	440	532

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1957 31 December	1958 31 December	1959 31 December	1960 31 December	1960 8 June	1961 7 June	1960 6 July	1961 5 July
ASSETS								
Gold certificate account	21,216	19,013	18,186	16,413	18,115	16,080	18,093	16,211
Redemption fund for F.R. notes	869	938	978	1,066	938	1,046	936	1,041
Total gold certificate reserves ...	22,085	19,951	19,164	17,479	19,053	17,126	19,029	17,252
F.R. notes of other Banks	443	477	524	525	344	—	277	—
Cash	339	336	359	363	350	370	344	339
Discounts and advances	56	64	458	33	556	65	531	61
Industrial loans	1	...	...	—	...	—	...	—
Acceptances :								
Bought outright	42	43	44	54	29	37	28	35
Held under repurchase agreement	23	6	31	20	—	—	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	983	2,250	2,606	2,900	2,161	2,829	2,536	2,939
Certificates	19,934	18,650	10,507	9,060	8,507	6,517	8,507	6,511
Notes .....	...	2,868	11,010	12,481	13,010	14,599	13,010	14,646
Bonds	2,802	2,484	2,484	2,543	2,484	3,234	2,483	3,287
Total bought outright ...	23,719	26,252	26,607	26,984	26,162	27,179	26,536	27,383
Held under repurchase agreement	519	95	41	400	...	...	104	...
Total U.S. Government securities ...	24,238	26,347	26,648	27,384	26,162	27,179	26,640	27,383
Total loans and securities	24,360	26,460	27,181	27,491	26,747	27,281	27,199	27,479
Due from foreign banks .....	...	...	...	...	...	—	...	—
Cash items in process of collection	5,495	5,631	6,438	6,809	5,033	4,054	5,164	4,138
Bank premises	84	94	100	108	104	108	105	111
Other assets	223	146	262	209	206	223	267	273
Total assets ...	53,029	53,095	54,028	52,984	51,837	49,162^a	52,385	49,592^a
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	27,535	27,872	28,262	28,449	27,407	27,326	27,738	27,745
Deposits :								
Member bank reserves	19,034	18,504	18,174	17,080	17,880	16,359	18,209	16,524
U.S. Treasurer - general account	481	358	504	485	479	420	325	349
Foreign	356	273	345	217	207	227	267	275
Other	246	391	693	554	348	246	372	234
Total deposits ...	20,117	19,526	19,716	18,336	18,914	17,252	19,173	17,382
Deferred availability cash items	4,071	4,335	4,847	4,941	4,173	3,185	4,145	3,075
Other liabilities and accrued dividends ...	15	22	29	32	46	49	37	46
Total liabilities ...	51,738	51,755	52,854	51,758	50,540	47,812	51,093	48,248
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	345	363	388	409	398	423	400	425
Surplus	837	868	775	817	775	817	775	817
Other capital accounts	109	109	11	...	124	110	117	102
Total liabilities and capital accounts ...	53,029	53,095	54,028	52,984	51,837	49,162^a	52,385	49,592^a
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	76	68	82	230	172	160	179	155
Industrial loan commitments	1	1	...	—	...	—	...	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined	46,3 %	42,1 %	39,9 %	37,4 %	41,1 %	38,1 %	40,6 %	38,0 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F. R. note liabilities combined » includes \$ 277 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1957 31 december	1958 31 december	1959 31 december	1960 31 december	1960 7 juni	1961 5 juni	1960 4 juli	1961 10 juli
ACTIVA								
Goud	2.812	3.972	4.281	5.487	4.537	5.252	4.655	5.464
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.008	1.603	786	1.107	794	741	863	790
Buitenlandse betaalmiddelen	1	1	1	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	182	88	71	40	50	58	47	53
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ²	10	...	6	...	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	128	181	547	249	302	212	282	192
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	198	40	62	12	15	10	11	5
Boekvorderingen op de Staat (overeen- komst van 26 februari 1947)	560	—	—	—	—	—	—	—
Nederlandse munten	11	24	35	51	50	21	53	21
Belegging van kapitaal en reserves	142	159	165	174	172	178	172	178
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	39	15	12	12	7	4	9	5
Totaal ...	5.092	6.084	5.967	7.133	5.928	6.477	6.093	6.709
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.187	4.418	4.513	4.900	4.541	4.912	4.687	4.978
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	629	1.284	1.139	1.603	1.076	1.289	1.081	1.379
's Rijks schatkist	307	643	528	934	526	315	373	170
Banken in Nederland	250	485	484	519	420	779	570	990
Andere ingezetenen	72	156	127	150	130	195	138	219
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	46	97	65	59	72	40	86	113
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	—	—	56	48	64	32	73	107
Andere niet-ingezetenen	16	22	9	11	8	8	13	6
Saldo's voortvloeiende uit betalings- akkoorden	30	75	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	64	6	320	22	12	18	11
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	131	142	152	164	151	164	152	164
Diverse rekeningen	73	59	72	67	46	40	49	44
Totaal ...	5.092	6.084	5.967	7.133	5.928	6.477	6.093	6.709
¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden	2	1	9	...	2	...	2	...
² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1953 — Staatsblad nr 99)	13	11	8	5	8	5	8	3
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	127	110	105	110	106	72	107	72

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1957 dicembre	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre	1960 aprile	1961 aprile	1960 maggio	1961 maggio
Oro in cassa	4	5	5	1.000	172	1.000	172	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	2	2	—	2	—	2	—
Cassa ¹	6	10	11	10	12	15	10	11
Portafoglio ²	405	386	430	443	430	420	430	420
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	82	34	46	64	81	114	65	106
Prorogati pagamenti	5	—	—	7	—	...	—	—
Ufficio italiano dei cambi	—	—	—	1.257	—	1.175	—	1.203
Disponibilita in divisa all' estero	71	62	62	63	62	63	62	63
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	72	56	70	75	75	73	65	80
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	1.039	1.654	2.191	119	2.000	128	2.021	126
Partite varie	3	3	3	2	2	3	2	3
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	77	77	64	75	64	75	64
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	343	343	485	488	485	488	485
Emissioni per forze alleate	145	145	145	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria	170 ⁶	137	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	345	325	128	20	84	—	74	—
Servizi diversi per conto dello Stato	32	18	—	—	—	—	—	—
Spese	40	41	44	43	7	8	9	10
Totale attivo ...	2.841	3.298	3.557	3.652	3.490	3.548	3.475	3.571
Circolazione dei biglietti ⁴	1.914	2.061	2.237	2.424	2.053	2.245	2.063	2.258
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	27	26	28	23	14	17	14	15
Depositi in c/c liberi	140	167	130	117	80	81	74	81
Conti correnti vincolati	548	774	772	694	808	707	813	718
Creditori diversi	160	211	173	170	162	171	167	173
C/c servizio tesoreria	—	—	146	159	268	296	236	289
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	17	—	17	—	17	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	63	—	63	—
Aiuti internazionali	9	14	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	5	16	13	18	15	21
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	2	2	3	3	3	2	3
Fondo di riserva straordinario	1	1	2	2	2	2	2	2
Rendite	40	42	45	44	7	8	9	11
Totale passivo e patrimonio ...	2.841	3.298	3.557	3.652	3.490	3.548	3.475	3.571
Depositanti in titoli e valori	3.430	4.413	3.604	4.407	3.855	4.150	4.131	3.897
¹ Comprese moneta di Stato	5	8	8	5	7	5	7	5
² Compreso finanziamento ammassi	—	—	—	437	—	413	—	413
³ Comprese operazioni con privati	—	—	—	3	—	4	—	5
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	1	1	2	2	1	1	1	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	18	17	16	14	10	8	10	11
⁶ Al netto del Fondo speciale	2	—	—	—	—	—	—	—

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1958 31 Dezember	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1960 7 Juni	1961 7 Juni	1960 7 Juli	1961 7 Juli
AKTIVA							
Gold	10.963	10.934	12.286	11.365	13.617	11.524	13.919
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	9.311	8.249	15.905	10.435	13.019	11.907	13.241
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	152	130	157	172	326	170	311
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	6.089	4.817	3.657	4.493	3.156	4.436	3.135
davon : a) aus der Abwicklung der <i>E.Z.U.</i>	4.590	3.156	1.993	2.915	1.728	2.332	1.717
b) an Weltbank	1.234	1.486	1.560	1.441	1.345	1.481	1.345
Deutsche Scheidemünzen	85	88	91	114	114	110	104
Postscheckguthaben	192	226	193	201	166	138	128
Inlandswechsel	722	853	1.283	2.469	1.136	2.498	1.212
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	100	80	137	49	19	61	...
Lombardforderungen	64	234	419	49	27	76	33
Kassenkredite	90	265	79	5	2	9	1
Wertpapiere	270	235	324	226	637	224	687
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.382	5.731	3.561	5.187	3.074	5.089	3.168
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	662	1.211	1.387	1.336	1.858	1.336	1.858
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse	—	—	—	—	3.101	—	3.863
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Gold- und Devisenpositionen	—	—	—	—	1.475	—	—
Sonstige Aktiva	372	311	370	216	343	289	269
	33.454	33.364	39.849	36.317	42.070	37.867	41.929

PASSIVA

Banknotenumlauf	17.661	19.046	20.470	18.785	19.884	18.901	20.746
Einlagen von	13.037	11.605	16.696	15.090	19.044	16.569	18.163
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck und Postsparkassendämter) ...</i>	8.243	9.344	13.036	12.732	12.575	13.184	10.723
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.585	2.039	3.440	2.144	6.229	3.171	7.188
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	209	222	220	214	240	214	252
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	1.136	672	447	475	1.031	443	1.121
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	550	299	282	302	925	320	885
<i>Sonstige</i>	586	373	165	173	106	123	236
Rückstellungen	656	671	806	806	1.077	806	867
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	492	522	562	562	588	562	588
Sonstige Passiva	182	558	578	309	156	296	154
	33.454	33.364	39.849	36.317	42.070	37.867	41.929

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 7 juin	1961 7 juin	1960 7 juillet	1961 7 juillet
ACTIF								
Encaisse or	7.384	8.329	8.369	9.455	7.688	9.718	7.675	9.934
Devises	781	561	535	583	531	1.301	441	1.465
Portefeuille effets sur la Suisse	226	58	58	53	52	48	52	48
<i>Effets de change</i>	226	58	58	53	52	48	52	48
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	52	22	40	38	18	13	22	18
Titres	45	45	44	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	...	1	1	17	1	17
<i>autres</i>	45	44	44	42	42	26	42	26
Correspondants :			52	52	20	21	17	14
<i>en Suisse</i>	41	33	45	45	14	11	10	6
<i>à l'étranger</i>			7	7	6	10	7	8
Autres postes de l'actif	29	35	28	30	33	25	32	30
Total ...	8.558	9.083	9.126	10.254	8.385	11.169	8.282	11.552

PASSIF								
Fonds propres	49	50	51	52	52	53	52	53
Billets en circulation	5.931	6.109	6.344	6.854	5.950	6.504	6.023	6.659
Engagements à vue	2.393	2.726	2.535	2.756	2.193	2.980	2.013	3.206
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	1.831	2.541	2.330	2.288	1.686	2.115	1.627	1.936
<i>Autres engagements à vue</i>	562	185	205	468	507	865	386	1.270
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	—	—	—	1.035	—	1.035
Engagements à terme	—	—	—	390	—	400	—	400
Autres postes du passif	185	198	196	202	190	197	194	199
Total ...	8.558	9.083	9.126	10.254	8.385	11.169	8.282	11.552

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)* — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	81	81	81	81	80	80	Passif	81	81	81	81	80	80
	décembre 1959	décembre 1960	mai 1960	mai 1961	juin 1960	juin 1961		décembre 1959	décembre 1960	mai 1960	mai 1961	juin 1960	juin 1961
I. Or en lingots et monnayé	1.165	1.636	1.448	1.990	1.504	1.893	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	106	60	50	94	45	107	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable	859	277	731	435	681	796	II. Réserves :	23	23	23	23	23	24
1. Effets de commerce et acceptations de banque	13	19	84	19	91	20	1. Fonds de Réserve légale ...	9	10	9	10	10	11
2. Bons du Trésor	846	258	647	416	590	776	2. Fonds de Réserve générale .	14	13	14	13	13	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	21	13	41	14	43	13	III. Dépôts (or) :	1.751	1.812	1.954	1.969	1.943	2.059
V. Dépôts à terme et avances : ...	379	1.130	707	1.159	762	1.163	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	319	918	564	962	596	952	a) de 6 à 9 mois	—	—	35	—	—	—
b) à 3 mois au maximum (or)	10	7	10	3	14	3	b) de 3 à 6 mois	169	24	208	24	214	24
c) de 3 à 6 mois	49	144	36	187	96	193	c) à 3 mois au maximum ...	607	329	529	412	534	405
d) de 6 à 9 mois	1	3	41	—	1	1	d) à vue	821	1.372	1.015	1.482	1.051	1.578
e) de 9 à 12 mois	—	55	2	7	—	7	2. Autres déposants :						
f) à plus d'un an	—	3	54	—	55	7	a) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Autres effets et titres :	853	730	849	638	807	676	b) de 3 à 6 mois	6	6	6	6	6	6
1. Or :							c) à 3 mois au maximum ...	31	21	21	18	21	18
a) à 3 mois au maximum ...	24	73	49	39	26	59	d) à vue	117	60	140	27	117	28
b) de 3 à 6 mois	104	39	14	57	28	51	IV. Dépôts (monnaies) :	1.346	1.734	1.574	2.056	1.597	2.275
c) de 6 à 9 mois	37	—	60	14	56	—	1. Banques centrales :						
d) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—	a) à plus d'un an	—	36	106	—	107	—
2. Monnaies :							b) de 9 à 12 mois	—	71	2	35	—	36
a) à 3 mois au maximum ...	478	445	453	400	375	385	c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	1	—
b) de 3 à 6 mois	180	80	90	35	105	86	d) de 3 à 6 mois	268	156	271	238	341	385
c) de 6 à 9 mois	2	4	70	8	73	16	e) à 3 mois au maximum ...	871	1.167	904	1.544	868	1.558
d) de 9 à 12 mois	8	23	37	66	53	60	f) à vue	18	30	26	28	15	91
e) à plus d'un an	20	66	76	19	91	19	2. Autres déposants :						
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
<i>Total actif</i> ...	3.452	3.915	3.895	4.399	3.911	4.717	c) de 3 à 6 mois	31	—	31	—	—	—
							d) à 3 mois au maximum ...	121	256	214	193	246	187
							e) à vue	37	18	20	18	19	18
							V. Divers	42	44	25	21	30	31
							VI. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	16	14
							VII. Compte de profits et pertes ...	9	8	25	23	8	8
							VIII. Provision pour charges éventuelles	156	169	169	182	169	181
							<i>Total passif</i> ...	3.452	3.915	3.895	4.399	3.911	4.717

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total</i> ...	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							<i>Total</i> ...	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustée ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABBREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.E.C.E.		Organisation Européenne de Coopération Economique.
	O.N.E.	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Revenu national net au coût des facteurs	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
3. Produit national brut :		3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants	I - 3a	4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants	I - 3b		
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1950	I - 3c	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
		1. Tableau général	VIII - 1
		2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
		3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
		4. Indices du volume et des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4
		5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Chiffres trimestriels et semestriels	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	3. Balance des paiements avec les pays autres que le Congo et le Ruanda-Urundi	IX - 3
III. — Agriculture et pêche.		X. — Marché des changes.	
1. Production agricole	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
		XI. — Finances Publiques.	
IV. — Industrie.		1. Situation de Trésorerie	XI - 1
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	3. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 3
3. Energie	IV - 3	4. Détail des recettes fiscales	XI - 4
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5	XIII. — Organismes monétaires.	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
V. — Services.		4. Stock monétaire	XIII - 4
1. Transports :		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V 1a	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958)	XIII - 6
b) Navigation maritime	V - 1b	Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
c) Navigation intérieure	V - 1c	7. Situation globale des banques	XIII - 7
2. Tourisme	V - 2	8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
3. Commerce intérieur :		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 8
9. Inscriptions hypothécaires	XIV - 9

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dette de l'état	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés belges et congolaises — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des Sociétés belges et congolaises — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2

	Numérotation des tableaux
3. Taux des certificats de Trésorerie	XIX - 3
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants et aux prix de 1950	I - 3b et c
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L. ...	IX - 1
XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi-monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts ..	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
 } Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
